



CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)
PROGRAMME MINI-RESEAUX VERTS**

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|------------------|
| <u>RÉSUMÉ</u> | <u>5</u> |
| <u>CONTEXTE DU PROGRAMME ET DESCRIPTION</u> | <u>8</u> |
| Contexte et description du projet..... | 8 |
| Détails spécifiques du programme | 9 |
| <u>BASE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....</u> | <u>12</u> |
| Les principaux problèmes environnementaux en RDC | 13 |
| Cadre réglementaire de l'énergie de la RDC..... | 13 |
| Cadre réglementaire pour la gestion de l'environnement | 14 |
| Les institutions chargées de la gestion de l'environnement en RDC | 16 |
| Vue d'ensemble du secteur de l'énergie | 18 |
| Ressources énergétiques de la République Démocratique du Congo | 19 |
| Le Contexte du Changement Climatique..... | 22 |
| Caractéristiques environnementales de base des zones de projet proposées | 23 |
| Sites Sélection..... | 23 |
| Base socio-économique des trois villes sélectionnées..... | 25 |
| Climat | 25 |
| Économie | 26 |
| Évaluation des risques de sécurité..... | 27 |
| Considérations logistiques | 27 |
| Climat | 29 |
| Infrastructures et services publics | 29 |
| Évaluation des risques de sécurité..... | 30 |
| Considérations logistiques | 30 |
| Climat | 31 |
| Évaluation des risques de sécurité..... | 32 |
| Projet site proposé à Bumba..... | 33 |
| Le projet de site proposé dans la ville de Isiro..... | 36 |
| Utilisation des terres et mode d'occupation en RDC | 38 |
| Utilisation des terres | 38 |
| La distribution des terres..... | 38 |

| | |
|--|-----------|
| Cadre juridique..... | 38 |
| Types de droits de propriété..... | 39 |
| L'administration des terres et des institutions | 40 |
| Les marchés fonciers et Investissements..... | 40 |
| Acquisition obligatoire des droits de propriété privée par le gouvernement..... | 40 |
| Base socio-économique..... | 41 |
| Situation économique et Pauvreté en RDC..... | 41 |
| La vulnérabilité en RDC | 42 |
| La variabilité du climat et du changement, La dégradation de l'environnement, la pauvreté et la vulnérabilité..... | 43 |
| <u>RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX LIÉS AUX SOUS-PROJETS.....</u> | 45 |
| Les impacts négatifs environnementaux et sociaux..... | 46 |
| Avantages environnementaux, sociaux et économiques, y compris l'impact du développement sensible au genre..... | 47 |
| Le pouvoir habilitant de l'énergie..... | 48 |
| <u>MESURES D'ATTENUATION DES RISQUES.....</u> | 50 |
| Introduction | 50 |
| Approche des risques environnementaux et sociaux et mesures d'atténuation des différents impacts | 51 |
| Le Système de Sauvegarde Intégré de la BAD (SSI)..... | 53 |
| 1.1.1 Déclaration de politique sur les garanties intégrées | 53 |
| 1.1.2 Mesures de protection / Garanties opérationnelles | 54 |
| 1.1.3 Procédures d'évaluation environnementale et sociale (PEES)..... | 54 |
| 1.1.4 Évaluation intégrée d'impact environnemental et social (EIIES)..... | 54 |
| <u>PROCÉDURES D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....</u> | 56 |
| Procédures d'évaluation environnementale et sociale (PEES)..... | 56 |
| 1.2 Gestion Environnementale et Sociale spécifique pour ce Programme | 62 |
| Plans de gestion environnementale et sociale | 62 |
| Instruments pour la gestion environnementale et sociale | 62 |
| 1.3 Audit Environnemental et Social (AES)..... | 64 |
| <u>RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE GESTION DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.....</u> | 66 |
| Le rôle de la BAD et les responsabilités | 66 |
| Programme Institutionnel / Arrangement d'Exécution..... | 66 |

| | |
|--|-----------|
| Arrangements Institutionnels pour la mise en œuvre du PGES | 67 |
| Les rôles et les responsabilités de l'Entité Principale en charge de l'Exécution du Plan | 67 |
| <u>ENGAGEMENTS DES INTERVENANTS ET GESTION DES CONFLITS.....</u> | 70 |
| Consultation et Engagement des parties prenantes | 70 |
| Inclusion des groupes vulnérables..... | 72 |
| Exigences du SSI de la BAD concernant les groupes vulnérables | 73 |
| Objectif et Portée de l'identification des groupes vulnérables | 74 |
| Mesures différenciées pour l'inclusion des groupes vulnérables dans le développement | 74 |
| L'Intégration du genre et de l'Evaluation de la vulnérabilité..... | 76 |
| L'engagement des populations autochtones..... | 77 |
| Groupes Autochtones: Mesures Différenciées | 78 |
| Consultations relatives au Déplacement Involontaire | 79 |
| Le Mécanisme de Règlement des Griefs (MRG) au niveau du Projet | 82 |
| Nomination des Membres des Comités de Règlement et Réparation des Griefs (CRG)..... | 83 |
| Procédures, canaux de traitement des plaintes et Calendrier pour les mécanismes de règlement des griefs | 84 |
| Proposition de plan de divulgation de l'information | 91 |
| Au cours de la phase de planification | 92 |
| Pendant la phase de construction..... | 92 |
| Au cours de la phase d'exploitation du projet | 92 |
| Divulgation suggérée de mécanismes de réclamations et de recours | 92 |
| RENFORCEMENT DES CAPACITES..... | 93 |
| GLOSSAIRE | 98 |
| ANNEXES..... | 97 |

RÉSUMÉ

La République Démocratique du Congo (RDC) est le deuxième plus grand et le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique, étendu sur une superficie 2.345.441 km² avec une population de 78,7 millions. Toutefois, ce pays possède l'un des plus faibles taux d'électrification dans le monde. Seulement environ 10% de la population a accès à l'électricité, 35% dans les zones urbaines (44% à Kinshasa) et moins de 1% dans les zones rurales. La société nationale de services publics, la SNEL (Société Nationale d'Electricité), représente 94% de la capacité totale installée (2.677 MW) et la quasi-totalité de l'électricité est produite à partir de l'énergie hydraulique. Dans les zones hors réseau, la demande d'électricité est satisfaite par des petits générateurs diesel dispersés, des lampes à pétrole et des torches de batterie. La dépendance aux combustibles fossiles, qui est insoutenable et coûteuse, devrait s'intensifier à mesure que la demande en énergie et en population augmentera. Les perspectives d'expansion du réseau étant limitées dans un avenir proche, le développement du secteur énergétique en RDC continuera à dépendre de solutions hors réseau inefficaces avec une empreinte carbone élevée, si celles-ci ne sont pas améliorées pour passer à une option d'émission faible.

Récemment, les mini-réseaux verts attirent l'attention en tant que solutions alternatives pour inverser cette tendance et accélérer l'accès à l'énergie. Depuis la libéralisation du secteur de l'électricité en RDC (loi de 2014 sur l'électricité), quelques concessionnaires locaux de distribution et des projets individuels de mini-réseaux ont vu le jour. Cependant, cela a été fait de manière sous-optimale et hétérogène, principalement en raison de l'absence de réglementation nationale claire dans le secteur. Les investissements privés dans les mini-réseaux ont été lents et des obstacles évidents existent quant à leur viabilité commerciale totale, en particulier pour les mini-réseaux d'énergie renouvelable. En réponse à ce défi, Eссор Access to Electricity (Essor A2E), un programme d'assistance technique financé par le Département du Développement International du Gouvernement Britannique (DFID), aide le Gouvernement Congolais (GoRDC) à accélérer, optimiser et normaliser le développement de projets mini-réseaux développés par des entreprises privées et centrés sur les énergies renouvelables à travers le pays en construisant une structure robuste, bancable et reproductible.

Ciblant les projets de mini-réseaux sélectionnés dans le cadre de l'initiative DFID-Essor A2E, le Programme de Mini-Réseaux Verts conjointement développé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour la RDC (le « Programme ») pilotera un modèle innovant de mini-réseaux alimenté par l'énergie solaire. Le programme financera trois projets de mini-réseaux hybrides solaires sélectionnés après un processus d'appel d'offres concurrentiel dans les villes d'Isiro, Bumba et Genema (460.000 habitants au total), chacun composé d'une centrale photovoltaïque hybride de 5 à 10 MW avec des réseaux de distributions associés pour atteindre les consommateurs. Le nombre total de connexions (nationales et commerciales) devrait atteindre environ 12.400 connexions au cours de la 1^{ère} année et 23.300 connexions au cours de la 5^{ème} année, avec un service 24h/24. L'acquisition des trois concessions pilotes sera confiée à une agence publique au sein du Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques (MERH), l'« Unité de Coordination et de Management » (UCG). Le coût total de trois projets est estimé à USD 87 millions à la date d'exploitation commerciale (COD), dont USD 40 millions seront financés par des dettes senior de la BAD et du FVC,

le reliquat par des fonds propres et quasi-fonds propres, y compris des subventions d'investissement. Sous cette approche programmatique, un montage financier organisé par la BAD sera proposé aux soumissionnaires pré-qualifiés comme option recommandée. Les sponsors financiers retenus créeront des véhicules de financement à usage spécial (SPV) et doivent conclure des accords de concession avec le gouvernement central pour une période de 20-25 ans¹.

Chaque projet de mini-réseau comporte deux composants – le composant 1 couvrant la centrale de production d'énergie solaire photovoltaïque et le stockage de la batterie, et le composant 2 couvrant les réseaux de distribution, les connexions et la sauvegarde. L'investissement de la BAD et du FVC ne couvre uniquement que les besoins de financement des actifs d'énergie renouvelable (à savoir l'énergie solaire photovoltaïque et les batteries - Composante 1) et non les besoins en infrastructures et la sauvegarde. Les contributions aux dépenses d'investissement attendues d'autres partenaires de développement sous forme de subventions ou autre quasi-fonds propres (à déterminer - discussions en cours) visent à soutenir le financement de la sauvegarde d'urgence, des réseaux de distribution et la connexion des ménages (Composante 2). Ces investissements serviront comme infrastructures publiques afin d'assurer la fiabilité grâce à un approvisionnement énergétique de 24 heures avec une couverture maximale de tous les segments de clientèle, y compris les services publics essentiels tels que l'approvisionnement en eau et les hôpitaux.

En outre, la BAD a prévu une subvention d'investissement supplémentaire et a affecté un montant d'USD 1 million en vue d'une assistance technique complémentaire (AT), provenant du Fonds pour l'Energie Durable pour l'Afrique (SEFA) hébergé par la BAD, où le cofinancement du FVC d'USD 1 million de subventions a été demandé. Les activités d'assistance technique permettront de renforcer le cadre favorable au développement de mini-réseaux verts en RDC, développer la capacité des institutions clés à gérer et à mettre en œuvre des projets de mini-réseaux écologiques, et soutenir la préparation des projets des trois mini-réseaux ainsi que des mini-réseaux supplémentaires sur d'autres sites en RDC.

La BAD a adopté un Système de Sauvegardes Intégré (SSI) comprenant une déclaration de politique sur les sauvegardes intégrées et un ensemble de critères de performance environnementale et sociale. Le SSI de la BAD est aligné sur celui d'autres Institutions Financières Internationales (IFI), telles que la Banque Mondiale, la Société Financière Internationale (SFI) et le Fonds Vert pour le Climat (FVC). La BAD maintient également des Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) qui décrivent le processus par lequel le personnel de la Banque traite et suit les projets conformément au système de la Banque.

Conformément au SSI de la BAD, tous les sous-projets de ce programme feront l'objet d'une évaluation environnementale et sociale afin d'aider la BAD décider si le projet doit être financé ou non et, dans l'affirmative, la manière dont les risques et impacts environnementaux et sociaux doivent être abordés

¹Une période de concession de 20 ans a été retenue comme hypothèse dans le modèle financier et des études de préfaisabilité. La période de concession exacte sera déterminée par la GoRDC avant le lancement de l'appel d'offres.

dans la planification, la mise en œuvre et l'exploitation des projets. Le processus d'évaluation identifie également les possibilités d'avantages environnementaux ou sociaux supplémentaires. La BAD recherche avec l'application de ses différents processus que les projets sont conçus, mis en œuvre et exploités conformément aux exigences réglementaires applicables et bonnes pratiques internationales.

Chaque sous-projet devant être pris en compte dans le cadre du programme mini-réseau RDC BAD-FVC sera soumis à une due diligence complète du projet et son promoteur, en rapport avec les questions environnementales et sociales spécifique, en utilisant le SSI de la BAD. La BAD prévoit que tous les sous-projets du programme généreront potentiellement des risques environnementaux et sociaux modérés, équivalant à la catégorie 2 dans la catégorie de risque de la BAD. Sur cette base, chaque sous-projet sera examiné et classé individuellement, et une due diligence raisonnable sera entreprise en conséquence.

Suivant la «Politique globale de divulgation d'informations» du Fonds Vert pour le Climat, ce Cadre serait classé en fonction du profil de risque anticipé de chaque sous-projet, ce qui nécessiterait des évaluations spécifiques à chaque site, conformément à l'approche de la BAD. Dans cette optique, les projets de catégorie 1 seront exclus du financement du FVC afin que ce cadre soit globalement considéré comme Catégorie 2.

Ce document présente le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) qui a été mis au point pour ce programme, et qui décrit comment le programme, par l'intermédiaire de l'entité accréditée et des clients, gèrera les risques et les impacts environnementaux et sociaux.

Ce CGES présente:

- Les motifs et les principales raisons fondant la mise en place de ce programme de mini-réseaux verts proposé BAD-FVC RDC, y compris une description du programme et de l'approche proposée ;
- Un résumé des informations de référence environnementales et sociales pertinentes et disponibles et le référencement des données sources. Le contexte environnemental et social du projet est également fourni ;
- Les problèmes environnementaux et sociaux typiques associés au Cadre sont fournis et les détails des meilleures pratiques pour l'atténuation de ces risques et impacts ;
- Le résumé des politiques et procédures environnementales et sociales de la BAD, y compris les exigences et les principales étapes de l'évaluation des projets.
- Les exigences d'engagement des parties prenantes de la BAD et le mécanisme de réparation des projets.

CONTEXTE DU PROGRAMME ET DESCRIPTION

Contexte et description du projet

La République Démocratique du Congo (RDC) est le deuxième plus grand et le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique, étendu sur une superficie 2.345.441 km² avec une population de 78,7 millions. Toutefois, ce pays possède l'un des plus faibles taux d'électrification dans le monde. Seulement environ 10% de la population a accès à l'électricité, 35% dans les zones urbaines (44% à Kinshasa) et moins de 1% dans les zones rurales. La société nationale de services publics, la SNEL (Société Nationale d'Electricité), représente 94% de la capacité totale installée (2.677 MW) et la quasi-totalité de l'électricité est produite à partir de l'énergie hydraulique. Dans les zones hors réseau, la demande d'électricité est satisfaite par des petits générateurs diesel dispersés, des lampes à pétrole et des torches de batterie. La dépendance aux combustibles fossiles, qui est insoutenable et coûteuse, devrait s'intensifier à mesure que la demande en énergie et en population augmentera. Les perspectives d'expansion du réseau étant limitées dans un avenir proche, le développement du secteur énergétique en RDC continuera à dépendre de solutions hors réseau inefficaces avec une empreinte carbone élevée, si celles-ci ne sont pas améliorées pour passer à une option d'émission faible.

Récemment, les mini-réseaux verts attirent l'attention en tant que solutions alternatives pour inverser cette tendance et accélérer l'accès à l'énergie. Depuis la libéralisation du secteur de l'électricité en RDC (loi de 2014 sur l'électricité), quelques concessionnaires locaux de distribution et des projets individuels de mini-réseaux ont vu le jour. Cependant, cela a été fait de manière sous-optimale et hétérogène, principalement en raison de l'absence de réglementation nationale claire dans le secteur. Les investissements privés dans les mini-réseaux ont été lents et des obstacles évidents existent quant à leur viabilité commerciale totale, en particulier pour les mini-réseaux d'énergie renouvelable. En réponse à ce défi, Eссор Access to Electricity (Essor A2E), un programme d'assistance technique financé par le DFID, aide le Gouvernement congolais (GoRDC) à accélérer, optimiser et normaliser le développement de projets mini-réseaux développés par des entreprises privées et centrés sur les énergies renouvelables à travers le pays en construisant une structure robuste, bancable et reproductible.

Ciblant les projets de mini-réseaux sélectionnés dans le cadre de l'initiative DFID-Essor A2E, le Programme de Mini-Réseaux Verts conjointement développé par la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour la RDC (le « Programme ») pilotera un modèle innovant de mini-réseaux alimenté par l'énergie solaire. Le programme financera trois projets de mini-réseaux hybrides solaires sélectionnés après un processus d'appel d'offres concurrentiel dans les villes d'Isiro, Bumba et Genema (460.000 habitants au total), chacun composé d'une centrale photovoltaïque hybride de 5 à 10 MW avec des réseaux de distributions associés pour atteindre les consommateurs. Le nombre total de connexions (nationales et commerciales) devrait atteindre environ 12.400 connexions au cours de la 1^{ère} année et 23.300 connexions au cours de la 5^{ème} année, avec un service 24h/24. L'acquisition des trois concessions pilotes sera confiée à une agence publique au sein du Ministère des Ressources Hydrauliques, l'« Unité de Coordination et de Management » (UCG). Le coût total de trois projets est estimé à USD 87 millions COD, dont USD 40 millions seraient financés par des dettes senior de la BAD et du FVC, le reliquat par des fonds propres et quasi-fonds propres, y compris des subventions d'investissement. Sous cette approche programmatique, un montage financier organisé par la BAD sera proposé aux soumissionnaires pré-qualifiés comme option recommandée. Les sponsors

financiers retenues créeront des véhicules de financement à usage spécial (SPV) et doivent conclure des accords de concession avec le gouvernement central pour une période de 20-25 ans².

En outre, la BAD a prévu une subvention d'investissement supplémentaire et a affecté un montant d'USD 1 million en vue d'une assistance technique complémentaire (AT), provenant du Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique (SEFA) hébergé par la BAD, où le cofinancement du FVC d'USD 1 million de subventions a été demandé. Les activités d'assistance technique permettront de renforcer le cadre favorable au développement de mini-réseaux verts en RDC, développer la capacité des institutions clés à gérer et à mettre en œuvre des projets de mini-réseaux écologiques, et soutenir la préparation des projets des trois mini-réseaux ainsi que des mini-réseaux supplémentaires sur d'autres sites en RDC.

Détails spécifiques du programme

La préparation des projets de mini-réseaux a été menée par le programme Essor Access to Electricity (Essor A2E), soutenu par DIFD, qui vise à soutenir le développement de projets solaires de mini-réseaux écologiques en RDC au cours des prochaines années. Dans le cadre de la phase I, trois projets de mini-réseaux solaires photovoltaïques seront lancés dans le cadre d'un processus d'appel d'offres (qui sera lancé au troisième trimestre de 2018) dans les villes d'Isiro, Bumba et Genema. Les appels d'offres ultérieurs reproduiront le même schéma et permettront d'augmenter les investissements dans le secteur. Les mini-réseaux envisagés consisteraient en des centrales photovoltaïques hybrides, la génération de diesel de secours et le stockage de batteries (équivalent à une consommation de 24 heures) avec des réseaux de distribution associés de 15 kV et des réseaux BT pour atteindre les consommateurs dispersés. Chaque mini-réseau visera à connecter environ 10.000 ménages et entreprises sur la durée de vie des projets. On estime qu'environ 80 à 85% de la production proviendra de l'énergie solaire photovoltaïque et que le reste de la production sera à base de diesel. Les clients principaux tels que la Régie de Distribution d'Eau de la République Démocratique du Congo (REGIDESO), un fournisseur d'eau avec mécanisme de compte bloqué envisagé et les PME seront identifiés pour chaque mini-réseau. La BAD collabore étroitement avec le programme Essor pour fournir un financement par emprunt et organiser un cofinancement avec le FVC et d'autres partenaires financiers pour les trois projets sélectionnés en tant qu'Arrangeur Principal.

Chaque projet de mini-réseau comporte deux composants – le composant 1 couvrant la centrale de production d'énergie solaire photovoltaïque et le stockage de la batterie, et le composant 2 couvrant les réseaux de distribution, les connexions et la sauvegarde. L'investissement de la BAD et du FVC ne couvre uniquement que les besoins de financement des actifs d'énergie renouvelable (à savoir l'énergie solaire photovoltaïque et les batteries - Composante 1) et non les besoins en infrastructures et la sauvegarde. Les contributions aux dépenses d'investissement attendues d'autres partenaires de

²Une période de concession de 20 ans a été pris dans le modèle financier et des études de préfaçabilité. La période de concession exacte sera déterminée par la GoRDC avant le lancement de l'appel d'offres.

développement sous forme de subventions ou autre quasi-fonds propres (à déterminer - discussions en cours) visent à soutenir le financement de la sauvegarde d'urgence, des réseaux de distribution et la connexion des ménages (Composante 2). Ces investissements serviront comme infrastructures publiques afin d'assurer la fiabilité grâce à un approvisionnement énergétique de 24 heures avec une couverture maximale de tous les segments de clientèle, y compris les services publics essentiels tels que l'approvisionnement en eau et les hôpitaux.

Conception préliminaire des Projets Mini-Réseaux

- Chaque mini-réseau consisterait en une centrale photovoltaïque hybride d'environ 5-10 MW (à la date d'exploitation commerciale), offrant une alimentation en électricité 24 heures sur 24.
- On estime que 80 à 85% de la production proviendra des centrales Photovoltaïques (PV) et que le reste sera à base de diesel. Un modèle hybride a été optimisé pour minimiser le coût d'investissement global et l'impact sur les tarifs.
- Chaque système sera associé à des réseaux de distribution 15V et Basse Tension (BT) pour atteindre les consommateurs dispersés.
- Le nombre total de connexions devrait atteindre environ 12.400 au cours de la première année et 23.300 au cours de la cinquième année. Les clients principaux comprennent REGIDESO (fournisseur d'eau) et les PME.
- Un CAPEX supplémentaire est attendu après la date d'exploitation commerciale pour la génération et l'extension de raccordements et le remplacement de la batterie, pour atteindre un total de 50.000 raccordements à la 20^{ème} année.
- Le paiement par les utilisateurs finaux sera basé sur un système prépayé Mobile Money.
- Avec une puissance de sortie d'environ 5-10 MW³, l'utilisation prévue des terres est d'environ 22,5 à 75 acres pour un mini-réseau unique. L'utilisation de l'eau pour le nettoyage des panneaux / modules devrait se situer entre 91.054,35 et 485.623,2 litres par centrale mini-réseau⁴.

³La quantité d'eau nécessaire varie en fonction des technologies de nettoyage disponibles et le climat local, cependant environ 1,6 litres par m² de modules photovoltaïques peuvent être nécessaires. Les estimations sont également basées sur les terrains nécessaires à un seul mini-réseau.

⁴La quantité d'eau nécessaire varie en fonction des technologies de nettoyage disponibles et le climat local, cependant environ 1,6 litres par m² de modules photovoltaïques peuvent être nécessaires. Les estimations sont également basées sur les terrains nécessaires à un seul mini-réseau.

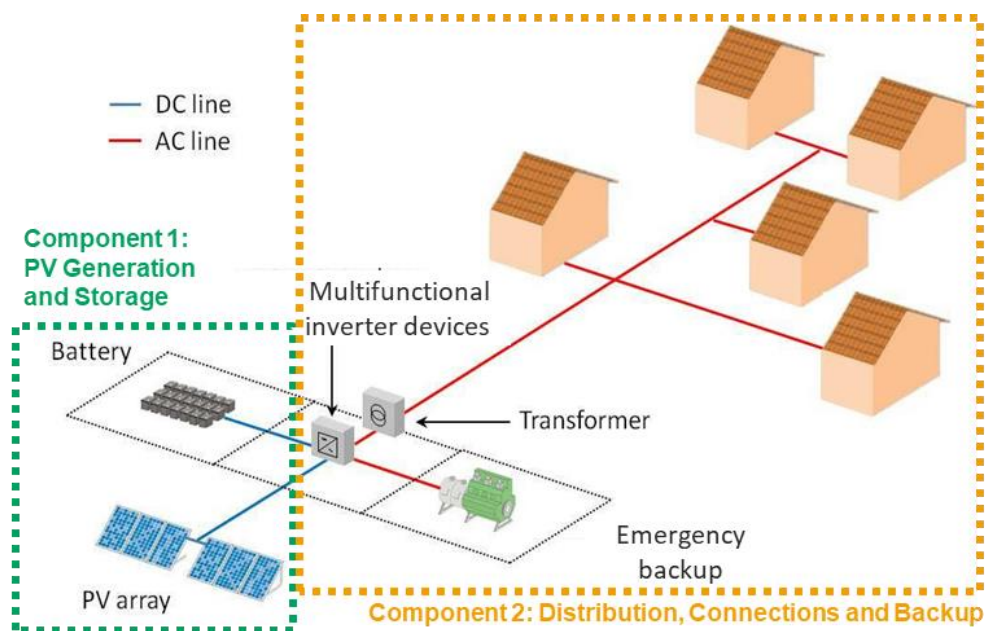


Schéma 1: La conception préliminaire des mini-réseaux

Les projets visent à réaliser les principaux résultats suivants:

- Réduire les obstacles à l'entrée sur le marché et attirer des investisseurs pour le développement de mini-réseaux privés grâce à un processus d'appel d'offres bien structuré et transparent. La plupart des risques de développement sont supportés par les financements provenant de DFID et de la BAD pour les études techniques et les conseils juridiques et financiers indispensables à la structuration du processus d'appel d'offres.
- Un accès accru à l'électricité est attendu après le déploiement complet du projet en fournissant un réseau énergétique desservant un grand nombre de clients indépendamment du réseau national. Cette première phase donnera accès à une énergie propre, fiable et plus abordable à au moins 150.000 personnes sans accès limité ou limité à l'énergie en RDC. Le programme démontrera un modèle viable pour le financement de mini-réseaux privés dans les zones urbaines, ce qui ouvrira un marché pour les investissements dans les mini-réseaux dans d'autres parties de la RDC et de l'Afrique subsaharienne.
- Augmentation de l'utilisation productive de l'énergie qui entraînera le développement local. En fait, un approvisionnement en électricité plus abordable et plus fiable conduira à une allocation plus efficace de ressources précieuses vers d'autres utilisations, telles que de nouveaux investissements, ce qui entraînera une productivité supplémentaire, une croissance économique et la création d'emplois.
- Améliorer la durabilité environnementale de la production d'électricité en RDC grâce à la production d'énergie renouvelable qui produit beaucoup moins d'émissions que le diesel ou les

combustibles fossiles, avec un impact social minimal, car il n'est pas prévu que ces mini-réseaux solaires soient réinstallés.

- Offrir des opportunités aux communautés locales et participer à la construction de sociétés résilientes grâce à une croissance inclusive et verte. Le programme renforcera fortement la résilience économique et sociale des populations à faible revenu vivant dans des zones vulnérables au climat. Le programme envisagera de promouvoir l'emploi local et de déterminer comment maximiser les opportunités pour les filles et les femmes et éviter les impacts négatifs potentiels.

1.1 Cadre de gestion environnementale et sociale (PGES)

Les détails des sous-projets et des communautés bénéficiaires n'ayant pas été définis en détail, un cadre de gestion environnementale et sociale (PGES) sera approprié pour garantir l'intégration des considérations environnementales et sociales lors de la mise en œuvre des sous-projets du programme qui seront identifiés. Une fois que les sous-projets, sites spécifiques, infrastructures associées et communautés bénéficiaires auront été définis, tous les sous-projets et activités seront examinés et les outils d'atténuation appropriés tels que : Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES), Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), Plans d'Action de Réinstallation (PAR) et autres outils de gestion appropriés seront développés, selon les cas, conformément aux dispositions de la réglementation locale et des garanties de la BAD. Les objectifs de ce PGES sont les suivants:

- Etablir des procédures et des méthodologies claires pour la planification environnementale et sociale, l'examen, l'approbation et la mise en œuvre des sous-projets, à financer dans le cadre du programme BAD-FVC;
- Définir les rôles et responsabilités appropriés et définir les procédures de compte rendu nécessaires pour gérer et surveiller les préoccupations environnementales et sociales liées aux sous-projets;
- Fournir des ressources pratiques pour la mise en œuvre du PGES, y compris des orientations générales sur le développement des PGES et leur mise en œuvre.

BASE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Les principaux problèmes environnementaux en RDC

La République Démocratique du Congo est située dans la forêt tropicale humide du bassin du Congo en Afrique centrale. Près de 60% de sa superficie est constituée de forêts, tandis que les terres agricoles représentent 10%. Le climat varie du chaud et humide dans le bassin équatorial au frais et sec dans les hautes terres du sud; et frais et humide dans les hautes terres de l'est. Les principaux problèmes environnementaux de ce pays sont (pas par ordre de priorité et décrits en détail ci-dessous): dégradation des sols, déforestation, perte de biodiversité, pollution de l'eau et pollution de l'air à Kinshasa. Les conflits sont en eux-mêmes une source de dégradation de l'environnement. Les aléas naturels et les catastrophes comprennent les activités sismiques liées aux glissements de terrain, aux inondations et aux sécheresses. Le changement climatique devrait accroître la fréquence et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles (inondations, sécheresses et vagues de chaleur) et affecter la productivité des terres et les possibilités de moyens de subsistance.

Cadre réglementaire de l'énergie de la RDC

Le secteur de l'électricité est dominé par la Société Nationale d'Electricité (SNEL), l'entreprise officielle de service public national responsable de 94% de la production d'électricité avec plus de 50 centrales électriques (15 centrales hydro-électriques et 36 centrales thermiques). La SNEL a un mandat pour la production d'électricité, le transport, la distribution de l'électricité en RDC.

Le gouvernement apporte un soutien particulier au développement stratégique et des réformes dans le secteur de l'électricité, en pleine transition. Des objectifs clés ont été définis pour le secteur de l'énergie et de l'électricité, notamment la libéralisation, la transparence accrue et l'attraction d'un plus grand nombre de partenaires privés et publics nationaux et internationaux.

La loi n ° 14-011 du 17 juin 2014 (la «Loi sur l'électricité») régit le secteur de l'électricité. Elle prévoit entre autres une diversification du mix énergétique; l'accent mis sur une plus grande productivité énergétique grâce à des mesures d'économie d'énergie et d'efficacité; et des politiques de tarification de l'énergie qui reflètent les coûts économiques pour les fournisseurs et les utilisateurs sur le marché national de l'énergie.

La loi sur l'électricité de 2014 libère la production, le transport, la distribution et l'exportation d'électricité. La SNEL a été transformée en société commerciale à responsabilité limitée en 2011 (le processus a débuté en 2009). La loi sur l'électricité de 2014 a mis un terme au monopole de facto de la SNEL dans la production, le transport et la distribution d'électricité et le marché énergétique de la RDC est désormais ouvert aux producteurs indépendants (sous réserve du respect des dispositions du Loi sur l'Electricité).

Cette loi a introduit la création de deux (2) institutions sous la supervision du ministère des Ressources hydrauliques et de l'énergie (Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques, « MERH »):

- L'Autorité de Régulation de l'Electricité, «ARE», aura pour mission de suivre les réformes sectorielles et la participation du secteur privé (y compris la réglementation tarifaire). Le décret n ° 16/013 du 21 avril 2016 prévoit la création, l'organisation et le fonctionnement de l'ARE ;
- L'Agence Nationale des Services Energétiques Ruraux (ANSER) ou Agence nationale de l'Electrification des zones rurales et périurbaines aura pour mandat d'accroître l'accès aux services

énergétiques dans les zones rurales et périurbaines et sera en charge d'accompagner les chefs de projets privés ou communautaires. Le décret n ° 16/014 du 21 avril 2016 prévoit la création, l'organisation et le fonctionnement de l'ANSER.

Le processus de création de ces deux organismes est en cours.

Cadre réglementaire pour la gestion de l'environnement

Le cadre institutionnel de la gouvernance environnementale en RDC articule autour de trois acteurs principaux:

- l'Etat et ses institutions, en particulier le ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et du tourisme ainsi que d'autres départements ministériels, les divisions administratives (provinces, districts, villages);
- les communautés locales, qui prennent progressivement de l'importance; et
- les utilisateurs (secteur privé, société civile).

La RDC dispose d'un cadre juridique et réglementaire qui oblige les promoteurs privés ou publics de projets à réaliser une étude d'impact ou une note d'impact environnemental et à demander l'avis préalable du ministre chargé de la protection de l'environnement avant d'entamer tout projet.

Ces textes comprennent:

i. La Constitution

La constitution, également connue sous le nom de la Constitution de la Troisième République a été adopté par le gouvernement du 18ème Février 2006. L'article 53 stipule que:

- Toute personne a droit à un environnement sain et favorable à son plein développement.
- L'environnement doit être protégé.
- L'Etat doit veiller à la protection de l'environnement et la santé des personnes.

L'article 123 de la Constitution prévoit que des lois doivent être adoptées concernant, entre autres, «la protection de l'environnement et du tourisme». L'article 203 autorise la gouvernance coopérative par le gouvernement central et les administrations provinciales «afin de protéger l'environnement, les sites naturels et les paysages, ainsi que la conservation de ces sites».

ii. Code forestier du 29 Août 2002

- Création de « » forêts classées
- Statut de protection globale en tant que domaine public
- Gestion par le Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme (MECNT)
- Au-delà des forêts

iii. Loi sur la conservation de la nature du 22 août 1969

- Couvre les parcs nationaux (Réserves Naturelles Intégrales)
- Gestion par l'ICCN (Institut Congolais pour la Conservation de la Nature)
- Interdit des activités incompatibles avec la protection de la nature
- Interprétation large

iv. Principes de la loi sur la protection de l'environnement (19 Juillet 2011)

En juillet 2011, le gouvernement de la RDC a promulgué la loi-cadre sur l'environnement (Loi n ° 11/009 du 09 juillet 2011 portant principes fondamentaux relatifs à la protection de l'environnement) qui établit principes relatifs à la gestion et à la protection de l'environnement. La loi étend le cadre réglementaire environnemental au-delà du secteur minier et met également l'accent sur une composante sociale dans le processus d'évaluation, obligeant les promoteurs de projets industriels à réaliser une EIES et une consultation publique.

- Interdit ainsi les activités qui «nuisent» à l'environnement.
- Couvre les zones protégées
- Aucun droit à être donné dans ces limites qui nuisent à l'environnement
- Principe du pollueur payeur (art.12)
- EIES requis (art. 21 et 22)
- Audits environnementaux requis (art. 23)
- Participation du public (art. 24)
- Fonds pour les interventions environnementales (art. 25)
- Restauration obligatoire (art. 44)

v. **Décret n ° 14/019 du 02 août 2014 fixant les règles de fonctionnement des mécanismes de protection de l'environnement (décret n ° 14/019 du 02 août 2014 portant réglementation des fonctions, mécanismes et procédures liés à la protection de l'environnement.** Ce décret prévoit des procédures et des exigences pour entreprendre des études environnementales (Evaluation Environnementale Stratégique EES, études EIES), la participation du public, la divulgation publique, etc. Dans son annexe, le décret fournit également des listes catégoriques de projets à soumettre aux études d'évaluation. **Plus particulièrement, les projets d'énergie solaire ont été classés parmi les projets dans la catégorie Développement des infrastructures, agriculture et développement de l'élevage.**

vi. **Loi n ° 14/003 du 11 Février, 2014 Conservation de la nature.** Cette loi complète la Constitution de la RD Congo qui reconnaît la nécessité de conserver la diversité biologique (article 202, lettre f) et établit donc un cadre pour la gestion des ressources naturelles. RDC La loi a été promulguée pour soutenir les stratégies du gouvernement national concernant la conservation de la nature. Cette loi abroge la loi n ° 69-041 du 22 août 1969 relative à la conservation de la nature et introduit des innovations importantes dans la protection de l'environnement. Les innovations comprennent la participation du public au processus de prise de décision, la participation des communautés locales aux étapes stratégiques d'établissement et de gestion des aires protégées, des études d'impact social et environnemental pour tous les projets liés à la création d'aires protégées, l'accès aux ressources biologiques et génétiques, des avantages justes et équitables dérivés des ressources. Des mesures fortes et des dispositions pénales sont définies à travers six chapitres: Dispositions générales; Mesures de conservation; Ressources biologiques et génétiques et savoirs traditionnels; Mécanismes financiers; Infractions et peines et clauses d'abrogation finale.

Les institutions chargées de la gestion de l'environnement en RDC

Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT)

Le ministère de l'Environnement est responsable de la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'environnement et de développement durable, et le ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et du Tourisme est responsable du dédouanement et la délivrance de certificats d'Etudes d'Impact Environnemental et Social en RDC.

Le ministère a connu plusieurs changements de nom et des responsabilités associées: directions de conservation de la nature, des affaires foncières, le tourisme, l'eau et les forêts ont tous été inclus et exclus à plusieurs reprises depuis le ministère a été créé en vertu de l'ordonnance n ° 75-231 du 22 Juillet de 1975. Cette loi a confié au ministère la responsabilité des études d'impact sur l'environnement (Etudes d'Impact Environnemental - EIE).

Cela a d'ailleurs été renforcé dans l'ordonnance n ° 07/018 du 16 mai 2007, qui précise les responsabilités des ministères, où le président de la RDC a donné autorité pour la gestion des EIE au Ministère nommé de l'Environnement, Conservation de la Nature, Eaux et Forêts (maintenant connu sous le nom du Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et Tourisme (MECNT)). Cependant, dans la même ordonnance, le président a donné la responsabilité de toutes les questions relatives aux mines, y compris les questions environnementales, au Ministère des Mines, en particulier au Directeur du Département de la Protection de l'Environnement Minier (DPEM). Cette situation a créé un conflit entre les deux ministères où l'ancien ministère a une compétence générale dans le secteur de l'environnement et le second a une compétence limitée en matière d'environnement dans le secteur minier.

Il y a beaucoup de directions au sein du MECNT, mais les principales directions chargées de l'EIE sont décrites ci-dessous:

Environnement - Groupe d'Etudes Environnementales du Congo (GEEC)

Dans l'arrêté ministériel n ° 044 / CAB / MIN / ECN-EF / 2006 du 8 décembre 2006, le MECNT a créé une agence chargée de l'administration et de l'approbation des EIE appelée Groupe d'études Environnementales du Congo (GEEC). Un nouvel arrêté ministériel n ° 008 / CAB / MIN-EF / 2007 du 3 avril 2007 a modifié et complété l'institution du GEEC. GEEC est une structure technique au sein du ministère chargé de l'administration de l'EIE dans le pays. Ses principaux objectifs sont les suivants:

- mener et coordonner les activités relatives aux études d'impact environnemental et social (ESIS);
- définir la procédure d'EIES en RDC;
- veiller à ce que l'exécution de tous les projets ou programmes de développement s'effectue selon des normes environnementales et sociales strictes;
- Promouvoir le renforcement des capacités au sein des structures administratives congolaises et auprès des investisseurs publics et privés en matière de SESI;
- promouvoir la consultation et le partage d'informations avec le public concernant la gestion de l'environnement; et

- Présenter un rapport annuel sur l'état de l'environnement pour le pays.

La création du GEEC démontre la volonté politique du gouvernement de la RDC de veiller à ce que tous les projets de développement préservent l'environnement biophysique et social. Le périmètre d'action du GEEC s'étend à tous les projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement, dans tous les secteurs, à l'exception de l'exploitation minière.

Le portefeuille d'infrastructures dans la catégorisation GEEC comprend des composants A projets relatifs aux routes, l'eau et l'assainissement, la production et la transmission de l'électricité, les travaux de lutte contre l'érosion et la réinstallation involontaire de personnes. Le portefeuille social-agriculture comprend des projets de la Composante B tels que la distribution et la production de semences génétiquement modifiées, la pêche artisanale, la réhabilitation des pistes et routes rurales, le développement communautaire tels que la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement et la protection sociale des personnes vulnérables, comme les personnes âgées, les femmes et les orphelins du SIDA.

Au besoin, le GEEC convoque un comité multisectoriel composé d'une vingtaine de personnes pour examiner les EIE, avec des représentants de la MENCT (par l'intermédiaire de la Direction des Établissements Humains et Protection de l'Environnement), l'ICCN, Agriculture, Santé, etc.

Le développement durable

La Direction du Développement Durable a été créée par arrêté ministériel n ° CAB / MIN / AFF-ET / 049/01 du 3 Décembre 2001 dans le but d'assurer la mise en œuvre des activités, des recommandations et des résolutions de la Commission Mondiale sur le Développement Durable et de la Conférence des Parties aux Conventions sur la Biodiversité, les Changements Climatiques et la Désertification.

Le Ministère des Mines

Étant donné que le secteur minier joue une part très importante et active dans l'économie de la RDC actives de l'économie et peut engendrer des impacts graves sur l'environnement, les principales activités telles que l'exploration, l'exploitation minière et des carrières, ont déjà une exigence formelle d'une EIE en RDC. Au sein de ce ministère, il existe deux sections traitant principalement de la gestion de l'environnement, notamment:

La Direction des Mines

La Direction des Mines est chargée d'inspecter et de superviser les activités minières et les travaux de carrières en ce qui concerne la sécurité, la santé, les procédures de travail, la production, le transport, la vente et les questions sociales.

Le Département chargé de la Protection de l'Environnement Minier

L'article 15 du Code minier prévoit la création et les attributions d'un département chargé de la protection de l'environnement minier (DPEM). En coordination avec les autres entités étatiques chargées de la protection de l'environnement, le DPEM du ministère des Mines exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par le présent code et par toutes les autres réglementations relatives à la protection de l'environnement, en particulier :

- a) La définition et la mise en œuvre de la réglementation minière en matière de protection de l'environnement en ce qui concerne:
 - Les règles régissant l'exploration;
 - Les règles régissant les mineurs artisanaux;
 - Les lignes directrices pour les activités d'exploration et d'exploitation des mines et carrières ;
 - Les conditions pour superviser les obligations en matière de protection de l'environnement.
- b) L'évaluation technique du Plan d'atténuation et de réhabilitation par rapport aux opérations de prospection pour les substances minérales classées en mines et carrières; et,
- c) L'évaluation technique de l'Etude d'Impact Environnemental (EIE) et le Plan de Gestion Environnementale du Projet (PGEP) présentée par les requérants qui demandent des droits d'exploitation minière ou de carrière.

Comparaison entre la législation environnementale de la RDC et les sûretés/garanties opérationnelles de la BAD

Une comparaison entre les législations environnementales de la RDC et les mesures de protection opérationnelles de la BAD révèle de légères différences ou des lacunes importantes. Les deux ensembles de politiques et de législations reconnaissent l'importance des critères environnementaux et sociaux pour intégrer les questions environnementales et sociales dans un projet de développement et joueront un rôle complémentaire dans le projet.

De manière générale, les législations environnementales de la RDC sur les évaluations environnementales et sociales complètent les garanties opérationnelles de la BAD (en particulier OS 1) tant sur le plan social que sur l'environnement. La RDC a des législations fortes (présentées dans les sections précédentes) qui tiennent compte des risques environnementaux et sociaux sur les projets. La différence existe principalement dans la sélection des niveaux d'évaluation requis lorsque la RDC dirige la réalisation des Etudes d'Impact Social et Environnemental pour ses projets de développement. Cela peut cependant être surmonté par des consultations avant d'entreprendre des études d'EIE entre l'Unité de gestion de projet (UCG) du Ministère de l'Energie, l'équipe de la Banque et le GEEC relevant du Ministère de l'environnement pour convenir des instruments et exigences de toutes les parties prenantes. Le PGES n'est toutefois pas une exigence nationale en RDC mais peut être partagé avec le ministère de l'Environnement / GEEC pour leur planification et leurs enregistrements. Dans les situations où un sous-projet ou une activité n'exige pas d'instrument de garanties, comme dans la catégorisation de l'évaluation environnementale du projet conformément aux exigences du Code environnemental de la RDC, un PGES sera préparé au minimum pour s'assurer que toute question relative aux garanties soit traitée. De plus, l'approche plus stricte sera appliquée dans une situation où des écarts significatifs sont constatés.

Vue d'ensemble du secteur de l'énergie

La RDC a l'un des taux d'électrification les plus bas au monde. Seulement 10% environ de la population a accès à l'électricité, 35% dans les zones urbaines (44% à Kinshasa) et moins de 1% dans les zones

rurales. Le nombre de personnes sans accès à l'électricité a atteint 68 millions en 2016, tandis que la RDC vise l'accès universel à l'électricité d'ici 2050. Près de 95% de l'électricité du pays (2.677 MW) est actuellement produite par des centrales hydroélectriques. La puissance installée totale de l'énergie hydroélectrique est de 2.542 MW, ce qui a peu changé au cours des 30 dernières années en raison du manque de nouveaux investissements. De ce nombre, seule la moitié de ce potentiel est effectivement produite (environ 8.349 GWh / an) en raison de pannes, de problèmes d'entretien et du faible niveau d'eau. La plupart des centrales hydroélectriques de la RDC ne sont pas opérationnelles à pleine capacité car elles souffrent du manque de pièces de rechange et de maintenance des équipements. De plus, la RDC n'a pas de réseau de transmission couvrant tout le territoire national. Il n'y a que trois réseaux interprovinciaux à l'Ouest (centre du Congo et à Kinshasa), à l'Est (nord et sud Kivu) et au Sud (Haut-Katanga, Lualaba) du pays. Certaines sociétés minières ont mis au point leur propre centrale de production d'électricité, y compris de petites centrales hydroélectriques, mais elles ne fournissent pas d'électricité à la population environnante dans la plupart des cas. Dans plusieurs villes, l'électricité est fournie par quelques sociétés indépendantes telles qu'EDC à Tshikapa, Virunga SARL à Mutwanga et Matebe, ENERKA à Mbuji-Mayi, mais aussi par des sociétés minières telles que SOKIMO (desservant quelques communautés locales dans le cadre d'initiatives d'engagement communautaire) et les organisations religieuses et non gouvernementales (ONG).

Une qualité médiocre des services d'électricité est prédominante, les coupures de courant et la fiabilité généralement faible de l'alimentation en électricité étant monnaie courante en RDC. Des retards accumulés dans les investissements dans les infrastructures énergétiques, la dégradation des centrales hydroélectriques, une dépendance excessive de la production d'énergie thermique coûteuse pour les consommateurs dans les villes provinciales et une augmentation rapide de la demande d'électricité (qui a triplé au cours de la dernière décennie) ont entraîné de graves pénuries d'électricité. Celles-ci ont atteint un taux qui a culminé à environ 30% de la demande d'électricité en 2012-2013. Ce faible niveau d'accès à une énergie fiable constitue un obstacle important à la croissance économique.

Ressources énergétiques de la République Démocratique du Congo

La biomasse

La RDC dispose d'environ 125 millions d'hectares de forêt, ce qui représente 67,7 % de la base des terres du pays (Banque mondiale, 2015d). La plupart de la consommation d'énergie primaire est fournie par le bois de ces forêts. Il existe également un potentiel de biogaz à partir de déchets végétaux et animaux. Cependant, des obstacles au développement sont à relever, notamment le coût élevé des digesteurs par rapport aux revenus moyens et le manque de formation des utilisateurs et le personnel d'entretien.

L'Energie hydraulique

La RDC dispose d'énormes ressources hydroélectriques, estimées à 774 GWh, le plus élevé en Afrique. On estime que si cette ressource est développée, elle a le potentiel de générer des revenus pour le pays de plus de 6 % du PIB.

Le niveau d'exploitation actuel est d'environ 3% de la capacité économique exploitable du pays et les centrales hydrauliques fournissent presque toute l'électricité du pays. L'Organisation Nationale d'Electricité a 17 centrales hydroélectriques d'une capacité nominale totale de 2.410 MW. Les deux plus grandes centrales sont Inga 1 (351 MW) et Inga 2 (1424 MW) avec de nouvelles centrales Inga 3 (4320 MW) et Inga 4 en phase de planification.

Le massif du Grand Inga (40.000 MW) est également prévu et par des interconnexions entre les pools énergétiques, il devrait favoriser l'accroissement des échanges d'énergie. Ce massif devrait fournir l'électricité aux pools énergétiques suivants: le Pool Sud-Africain (SAPP), West African Power (WAPP), East African Power Piscine (EAPP), Afrique Centrale Power Pool (CAPP) et le Comité Maghrébin de l'Electricité.

Pétrole et gaz naturel

À la fin de 2011, les réserves de pétrole récupérables avérées de la RDC étaient estimées à 1.600 millions de barils et les chiffres de production à la fin de la même année étaient de 8,06 millions de barils.

Bien que la RDC dispose d'énormes réserves de pétrole, il n'y a pas de raffinerie de pétrole et tous les produits pétroliers raffinés doivent être importés. L'Est du pays souffre d'un approvisionnement intempestif, ce qui entraîne une forte augmentation des coûts. Les données de 2008 ont montré que la RDC avait des réserves de gaz naturel de 991,1 millions de m³. Les réserves récupérables prouvées de gaz naturel à la fin de 2011 étaient de 0,1 milliard de mètres cubes (WEC, 2013). Il n'y avait pas de production, de consommation, d'importation ou d'exportation de gaz naturel.

Charbon

Les réserves de charbon récupérables ont été estimées à 88 millions de tonnes d'ici la fin de 2011. Ces réserves sont de type bitumineux, y compris l'anthracite (WEC 2013).

Vent

La vitesse du vent à l'échelle nationale a tendance à être faible, en moyenne de 1,4 m / s. Cependant, à Ugoma, des vents atteignant 6,6 m / s ont été mesurés. On estime que le potentiel de l'énergie éolienne est d'environ 77.380 MW, mais il n'est pas certain qu'il soit commercialement viable.

Géothermique

La partie orientale de la RDC où les volcans et les sites géothermiques actifs existent présente un énorme potentiel pour l'exploitation de l'énergie géothermique. Les températures dans les sources chaudes vont de 35 à 90 °C, avec des moyennes de débit allant de 11 à 162 litres/sec. Mais, ce secteur reste sous-développé.

Solaire

Des valeurs élevées d'ensoleillement allant de 3,25 et 6,0 kWh/m²/jour placent la RDC dans une position idéale pour exploiter cette ressource. Actuellement, il existe plus de 800 systèmes solaires, d'une puissance totale de 83 kW.

Ceux-ci sont situés dans les régions suivantes: Équateur (167), Katanga (159), Nord-Kivu (170), les deux provinces du Kasai (170) et le Bas-Congo (170). Le réseau de Caritas dispose de 148 installations d'une capacité totale de 6,31 kW.

Mini-Réseaux Verts

Avec un réseau national très limité couvrant seulement une fraction du pays et les différents problèmes logistiques liés à l'approvisionnement en carburant, le développement de «mini-réseaux verts», notamment solaires, représente un moyen efficace d'améliorer l'accès à l'électricité dans le pays à court et moyen terme. Grâce à l'utilisation des ressources énergétiques renouvelables disponibles, les mini-réseaux verts correspondent très bien aux besoins spécifiques en RDC pour améliorer l'accès à l'énergie à un grand nombre de ses habitants indépendamment du réseau national. À la suite de la libéralisation du secteur de l'électricité, quelques initiatives, principalement menées par le secteur privé local, ont déjà été entreprises et ont permis de mettre en œuvre avec succès deux mini-réseaux verts, mais de manière non coordonnée. Quelques opérateurs privés ont commencé à développer des mini-réseaux à travers le pays, en utilisant principalement des technologies hybrides combinant des centrales hydroélectriques ou solaires et des générateurs diesel (voir tableau 1).

Tableau 1: Exemples de Projets Mini-Réseaux Verts en RDC

| Régions | Technologies | Capacité | Opérateur du Projet | Sources de financement |
|---------------------|------------------------|----------|---------------------|--|
| Tchikapa | Hydro | 1,5 MW | STS | |
| Kananga | Hybride solaire-diesel | 2,5 MW | PPP consortium | - Fonds propres - USD 2,4 millions - Prêt du gouvernement provincial - USD 3,4 millions |
| Matebe | Hydro | 13,8 MW | Sarl Virunga | - The Howard Graham Buffett Foundation - USD 20 millions - Prêt de 9 millions de dollars de CDC Group |
| Beni Butembo | Hydro | 12 MW | STS | - Prêts d'Institutions Financières de Développement (proposé) |
| Manono | Solaire | 1 MW | Enerdeal | |
| Kakobola | Hydro | 9,3 MW | Gouvernement | - Prêt de USD 76,5 millions de EXIM Bank de l'Inde |

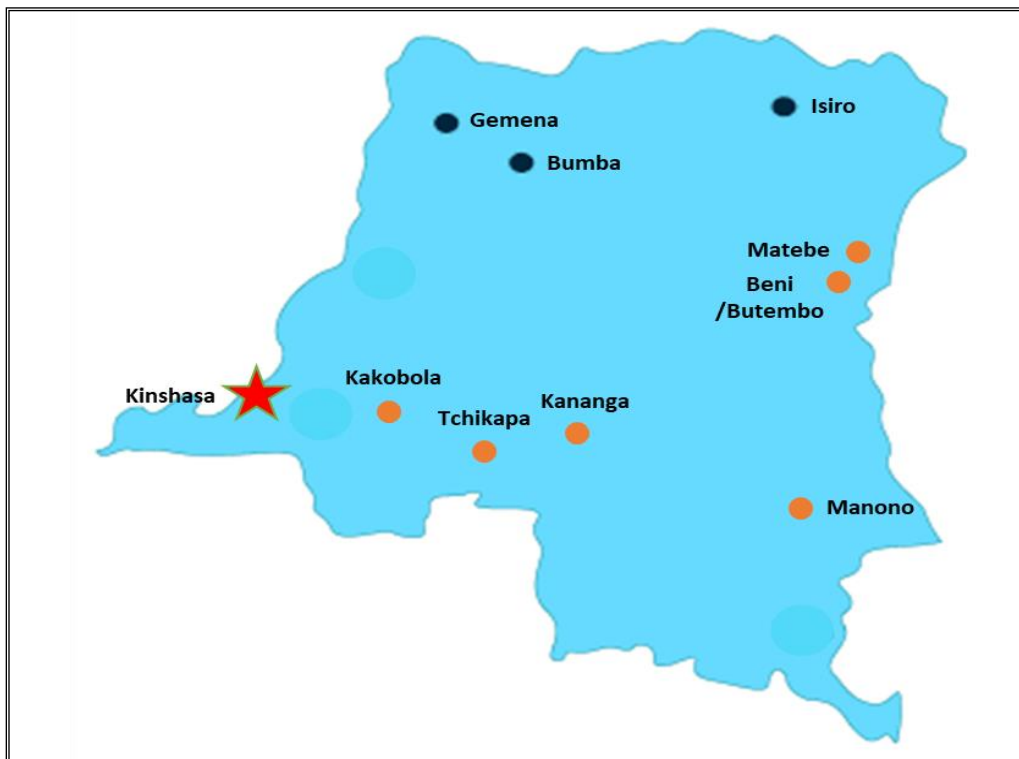


Figure 2: Emplacement de quelques-uns des mini-réseaux en RDC (cercles en couleur orange)

Le Contexte du Changement Climatique

Le changement climatique en RDC est en cours si l'on se réfère aux différentes évolutions. La température a augmenté de 0.25°C chaque décennie dans son jour le plus chaud et devrait augmenter de 2,7 à 3,2 ° C d'ici à 2100 par rapport à 1990. Les précipitations en RDC ont considérablement diminué alors que la fréquence des pluies intenses a augmenté. Pendant la saison sèche en 2017, les niveaux d'eau dans le fleuve Congo étaient à leur plus bas niveau depuis plus d'un siècle.

La RDC est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique dans le monde. Le pays est classé 170^{ème} sur 181 pays selon l'indice ND-GAIN 2016 pour la vulnérabilité au changement climatique. Bien que la vulnérabilité climatique de la RDC soit multiforme, l'impact sur le secteur de l'électricité devrait être grave. La production d'électricité de la RDC étant largement tributaire de l'énergie hydroélectrique (plus de 95% de la production totale), le pays pourra être confronté à une pénurie d'énergie due aux sécheresses causées par la réduction des précipitations. Une alimentation électrique non fiable nuira aux activités industrielles et aux moyens de subsistance des populations. De plus, l'impact du climat sur la forêt, l'écosystème et les ressources naturelles devrait être important, la RDC étant l'hôte des deuxièmes plus grandes forêts tropicales humides du monde, avec des zones forestières couvrant environ 67,3% du pays. Le pays est situé sur des plaines centrales basses à travers lesquelles coule le fleuve Congo, entouré de terrasses montagneuses à l'ouest, de savanes au sud-ouest et de prairies denses au nord. En outre, les changements de pluviométrie et de température sont susceptibles

de créer des voies de propagation des maladies, ce qui rend le pays plus vulnérable aux maladies transmises par des vecteurs et par l'eau.

Les contributions déterminées au niveau national (NDC) indiquent que le changement climatique est l'une des principales menaces au développement durable dans le pays. Le GoRDC s'est engagé à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 17% d'ici 2030 par rapport à un scénario de statu quo (qui est estimé à 430 Mt de CO₂eq), en évitant plus de 70 Mt de CO₂eq par an d'émissions. Bien que les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) en tonnes métriques de CO₂eq par habitant de la RDC soient passées de 0,98 en 1990 à 0,55 en 2013 en raison du manque d'infrastructure alors que la population a doublé, le GoRDC vise à contribuer à réduire de 17% d'ici 2030 son scénario de base (Business as Usual – BAU scenario). En raison du faible taux d'électrification, le potentiel de réduction des émissions de GES de la RDC est relativement faible. Le développement des énergies renouvelables, y compris l'hydroélectricité, est considéré comme un secteur clé pour l'atténuation avec une réduction potentielle des émissions de 9,65 Mt CO₂eq d'ici 2030. Le coût total requis pour atteindre un objectif d'atténuation est estimé à USD 12,54 milliards.

Le programme de mini-réseaux en RDC est conforme aux objectifs des contributions déterminées au niveau national (NDC) et aux plans de développement de la RDC. La RDC s'engage à éviter d'environ 10 Mt CO₂eq par an d'émissions de GES d'ici à 2030 grâce au développement de projets d'énergies renouvelables. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement Central et le Gouvernement Provincial de la RDC soutiennent des réformes stratégiques dans le secteur de l'électricité, notamment la libéralisation, une plus grande transparence et l'attrait d'un plus grand nombre de partenaires privés et publics nationaux et internationaux.

Le programme proposé financera trois centrales hybrides de mini-réseaux solaires photovoltaïques d'environ 5 à 10 MW chacune avec une batterie de stockage de 15 MWh et la génération de diesel de secours. Le projet permettra d'éviter environ 560.000 t CO₂eq sur une durée de vie opérationnelle de 20 ans. La réduction des émissions du projet contribuera directement à atteindre l'engagement de la RDC défini dans son projet de Contribution déterminées au niveau national (NDC) pour réduire les émissions de 70 Mt CO₂eq/ an d'ici 2030 par rapport au scénario de base (430 Mt CO₂eq) avec une assistance internationale appropriée. La duplication d'un tel projet dans d'autres villes de la RDC contribuera davantage aux objectifs de réduction des émissions de NDC du pays.

Caractéristiques environnementales de base des zones de projet proposées

Sites Sélection

Les sites ont été sélectionnés à la suite d'un examen de bureau initial de sites pilotes potentiels réalisés au cours de la phase préliminaire de l'initiative Essor A2E. Au départ, il y avait 27 villes à travers la RDC qui auraient pu servir de sites potentiels pour les projets pilotes. Cette liste a été encore réduite à 6, en fonction des facteurs distinctifs suivants: la situation sécuritaire de la région; si la SNEL était connu pour être déjà actif; le niveau d'irradiation ou d'ensoleillement; l'activité économique, et; les problèmes logistiques affectant l'accès au site.

Des visites de sites préliminaires ont été organisées dans 6 villes présélectionnées pour évaluer chaque site suivant les critères suivants:

Tableau 2: Les critères de sélection des villes potentielles pour le projet

| | |
|--|--|
| Population | Une population d'au moins 80.000 habitants, de manière à atteindre une masse critique. Plus grande est la population, bien au-delà d'environ 300.000 habitants, on a pensé que le projet peut devenir trop compliqué à gérer pour un projet pilote et devrait donc être évité ; |
| Potentiel Economique | La présence de plusieurs PME et le potentiel que l'électrification de la ville stimulerait l'économie et la relance des activités économiques en sommeil est un critère fondamental ; |
| Sécurité | Une situation de sécurité qui permettrait la réalisation des études de préfaisabilité, et finalement ne pas dissuader les investisseurs privés qui souhaiteraient développer et exploiter des projets d'infrastructure ; |
| Logistique et Connectivité | La facilité avec laquelle un développeur pourrait faire venir du personnel et des matériaux pour la construction et l'exploitation du site a été prise en considération ; |
| Présence d'une activité industrielle | Dans presque tous les cas, le plus gros consommateur d'électricité serait d'abord la société d'état en charge de la distribution de l'eau REGIDESO (bien que les attentes sont que l'activité industrielle pourrait relancer une fois une source fiable et abordable de l'électricité est disponible ; |
| Les forts niveaux d'irradiation | Les résultats d'une étude sur l'irradiation solaire pour chaque site suggèrent que, tous les sites bénéficient de bons niveaux de rayonnement solaire qui rendent faisables des projets de mini-réseaux solaires ; |
| Présence du secteur financier | La présence d'une ou plusieurs banques privées ou des institutions de microfinance, ainsi que l'accès des consommateurs aux produits financiers à des taux qui les rendent capables de financer l'accès aux services d'électricité ou de développer leurs entreprises avec des appareils électriques en cas d'électrification serait un aspect bénéfique ; |
| Activité existante de la SNEL | La réalité du terrain est que la SNEL est présent dans presque toutes les villes du pays, même si leur capacité de production est en fait non-existante. Étant donné que le projet ne cherchait pas à s'appuyer sur un réseau existant et qu'il s'agit d'un nouveau projet, la facilité avec laquelle la ville ne serait pas alimentée ou gérée par la SNEL a été envisagée. Cependant, la présence d'un autre projet similaire en cours de développement par un promoteur privé a été considérée comme un critère d'exclusion ; |
| Volonté des consommateurs de payer les services offerts | Bien qu'il n'ait pas été possible de déterminer la volonté de payer de manière quantitative lors des visites sur place, les discussions avec les fournisseurs d'électricité et d'eau ont mis en lumière la capacité des ménages, des entreprises et des instances publiques à payer leurs factures. |

A la suite des visites de sites présélectionnés, trois villes ont été retenues en fonction des critères mentionnés ci-dessus. Il s'agit de Bumba, Isiro et Gemena.

Base socio-économique des trois villes sélectionnées

La Ville de BUMBA

Bumba est la capitale du territoire du même nom, dans la province de Mongala, dont Lisala est la capitale provinciale. Bien que n'étant pas la capitale provinciale, Bumba est le plus grand centre urbain de la province. La province est née lors de la mise en œuvre de la nouvelle constitution de 2006, où le district de Mongala de la province de l'Équateur était devenu sa propre province. La superficie du territoire de Bumba est de 15.598 km² et compte environ 140.000 habitants.

Bumba est un important centre commercial doté d'un port, d'un aéroport et le point de départ de l'ancienne ligne de chemin de fer vers Isiro, appelée chemin de fer Uélés. Située à environ dix jours de bateau de Kinshasa, Bumba était, avant la première guerre du Congo, l'une des sources les plus importantes de riz, de manioc et d'huile de palme pour Kinshasa.

Malgré l'absence tout réseau électrique, la ville de Bumba montre le plus grand dynamisme des trois villes du projet pilote. Elle possède un important secteur de l'agro-industrie et a le seul fournisseur d'ancres industriels (le groupe SOCAM-NT) des trois villes du projet pilote. Avec le potentiel de catalyser son agro-industrie locale, et pour que d'autres industries puissent tirer le meilleur parti de sa position stratégique sur le fleuve, la ville bénéficiera énormément d'un projet d'électrification.

Climat

La quantité annuelle moyenne de rayonnement solaire est de 5,23 kWh/m²/jour. Il convient de noter que la quantité d'ensoleillement est plus faible en saison sèche en raison de la présence d'une couche plus épaisse de nuages (composée principalement de particules de poussière). Avec un climat tropical sur l'équateur, le climat de la région est caractérisé par:

- Une température annuelle moyenne supérieure à 18 ° C;
- Fortes précipitations;
- Pas de saison d'hiver.

Actuellement, la ville de Bumba possède une station météorologique à la paroisse Notre-Dame. Le climat de la région se caractérise par des précipitations généralement abondantes tout au long de l'année, entre 1.300 et 1.800 mm de précipitations par an.

La ville de Bumba connaît deux saisons sèches, qui montrent des baisses significatives des précipitations. La première période dure entre deux et trois mois, à partir du début du mois de décembre. La deuxième période est plus courte, dure environ un mois et commence vers le mois de juin.

La température moyenne annuelle est de 25 ° C, avec une faible variabilité des températures tout au long de l'année. Les saisons sèches sont relativement fraîches. Il y a cependant une augmentation marquée des températures pendant les mois de pluie où la température peut atteindre 35 ° C.

Économie

Le territoire de Bumba est essentiellement une zone agricole. En plus de l'agriculture, il y a une activité de pêche relativement importante dans la ville, étant donné sa position sur les rives du fleuve Congo. L'économie de Bumba a toujours été orientée vers l'agroalimentaire. Dans la mesure où cette ville était autrefois considérée comme l'une des principales régions pourvoyeuses de nourriture du pays, les brasseries de Kinshasa et de Kisangani se sont approvisionnées en riz auprès de la ville. La situation économique a fortement diminué après les troubles dans le pays dans les années 90, toutes les grandes plantations ayant souffert des ravages de la guerre et des pillages qui ont suivi. Aujourd'hui, la ville connaît actuellement une reprise économique. Bien qu'elle n'ait pas encore atteint les niveaux de productivité connus dans les années 80.

Aujourd'hui, l'activité agricole est dominée par la production de riz, suivi par le manioc, le maïs, les arachides, le café et le palmier. Dans ce secteur, les deux acteurs industriels les plus importants de la région sont la SOCAM-NT et le groupe PHC (de Ferronia). La SOCAM-NT (Commercial Agro-industrielle Société de Mongala - Nouvelle équipe) emploie quelques 250 personnes et est située en plein centre-ville, à proximité du port. Ses activités sont le traitement du riz et la production de savon avec sa propre usine. PHC (Plantations & Moulins à Huile du Congo) est une société du groupe Ferronia.

Outre ces activités industrielles dans la ville et ses environs, il existe: des magasins généraux; les pharmacies; ateliers de coupe et de couture; nettoyeurs à sec; hôtels, scieries, moulins à riz et à manioc. La ville a également un grand marché avec deux marchés secondaires plus petits, 69 écoles primaires et secondaires, un hôpital général et 16 centres de santé. Un grand nombre de métiers et d'artisans ne font partie d'aucune liste et participent à l'économie locale que ce soit dans le secteur agricole, la transformation, la restauration, l'artisanat, les services, l'informatique, la construction, les petites entreprises. Comme dans de nombreuses villes du pays, une partie importante de la population de Bumba vit de manière plus ou moins permanente dans le secteur informel. Il est toujours difficile de quantifier cette économie.

Infrastructure en énergie et Services Publics

La SNEL de Bumba disposait autrefois d'un générateur diesel et d'un réseau de distribution qui alimentait jadis une centaine d'abonnés, dont REGIDESO et certains bâtiments publics. Ces installations n'ont pas travaillé depuis plus de 10 ans, et aujourd'hui leurs équipements sont dans un état de délabrement avancé. Avec un tel scénario, la plus grande industrie de la ville SOCAM-NT fonctionne de manière autonome grâce à trois groupes diesel (600 KVA, 500 KVA, 400 KVA) pour répondre à ses propres besoins. Ces groupes ne fonctionnent jamais simultanément. En outre, il y a particuliers ou de petits commerçants qui, une fois qu'ils ont acquis un générateur pour leurs propres besoins, vendent leur électricité excédentaire dans leurs quartiers. Les autorités locales possèdent des informations détaillées sur 78 producteurs d'électricité indépendants documentés, bien qu'il soit probable que, compte tenu du dynamisme de la ville, il y en ait beaucoup plus.

Évaluation des risques de sécurité

L'évaluation de sécurité de Bumba a révélé que le niveau de risque d'investir et d'opérer dans la ville était acceptable. L'évaluation indique que les risques de criminalité prédominants à Bumba sont les petits vols, mais que des crimes violents tels que le détournement de voiture et le vol à main armée se produisent et visent le plus souvent des véhicules circulant sur des routes à la périphérie de la ville. La sécurité dans les quartiers défavorisés est faible et la présence de la police est limitée.

Considérations logistiques

Bumba est située sur la rive droite du fleuve Congo qui la relie à Lisala à l'ouest et à Basoko à l'est, et à 1100 km en avion de la capitale Kinshasa. Son altitude moyenne est de 360 m au-dessus du niveau de la mer.

La ville a un aéroport avec une piste en terre qui est maintenue en bon état. Cet aéroport relie la ville à Kinshasa via Lisala ou Kisangani. Sa piste est toutefois limitée à un tonnage maximal de 40 tonnes, ce qui signifie que seuls les avions à hélices de taille petite à moyenne peuvent atterrir. Aujourd'hui, les vols commerciaux sont assurés par Air Kasai, en plus des vols affrétés à destination.

La ville est accessible à partir de Kinshasa par le fleuve Congo via Mbandaka (province de l'Equateur). Le temps de trajet entre Kinshasa et Bumba (lorsque les niveaux d'eau sont plus élevés) dure environ deux semaines (avec deux autres jours pour atteindre Kisangani).

La Ville de GEMENA

Gemena est la capitale provinciale de la province du Sud-Ubangi qui, avec la province du Nord Ubangi, tire son nom de la rivière Ubangi qui traverse la frontière avec la République centrafricaine. La ville a une population estimée à environ 164 000 personnes. Sa position administrative date de 1906, date à laquelle le district de Bangala fut créé par décret du gouverneur colonial de l'époque. À l'époque, Lisala⁵ était la capitale du district et le district a incorporé les provinces actuelles de Mongala, Nord Ubangi et Sud Ubangi.

En 1972, le district d'Ubangi a été divisé en deux nouveaux districts distincts: Nord Ubangi, dont la capitale du district était Mobay-Mbongo et Sud Ubangi, dont la capitale provinciale était Gemena. Ces districts faisaient partie de la province de l'Équateur dont la capitale provinciale était Mbandaka. Aujourd'hui, suite à la nouvelle Constitution de février 2006 et à sa mise en œuvre ultérieure le 11 juillet 2015, la province de l'Équateur a été divisée en quatre provinces⁶. Gemena est revenue à sa position de capitale provinciale de la province du Sud-Ubangi. D'une superficie d'environ 51.896 km², la province du Sud Ubangi a une population d'environ 3,2 millions d'habitants avec une densité moyenne de 64 hab/km². C'est presque le double de la moyenne nationale.

La ville a une histoire de développement de plantations agricoles (plantations de café au début des années 1970), de coton (dans les années 1970 et 1980) et de transformation agro-alimentaire (production de savon à partir de palmeraies par le groupe COMINGEM. Depuis la dernière décennie, ceux-ci sont tombés dans l'abandon, dont l'usine de COMINGEM qui recherche aujourd'hui des financements pour revigorer son usine, les activités restantes étant pour la plupart artisanales avec plusieurs petites scieries et activités de transformation agricole dans la ville. Aujourd'hui, Gemena est principalement orientée vers le commerce, mais bénéficie de réseaux routiers récemment réhabilités dans son voisinage.

Comme c'est le cas dans de nombreuses villes de la RDC, un grand nombre de commerçants et d'artisans ne sont inscrits dans aucune documentation ou statistique officielle et opèrent donc dans l'économie informelle. Ces activités concernent principalement le secteur agricole, la transformation, la restauration, l'artisanat, les services, l'informatique, la construction, l'approvisionnement en énergie et d'autres services. On soupçonne que la grande majorité de l'activité économique dans la ville de Gemena se situe dans le secteur informel.

Un projet d'électrification servirait de catalyseur à l'économie locale pour tirer parti du commerce (par exemple, les réparations de véhicules). L'impact le plus important se ferait ressentir si les agro-industries capitalisent sur l'électricité abordable et la facilité relative de transport des produits hors de Gemena et relancent des productions similaires à celles de COMINGEM ou que le COMINGEM lui-même profite de cette opportunité pour obtenir du financement afin de relancer ses activités.

⁵ La capitale de la province aujourd'hui

⁶ Equateur, Mongala, Sud Ubangi, Nord Ubangi

Climat

La ville ne bénéficie pas d'une station météorologique et le développement d'un profil sur le climat de la ville a donc été réalisé à l'aide d'une recherche documentaire. Gemena bénéficie d'un ensoleillement annuel de 5,21 kWh / m² / an.⁷ En raison de son emplacement dans une zone où la saison sèche est courte, le potentiel solaire est bon pendant la majeure partie de l'année, car le niveau de poussière pendant la saison sèche réduit la quantité de lumière solaire qui frappe les panneaux solaires.

La température moyenne sur un an à Gemena est comprise entre 24 °C en Juillet à 26 °C en Février.⁸ La saison sèche dure de trois à quatre mois de Décembre à Mars, et la saison des pluies dure huit à neuf mois et voit quelque 100 à 250 mm de pluie par mois. Pendant la saison des pluies, les pluies tombent souvent lors de tempêtes ou de fortes pluies tous les deux ou trois jours. Sur une année, en moyenne 1.500 à 1.800 mm de pluie tombent sur 114 jours.

Infrastructures et services publics

L'approvisionnement public en électricité était autrefois assuré par la SNEL qui disposait d'une centrale thermique de 5 groupes électrogènes diesel, avec une capacité installée cumulée de 1 990 KW, mais seuls trois d'entre eux sont encore fonctionnels à ce jour (3 x 500 KVA). L'inventaire comprenait jadis un réseau de 6,6 KV à moyenne tension de 16 km, un réseau Basse Tension de 400 km de 35 km, 180 stands d'éclairage public et 2.242 abonnés. Lorsqu'elle a du carburant, la SNEL peut en théorie fonctionner quatre heures par jour, trois à quatre fois par semaine, mais ne couvre aujourd'hui plus que 5% de la ville de Gemena. Cela dit, depuis avril 2017, la SNEL est hors service. Compte tenu de son inaction, aucune entreprise n'est aujourd'hui connectée au réseau de la SNEL.

Comme sur les autres sites pilotes de l'étude, le manque d'activité de la SNEL est compensé par la présence de producteurs d'électricité indépendants et les distributeurs, qui utilisent de petits générateurs de 10 à 20 kVA. Chacun de ces auto-producteurs sert environ 20 clients privés et applique des taux forfaitaires en fonction de l'utilisation finale. On estime aujourd'hui qu'il y a une quinzaine de producteurs indépendants à Gemena, ce qui représente une capacité totale d'environ 290 kVA.

La population de Gemena tire son eau principalement de diverses fontaines à travers la ville, fournies par cinq réseaux d'eau différents. Quatre d'entre elles ont été créées par l'ONG World Vision et une par REGIDESO, qui fournit également des connexions directes aux foyers d'un petit nombre de consommateurs.

Le réseau REGIDESO couvre actuellement environ 50% de la ville. L'eau brute est pompée à travers un seul trou de forage qui fournit 40m³ / h. L'eau subit une chloration simple, avant le stockage et la distribution. Le réseau est actuellement équipé de 40 connexions privées et 32 bornes fontaines mais celles-ci ne sont pas toutes rentables en raison de leur proximité avec les fontaines d'un réseau de World

⁷Source: <http://globalsolaratlas.info/>.

⁸Source: <https://fr.climate-data.org/location/3124/>

Vision qui vend de l'eau moins chère. Des travaux sont en cours sur le réseau et financés par la Banque Publique d'Investissement Allemande « KfW », et ceux-ci ont pour objectif de permettre à la REGIDESO de couvrir toute la ville.

Cependant, il convient de noter que le système REGIDESO aura encore une faible capacité de stockage, même avec les développements en cours. Si la REGIDESO doit tirer parti de l'énergie solaire, le pompage pendant les heures d'ensoleillement ne suffira pas à compenser le manque de capacité de stockage et un château d'eau supplémentaire sera nécessaire pour répondre aux besoins de stockage du système.

Évaluation des risques de sécurité

Il n'y a eu aucun rapport concernant la présence de groupes armés ou de violences graves depuis le meurtre d'un policier en 2016 à la suite d'une arrestation. Bien que « proche » de la RCA (à 250 km de la frontière), la violence en provenance de la République centrafricaine n'a pas atteint la RDC et ne devrait constituer aucune menace.

Les taux de criminalité mineurs et violents sont élevés dans tout le pays. Le risque de criminalité prédominant à Gemena est le petit vol, mais des crimes violents tels que le détournement de voiture et le vol à main armée se produisent et visent le plus souvent des véhicules circulant sur des routes à la périphérie de la ville.

Considérations logistiques

La ville connaît de forts niveaux de commerce de biens, de personnes et de finances, ces transferts passant par la ville vers Zongo ou Mogalo. La ville est également relativement facile d'accès avec des vols (y compris le fret) couvrant 1 300 km de Kinshasa directement à Gemena ou via Mbandaka. La ville peut également être atteinte par bateau de Kinshasa à Akula et de là à Gemena par une route relativement bien entretenue (bien qu'une route non asphaltée) de 115 km, qui peut être parcourue en environ une heure et demie.

En plus de la route d'Akula, d'autres villes de Gemena accessibles par la route comprennent:

- Lisala (plus de 345 km de route) via le port d'Akula;
- Gbadolite (plus de 330 km) via Businga (160 km);
- Bangui (sur 160 km) via Zongo qui peut être atteint en quatre heures;
- Dongo, sur la rivière Ubangi (300km);
- Le port de Mogalo (sur 108 km) via Bwamanda et Mbari sur la rivière Lua.

Le réseau routier a récemment reçu un soutien financier de la Banque mondiale afin d'améliorer le niveau des infrastructures, même s'il s'agit de routes en terre battue. 93 km de route entre Boyabo et Zongo ont été réhabilités récemment, 224 km entre Dongo, Imese et Buburu; 144 km entre Gemena, Karawa et Mombanza. D'autres routes de la région ressemblent à de nombreuses routes de terre susceptibles d'être endommagées et nécessitent que des 4x4 ou des camions les utilisent.

La Ville d'ISIRO

Isiro était autrefois la capitale du territoire d'Isiro, un territoire constitutif de l'ancienne Province Orientale. À la suite de la restructuration des provinces en RDC, Isiro est le «chef-lieu» de la nouvelle province du Haut-Uele. Comme pour les autres nouveaux centres administratifs, il s'agit d'un site politiquement attractif pour un projet d'électrification car il existe une forte volonté politique d'électrifier ces nouvelles capitales provinciales.

La ville a été construite sur la ligne de chemin de fer du chemin de fer des Uele (CFU), qui reliait, à l'époque où les chemins de fer étaient opérationnels, Bumba à Mungbere sur une distance d'environ 1 100 km. Le chemin de fer est arrivé en 1932 et a aidé à exporter le café, le coton, l'huile de palme ou le caoutchouc produit dans la région.

Auparavant, la ville bénéficiait d'un climat propice à la production agricole, notamment du caoutchouc, du café Robusta, du cacao, de l'huile de palme et du coton. Outre ce fort potentiel pour l'agro-industrie, la région est riche en or, en diamants et en fer, dont les réserves demeurent à ce jour.

Les activités économiques ont diminué en raison de l'appropriation des entreprises détenues par des expatriés dans le cadre de la politique nommée « Zaïrénisation ». Cette récession économique a encore été aggravée suite à la fermeture de l'Union des Forces du Changement (UFC) et les différents conflits dans la région à travers les années 1990, qui a vu en conséquence les grandes entreprises à Isiro fermer leurs opérations.

Le secteur informel intègre la grande majorité de l'activité économique en RDC et n'est pas différent à Isiro, où les statistiques officielles sont peu nombreuses. Les travailleurs et les artisans du secteur informel travaillent principalement dans l'agriculture, la transformation, la restauration, en tant qu'artisans, dans le secteur des services, l'informatique, la construction, l'approvisionnement en énergie et dans d'autres petites entreprises.

Climat

La ville d'Isiro connaît une saison sèche qui dure de trois à quatre mois, de novembre à février. La saison des pluies dure environ huit mois, de mars à octobre. Durant cette saison, les précipitations se produisent tous les deux ou trois jours et tombent souvent dans de fortes précipitations lors des tempêtes. En moyenne, entre 1.800 et 2.000 mm de précipitations chaque année.

En moyenne, les températures à Isiro varient de 21 ° C à 31 ° C, la variance de température étant plus élevée pendant la saison sèche. La température maximale étant la plus élevée au début et à la fin de la saison des pluies.

La ville bénéficie d'un bon niveau d'irradiation solaire, avec une moyenne d'environ 5 kWh/m²/an (Figure 2), avec un écart de 2,4% par rapport à l'année précédente.

Infrastructures et Services publics

La SNEL opère dans la ville en utilisant un générateur diesel autonome (donné par la présidence) et, tout en produisant de l'électricité de 8h à midi, de 13h à 17h et de 18h à 22h, vend de l'électricité à un taux exorbitant (1,25 USD / kWh)). Malgré ce tarif excessif, compte tenu des coûts de carburant très élevés, la SNEL fonctionne toujours à perte. Selon leurs derniers comptes, la SNEL compte 460 clients

mais seuls 287 sont actifs, en ce sens qu'ils paient leur consommation d'électricité. La SNEL était inactive depuis longtemps, mais a repris ses activités en 2015.

Avant 2015, il y avait quatorze distributeurs d'électricité indépendants à Isiro, lorsque la SNEL a repris ses activités, fournissant de l'électricité à quelque 695 clients selon le CNE. Aujourd'hui, il y en a beaucoup moins, ce qui peut être attribué à la reprise des travaux de la SNEL, à la distribution de systèmes solaires domestiques et au faible ratio service/coût.

L'eau potable est fournie par la société de distribution d'eau publique-privée de la RDC, la REGIDESO. Celle-ci est présente à Isiro depuis 1954 et tire l'eau de la rivière Tely. Cette eau de mauvaise qualité est soumise à un processus de traitement complet, comprenant l'élimination du fer, la floculation et la décantation, un traitement du pH et la chloration de l'eau. Une fois traitée, cette eau est envoyée à un château d'eau de 250 m³. La REGIDESO compte environ 1.600 abonnés, dont 632 sont considérés comme actifs, et enfin la REGIDESO fournit également de l'eau par l'intermédiaire de deux fontaines.

Évaluation des risques de sécurité

La province du Haut-Uélé a souffert de plusieurs incidents au cours des dernières décennies, y compris « Zairinisation », les deux guerres du Congo et plus récemment les activités des groupes rebelles armés. À ce titre, une évaluation de la situation de la sécurité de la ville, ses environs, et la région ont été entrepris par les experts de la sécurité du programme. Ce qui suit est un résumé des résultats de l'évaluation de la sécurité.

Les taux de criminalité mineurs et violents sont élevés dans toute la RDC. À Isiro, les risques de criminalité prédominants sont les petits vols, mais des crimes violents tels que des détournements de voitures et des vols à main armée ont été commis et visent le plus souvent des véhicules circulant sur des routes à la périphérie de la ville.

En tant que tels, en dépit de la classification de la province comme présentant un risque extrême, ces poches de risques élevés pour la sécurité n'ont pas d'impact sur la ville d'Isiro où les experts du programme travaillent sans entrave.

Isiro est relativement isolée en raison du mauvais état des infrastructures de transport environnantes, l'ancienne voie ferrée étant tombée en désuétude depuis 20 ans. Les chemins de terre battue vers d'autres centres commerciaux, y compris Kinsangani, sont également dans un état médiocre, les déplacements routiers étant problématiques sur certains tronçons de la route pendant la saison des pluies. Le moyen de transport le plus fiable depuis et vers la ville est l'avion, mais le nombre de vols est limité à un seul vol hebdomadaire en provenance de Kinshasa via Kisangani et un vol hebdomadaire par petit transporteur à Bunia.

En résumé, les trois villes peuvent être décrites comme indiqué dans le tableau 3 ci-dessous:

Tableau 3: Principales caractéristiques des villes

| Aspect | Bumba | Gemena | Isiro |
|--|---------|----------|---------|
| Irradiation Solaire (Global horizontale Irradiance) (kWh/m²) en 2018 | 1.742 | 1.794 | 1.789 |
| Population | 180.000 | 170.000 | 137.500 |
| Nombre de commerces et services | 557 | 211 | 1.098 |
| Nombre d'institutions publiques | 292 | 152 | 170 |
| Situation sécuritaire | Bien | Très bon | Moyen |
| Logistique et connectivité | Faible | Bien | Moyen |

Source: IED, ESSOR

Sites de projets réels dans les trois villes

Des sites spécifiques dans les trois villes ont été identifiés plus avant. La première étape de ce processus consistait à s'assurer que les sites proposés par les autorités locales pour les parcs solaires étaient adaptés au parc solaire envisagé. Cela a été réalisé lors du travail sur le terrain où les sites proposés ont été visités afin de:

- Confirmer la propriété du terrain afin d'assurer qu'il appartenait aux pouvoirs publics;
- Evaluer de manière approximative la superficie de la parcelle de terrain;
- Evaluer la facilité d'accès au site et depuis celui-ci;
- Évaluer le niveau d'occupation pour assurer qu'il y aurait pas besoin de déplacer les habitants;
- Evaluation de la végétation du sol et local, ainsi que l'empoussièrement de la zone;
- Une cartographie topographique de la région;
- Identifier la source d'eau le plus proche qui servirait à aider à garder les panneaux et autres équipements propres; et,
- Identifier et enregistrer les coordonnées GPS des limites du terrain.

Les descriptions des sites spécifiques dans les trois villes sont présentées ci-dessous:

Projet site proposé à Bumba

Contrairement à Isiro et Gemena, les autorités locales ne disposaient pas d'un terrain mis de côté pour une installation photovoltaïque solaire avant la visite du programme ESSOR à l'été 2017. Dès le retour de l'équipe en Février 2018, une parcelle de terrain de quelque 20ha avait été identifiée 7 km au nord-est une de la ville. Celle-ci est juste à côté de la route nationale 6 (RN6) vers la ville d'Aketi.

Le principal moyen d'accès à Bumba de Kinshasa est par la rivière où les conteneurs peuvent être déchargés directement sur la rive de la rivière (comme le projet REGIDESO), ou en avion. Un autre moyen d'accès pourrait être le transport de l'équipement via Kisangani à travers la rivière si les conteneurs sont déchargés au terminal portuaire en Tanzanie et transitent par la frontière orientale. Le déchargement des conteneurs d'un chaland fluvial et le transport vers le site ne doivent pas poser de problèmes importants. En effet, l'infrastructure portuaire reste (bien qu'inactive) et BUMBA dispose de plusieurs entreprises de transport capables de transporter les conteneurs sur le site.

L'accès au site lui-même se fait par un sentier de 800 mètres au large de la route N6 qui, pour le moment, ne peut être parcouru qu'à pied. Cette section de voie devra être adaptée aux véhicules et probablement élargie afin de permettre la circulation de plus gros véhicules.

L'administration territoriale a précisé que la parcelle de terrain appartient à l'Etat, et est également disponible pour le projet. Cela a été confirmé lors de la visite du site où aucune maison n'a été vue sur le terrain. Un document a été produit par l'administration territoriale qui confirme l'attribution des terres pour un projet photovoltaïque solaire et l'accord des chefs des chefs tribaux locaux.

Le site est une savane boisée dans laquelle on trouve entre autres des palmiers sauvages récoltés par les populations et quelques rares plantations de manioc.

La planéité du site n'a pas été observée en détail, mais le terrain choisi dépend des autorités territoriales situées dans une zone relativement plate et non inondable. Le sol est constitué d'un sol rouge partiellement argileux. Quelques pierres et petits rochers sont présents.

Aucune source de poussière n'a été identifiée jusqu'à présent; il faut cependant noter la présence de termites sur le terrain visité.

Aucun point d'eau de surface n'est connu, mais il y a un ruisseau qui coule à quelques centaines de mètres de la piste utilisée pour accéder au site.

Le site n'est pas physiquement démarqué, sauf par le chemin d'accès à cette zone. Si le projet est réalisé sur ce site, il faudra réaliser dans la phase d'étude une étude des points topographiques.

Notez que la zone marquée sur la carte est indicative pour matérialiser une emprise de 20 ha de la route d'accès. Cela ne correspond qu'à une convention sur la position de la future parcelle par rapport à la trajectoire mais en aucun cas à un accord de délimitation.

Le projet de site proposé dans la ville de Gemena

En raison de l'intérêt manifesté par le passé pour un promoteur d'énergie de créer un champ solaire, le gouvernement provincial a déjà identifié un site de quelque 30,2 ha et 4,5 km du centre-ville, qu'il pourrait fournir dans le cadre d'un accord de concession.

Le site est situé au sud de la ville de Gemena et est accessible par la route nationale 6 (N6). Cette route mène directement au port d'Akula qui relie la région à Kinshasa. Cet accès direct est fortuit car cela signifie que le développeur du projet n'aura pas besoin de traverser Gemena pendant la phase de construction, avec seulement environ 500 m de voies à construire pour relier la route au site.

Pendant la visite, les services du cadastre ont effectué une démarcation provisoire en présence du chef coutumier local. Cette démarcation visait à délimiter un site de 30 hectares réservé au ministère de l'Énergie afin d'établir l'usine de production hybride. Un rapport de mesure et de délimitation et un rapport d'inventaire des installations ont également été établis.

Actuellement, le site est partiellement dégagé en brûlant les zones occupées avec certains espaces actuellement utilisés par les habitants locaux pour cultiver des cultures comme le manioc, l'ananas, la banane et le maïs. Certains agriculteurs ont construit des logements temporaires sur les limites du site, sans domicile sur le site même. Outre les quelques zones de culture, le site est principalement occupé par des broussailles et des arbustes, avec des arbres occasionnels.

Le site est dans une région avec une pente douce qui mène vers la rivière voisine et n'est pas considéré comme sensible aux inondations. Il y avait des monticules de terre d'environ 5 m de haut dont l'origine était inconnue (c'est-à-dire si elles étaient formées naturellement par des termites, etc.).

Le sol est un sol rouge sablonneux qui semble bien adapté aux fondations métalliques des panneaux solaires. Aucune pierre ou aucun rocher n'a été observé lors de la visite du site. Enfin, alors que le sol entraînera sans aucun doute des particules de poussière masquant les cellules photovoltaïques qui auront donc besoin d'être nettoyées, la poussière de la route nationale, comme la N6, ne posera probablement pas de problème compte tenu des 350 mètres séparant celle-ci du site.

Les autorités locales ont confirmé que le terrain appartient à l'État et qu'il n'est actuellement pas loué. La documentation de planification a été formellement produite (voir la figure 3) ci-dessous, qui indique les dimensions du champ et la met de côté pour le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques afin de développer un projet photovoltaïque. Ce document est signé par la signature du gouverneur de la province du Sud-Ubangi. é pour le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques afin de développer un projet solaire photovoltaïque. Ce document est appliqué par la signature du gouverneur de la province du Sud-Ubangi.

Ministère des Affaires Foncières

N° 134565

PROCÈS-VERBAL DE MESURAGE ET DE BORNAGE
OFFICIEL N°

Nous André YAMENKA NGANSE SEZE Géomètre du Cadastre (1)
généraliste agréé, assermenté en cette qualité, le
par le tribunal de première instance sis à
certificat avoir procédé l'an deux mille 2018 le 13 jour du mois de Fevrier
au X FEVRIER de 2018 mesurage et au bornage de la parcelle décrite ci-après à la demande de
Monsieur le Chef de Division du Cadastre du Sud Ubangi/Gemena

| | |
|---------------------------------|---|
| Province : <u>Au Sud Ubangi</u> | Parcelle cadastrée sous le numéro : <u>4686</u> |
| District : <u>Gemena</u> | Superficie (2) : <u>30 Ha 45 a 22 Ca 00</u> |
| Ville : <u>BOKUDA</u> | <u>Trente Rectares Quinze Aren</u> |
| Localité : <u>BOKUDA</u> | <u>Vingt-deux Centiares</u> |
| Commune : <u>BOKUDA</u> | |
| Lieu dit : <u>BOKUDA</u> | |

Croquis Orienté de la parcelle, des constructions et des servitudes éventuelles.
Indications de tenants et aboutissants.

Echelle : 1/120.000

| Bornage : | Sommets | Longueur | Angles |
|--|---------|-----------|--------|
| Nous avons placé des bornes réglementaires | A | 105,77m | 104°55 |
| moyennes de dimensions | B | 1054,09m | 95°23 |
| aux sommets marqués | C | 303,85m | 95°15 |
| des bornes réglementaires moyennes de dimensions | D | 1009,03m | 104°77 |
| existants aux sommets marqués | A | 2-672-74m | 100°00 |

Enregistrement des constructions avec référence croquis : 1 1 1
Instruments employés pour le mesurage : G.P.S MAP GARD N 78

Dressé en triple à GEMENA, le 13 / 02 / 2018
le géomètre du Cadastre (1), le géomètre agréé

Accord du propriétaire : [Signature]
N.B. Aucun gratage ni surcharge ne peut être fait sur le procès-verbal.
Les erreurs doivent être rectifiées par des annotations datées et signées par le géomètre.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DES AFFAIRES FONCIERES
PROVINCE DE L'EQUATEUR
DISTRICT DU SUD UBANGI
GEMENA

DIVISION DU CADASTRE

PROCES-VERBAL DE CONSTAT DES LIEUX N° 610 2018

L'an deux mille 2018 le 13 jour du mois de Fevrier
Je soussigné Pablo YAMENKA Géomètre ou Arpenteur du Cadastre/Sud Ubangi
détenteur m'été rendu sur la parcelle n° 4686 du plan cadastral dans la
Commune de Gemena Quarter BOKUDA sollicitée par
Monsieur le Chef de Division du Cadastre du Sud Ubangi/Gemena
le 13 / 02 / 2018 suivant 134565 Demande de Terre

J'ai constaté sur l'honneur y avoir constaté ce qui suit :

- 1 1 et l'ancien 1 1 1
- 1 1 et l'ancien 1 1 1
- Traces de travaux préparatoires effectués et leur importance :
 - « fouilles ou branches » 1 1 1
 - « déblais ou remblais » 1 1 1
 - « drainage égo » 1 1 1
 - « terrassements » 1 1 1
 - « empiétement » 1 1 1
 - « chemin d'accès » 1 1 1

Raccordement d'eau et électricité 1 1 1

- Clôture 1 1 1
- Dépôt de matériaux 1 1 1
- Cabane de chantier 1 1 1
- Construction nature 1 1 1

Emplacement 1 1 1

Dimension 1 1 1

Niveau 1 1 1

Degré d'achèvement 1 1 1

Matériaux utilisés 1 1 1

8. Plantation : gazon à Arbustes et arbres : 1 1 1

9. Autres observations : La Parcelle est sollicitée par le Ministère
d'Agric. suivant leur demande adressé nt à la Hierarchie pour
Le Drot des Documents et Affertats

En date de ce jour, le procès-verbal des lieux a été établi au jour, mois et an que
ci-dessus.

Enregistré en 2 exemplaires à M. le C.T. Gemena, le 13 / 02 / 2018

CHIEF DE DIVISION URBAINE
DU CADASTRE
André YAMENKA NGANSE SEZE

GEOMETRE OU ARPENTEUR
DU CADASTRE
Pablo YAMENKA NGANSE

Figure 3: Documentation de planification pour le site Gemena

Le projet de site proposé dans la ville de Isiro

Trois sites ont été proposés par le gouvernement provincial et visité par les experts Essor. Les trois sites sont appropriés pour un projet, mais chacun a ses avantages et ses inconvénients (tableau 4). Basé sur les avantages et les inconvénients, le site 3 est recommandé comme le meilleur site sur lequel construire un parc solaire.

Le site 3, qui appartient à l'Etat, est estimé à environ 41 hectares, à l'ouest de la ville d'Isiro, du côté nord de la route N25, à 1 km des limites de la ville et à 3,5 km du centre-ville (le bureau du gouverneur provincial). De Kinshasa, les moyens d'accès seraient par voie fluviale jusqu'à Kisangani, puis une journée de route sur 570 km de route jusqu'à Isiro, à travers la ville puis sur le site à l'ouest.

La région s'incline très doucement vers le nord vers le lac voisin et, en raison de sa position, elle n'est pas considérée comme susceptible d'être inondée. Autrefois le site d'une plantation, la zone a été rasée aujourd'hui avec quelques petites sections servant à la culture de manioc. En dehors de ces petites sections, le site est dominé par des prairies, des buissons et quelques arbres dispersés. Quelques personnes ont construit des huttes de boue au bord de la route près du site.

Le sol est principalement constitué d'une terre d'argile rouge, il y a quelques pierres et des blocs qui pourraient être facilement enlevés. Dans l'ensemble, le sol est approprié pour creuser et installer des poteaux métalliques de support pour l'installation. La zone est cependant relativement poussiéreuse en raison de la proximité de la route. Cela pourrait salir les panneaux solaires, ce qui signifie qu'ils auront besoin d'un nettoyage régulier. On estime qu'un puits pourrait facilement être creusé sur place afin de puiser de l'eau à cet effet. De plus, les nombreux feux de brousse dans la région pourraient influencer sur les performances des panneaux.

Tableau 4: Comparaison des trois sites visités, avec des inconvénients en bleu

| | Site 1, « N25 » | Site 2, « TayiMalikuti » | Site 3, « Ouest » |
|-------------------------------|------------------------------|-----------------------------------|--|
| Surface approximative (ha) | 11 | 45 | 41 |
| Distance du centre-ville (km) | 6 | 6.5 | 3.5 |
| Facilité d'accès | Sur la route N25 | N25 route 2 km de chemin de terre | Nécessite un passage à travers Isiro |
| Qualité de sol | Terre | Sous-sol rocheux | Terre |
| Usage courant | Certaines cultures cultivées | Terrain dégagé | Certaines cultures et quelques maisons dans environs |

Utilisation des terres et mode d'occupation en RDC

Utilisation des terres

La RDC est le troisième plus grand pays en Afrique (après le Soudan et l'Algérie) et a une superficie totale de 2.267.000 kilomètres carrés. 10% de la superficie totale de la RDC sont classées comme terres agricoles; 3% sont des terres arables, et seulement 0,1% des terres cultivées sont irriguées. Une grande partie des terres agricoles les plus fertiles se trouve dans les plateaux dans la région du Katanga, dans la partie sud-est du pays. 61% de la population travaille dans l'agriculture, qui, en raison de la destruction et la détérioration des infrastructures de marchés au cours des années de guerre, est devenue principalement axée sur l'agriculture de subsistance des petits exploitants. 59% de la superficie totale de la RDC est boisée, et 8,6% de la superficie totale des terres sont désignées comme zones protégées au niveau national. Plus de la moitié de la plus grande zone forestière du Bassin du Congo se trouve en RDC. Deuxième bassin forestier tropical au monde (après le bassin amazonien), le bassin du Congo est une ressource mondiale et nationale.

Le taux annuel estimé de la déforestation est 0,2-0,3%, avec 400.000-500.000 hectares de forêt fermée perdus par an.

La distribution des terres

Pendant la période coloniale, seuls les Européens étaient autorisés à posséder des terres à titre privé; toutes les autres terres étaient régies par des chefs traditionnels en tant que terres communales soumises au droit coutumier. La grande majorité des Congolais vivait dans des zones rurales et recevait des allocations de terres des autorités traditionnelles. Au fil du temps, l'attribution des terres sont devenues de plus en plus individualisés, et les transactions foncières informelles sont devenues communes dans certaines régions. Pendant le règne du Président Mobutu après l'indépendance (1965-1997), toutes les terres de la RDC ont été officiellement nationalisées, mais le système foncier coutumier a continué à fonctionner parallèlement au système formel. Dans les zones urbaines, certaines parcelles ont été détenues dans le cadre de concessions formelles et à long terme accordées par l'État, mais d'autres (en particulier des parcelles situées dans des zones informelles) sont obtenues par squattage ou par des transactions commerciales informelles. Dans les zones rurales, les grandes exploitations commerciales sont généralement des concessions accordées par l'État en vertu de la loi officielle, mais les petites exploitations et les terres villageoises et communales sont généralement régies par le droit coutumier.

Cadre juridique

La Constitution de 2005 sur la RDC stipule que les ressources naturelles du pays sont à la disposition de tous les Congolais pour leur épanouissement et que l'État est chargé de veiller à ce que ces ressources soient distribuées de manière égale. Le gouvernement a le pouvoir d'accorder des concessions à la terre et aux autres ressources autorisées par la loi.

La loi de 1973 sur la propriété générale (loi n ° 73-021), telle que modifiée, prévoit la propriété par l'État de toutes les terres, sous réserve des droits d'utilisation accordés dans le cadre de concessions accordées

par l'État. La loi autorise le droit coutumier à régir les droits d'utilisation des terres non allouées dans les zones rurales.

Malgré la nationalisation de toutes les terres et l'introduction d'une législation formelle régissant les droits d'utilisation des terres, en pratique, un pourcentage important des terres en RDC (certaines estimations atteignent 97%) reste soumis au droit coutumier.

Les autorités traditionnelles telles que les chefs continuent d'administrer des terres au nom des communautés locales dans de nombreuses régions, souvent en alliance avec des responsables gouvernementaux. À mesure que les droits ont évolué et que les populations ont évolué au fil du temps, de multiples couches de droits sur des zones spécifiques de terres et de forêts sont courantes. Les communautés agricoles bantoues reconnaissent les droits d'accès coutumiers aux territoires fixes qui s'étendent sur 5 à 10 kilomètres des villages. Les droits d'accès à d'autres ressources naturelles, telles que le gibier et le poisson, peuvent aller plus loin.

Types de droits de propriété

En vertu de la loi officielle, l'État possède toutes les terres en RDC; les personnes et les entités souhaitant obtenir des droits d'utilisation sur des terres peuvent demander des concessions à perpétuité ou des concessions standard. Les concessions à perpétuité (concessions perpétuelles) ne sont disponibles que pour les ressortissants congolais et sont transférables et héréditaires par les ressortissants congolais. L'État peut mettre fin aux concessions à perpétuité par le biais de l'expropriation. L'Etat peut accorder des concessions standard (concessions ordinaires) à toute personne physique ou morale, de nationalité congolaise ou étrangère. Les concessions standard sont accordées pour des périodes spécifiques, généralement jusqu'à 25 ans avec possibilité de renouvellement. Le renouvellement est généralement garanti tant que le terrain est développé et utilisé conformément aux conditions de la concession (Musafiri 2008).

Bien que la loi formelle s'applique à toutes les terres en RDC, en pratique, l'application du droit formel de la RDC relative aux concessions tend à se limiter aux zones urbaines et les grandes exploitations de terres productives dans les zones rurales. Dans la plupart des zones rurales, le droit coutumier régit. En vertu du droit coutumier, les groupes et les clans détiennent collectivement des terres et les chefs traditionnels attribuent des droits d'utilisation aux parcelles. Les terres rurales utilisées à des fins agricoles et résidentielles sont devenues très individualisées dans certaines régions au fil des ans. Les membres de la communauté ont le pouvoir de prêter, de louer en espèces ou de partager leurs parcelles individuelles de terres communales, mais dans la plupart des régions, ils ne peuvent pas vendre ou aliéner définitivement les terres communales à des personnes extérieures à la communauté. Au fur et à mesure de la commercialisation des zones, l'interdiction de la vente de terres à des étrangers a été assouplie (GORDC Constitution 2005; Musafiri 2008; Leisz 1998; Vlassenroot et Huggins 2005).

L'administration des terres et des institutions

Le Ministère des affaires foncières a la responsabilité générale de l'administration des terres et des terres urbaines et rurales du pays. Au sein du ministère, divers départements sont chargés de gérer l'enregistrement, les enquêtes, la gestion des concessions foncières de l'État (y compris l'attribution de concessions) et de fournir un service de règlement des litiges fonciers. Mais les conditions de fonctionnement du ministère des Affaires foncières et ses divers départements restent encore difficiles à connaître et maîtriser.

Le ministère de l'agriculture est responsable du fonctionnement du secteur agricole et de la fourniture de services agricoles. Les priorités du ministère sont les suivantes: revitaliser le secteur en renforçant les capacités du ministère et du secteur; réhabiliter les infrastructures de base; soutenir la commercialisation et les investissements productifs; protéger les ressources environnementales; et promouvoir le développement et le renforcement des organisations rurales.

Les marchés fonciers et Investissements

Malgré la grande masse terrestre de la RDC et sa densité de population relativement faible, les terres agricoles et les terres accessibles dans les zones proches des marchés urbains sont de plus en plus rares. La loi formelle prévoit des procédures étendues pour obtenir des concessions, en commençant par une demande adressée au gouverneur de la province. Le gouverneur autorise le commissaire de district à organiser une enquête sur les terres comportant une inspection visuelle, des entretiens locaux et une détermination des utilisations existantes. Lorsque l'enquête est terminée, la demande est envoyée au gouverneur qui la transmet au Ministre. L'approbation finale est accordée par les fonctionnaires aux niveaux du district, de la province ou du centre, en fonction de la superficie de terrain concernée. On ignore à quelle fréquence le processus est suivi et dans quelle mesure les concessions sont librement transférables.

En vertu du droit coutumier applicable dans la plupart des régions de la RDC, les terres peuvent être louées à des tiers pour de l'argent ou une part de la production, mais les ventes de terrains sont généralement interdites. Dans certaines régions, en particulier dans les zones rurales des provinces de l'est et dans les zones urbaines, il existe un marché informel de la vente des terres. Les autorités traditionnelles ont vendu des droits sur les terres communales aux élites rurales et aux intérêts commerciaux, et les droits sur les parcelles urbaines sont vendus de manière informelle. Les immigrants Banyarwanda du Rwanda qui se sont vu refuser des terres par les autorités tribales ont acheté des terres à des administrateurs locaux.

Acquisition obligatoire des droits de propriété privée par le gouvernement

En vertu de la Constitution et de la loi sur l'expropriation de la RDC de 1977 (loi n ° 77-001), l'État possède toutes les terres en RDC et peut exproprier les terres concédées et détenues par les communautés locales s'il le juge nécessaire sous réserve de paiement d'une indemnité. Le processus d'expropriation commence par une enquête et une évaluation, suivies d'une ordonnance signée par le ministre des Affaires foncières ou d'un décret présidentiel (pour l'expropriation de zones entières)

identifiant les terres à exproprier et notifiant le concessionnaire. Les concessionnaires ont un mois pour soumettre des objections et faire une demande spécifique de paiement de l'indemnisation, si les parties ne s'entendent pas sur le montant de l'indemnisation, la loi prévoit que le tribunal rendra sa décision (GODRC Constitution 2005; Vlassenroot et Huggins 2005; Musafiri 2008).

L'État a utilisé son pouvoir d'expropriation pour expulser les communautés autochtones des forêts, comme dans le cas de l'enlèvement de 3 000 à 6 000 familles Batwa de la forêt de Kahuzi-Biega dans les années 70. L'expropriation a eu lieu sans préavis et sans indemnité pour les familles qui ont perdu leurs terres. La fréquence et la nature actuelles des expropriations de terres par le gouvernement respectent les procédures prescrites par la loi sont inconnues (Musafiri 2008).

Base socio-économique

Situation économique et Pauvreté en RDC

La République Démocratique du Congo (RDC) est le deuxième plus grand et le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique, avec une superficie de 2 345 441 km² et une population de 78,7 millions d'habitants. Dans le même temps, la RDC est l'un des pays les moins avancés (PMA) et l'un des pays les plus pauvres du monde, avec un Revenu Brut Net (RBN) par habitant de 460 USD (en 2016, en dollars américains courants). L'économie du pays dépend fortement de l'industrie extractive, en particulier du cuivre et du cobalt, qui représentent 80% des recettes d'exportation du pays. La RDC est largement considérée comme le pays le plus riche du monde en termes de ressources naturelles, avec d'importantes réserves de cuivre, de cobalt, de gaz naturel, de minerai de fer, de platine, de diamants, d'or et d'uranium. La croissance du secteur extractif a entraîné la croissance économique globale des dernières années, comme le montre le taux de croissance moyen élevé du PIB entre 2010 et 2015 (7,7%).

Toutefois, en 2016, la croissance économique annuelle de la RDC a chuté à 2,4%, son plus bas niveau depuis 2001, en raison de la contraction de la demande mondiale de matières premières et de la baisse des prix. Le développement économique a encore été entravé par les tensions et les incertitudes politiques. Stimulée par la hausse des prix des produits de base et la bonne performance des industries minières et manufacturières, la croissance est en voie de rétablissement depuis 2017 et devrait se poursuivre cette année. Malgré une reprise économique modérée, le taux d'inflation reste très élevé, atteignant 25% au début de 2018.

Le ralentissement économique a eu un impact direct sur le niveau de financement public disponible. Les recettes publiques, hors dons, sont passées de 13,6% du PIB en 2015 à 8,14% en 2017. La diminution des recettes publiques a ensuite entraîné une baisse des dépenses publiques, passant de 15,8% du PIB en 2015 à 10,8% en 2017. Le gouvernement a dû réduire dépenses publiques pour contenir le déficit et limiter le financement monétaire par la Banque centrale du Congo. La consommation et les investissements publics ont été inactifs en raison des dépenses publiques serrées. Le développement économique et social de la RDC se situe toujours parmi les pires au monde, avec les taux les plus élevés d'extrême pauvreté. Selon le dernier Indice de Développement Humain, le pays se classe au 178^{ème} rang sur 188 pays et on estime que plus de 77% des Congolais vivent avec moins de 1,9 USD par jour.

Les taux de pauvreté en RDC sont très élevés: en 2012, environ 63,6% de la population vivaient en dessous du seuil de pauvreté national. Selon le gouvernement, 70% des pauvres sont au chômage ou sous-employés; la grande majorité de la population active est employée dans des activités agricoles, avec des bas salaires et une insécurité élevée des revenus. Les salaires dans les zones rurales sont considérablement inférieurs à ceux des zones urbaines et les femmes gagnent en moyenne moins de la moitié des revenus de leurs homologues masculins (15 000 contre 38 000 francs congolais) 13. Le gouvernement fixe le salaire minimum à 1 680 francs congolais par jour (équivalent à 1,81 \$ US) en 2009.

Le chômage est un gros problème en RDC, en particulier dans les zones urbaines. Le taux de chômage est estimé à 18,5% dans les zones urbaines, y compris les personnes ayant abandonné leur recherche d'emploi en raison du manque d'opportunités sur le marché du travail. Le chômage des jeunes est également inquiétant: 38% pour les 15-24 ans en zone urbaine.

La vulnérabilité en RDC

Les principaux facteurs et tendances qui contribuent à la vulnérabilité et potentiellement réduisent la durabilité des moyens de subsistance en RDC comprennent la vulnérabilité environnementale souvent définie par une exposition aux stress environnementaux et climatiques (résultant de facteurs naturels et humains tels que la variabilité climatique, les inondations, les conditions météorologiques extrêmes, la dégradation de l'environnement) et la vulnérabilité sociale (causée par la position relativement sociale d'un groupe spécifique dans la communauté entraînent des caractéristiques / atouts individuels et un accès insuffisant aux ressources et aux services sociaux). Les problèmes environnementaux réduisent la valeur des ressources productives et leur accès, ce qui accroît la vulnérabilité et complique le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Cela constitue également de graves problèmes de santé.

La sensibilité aux contraintes à des échelles plus fines - communauté, ménage ou individu - dépend de facteurs supplémentaires tels que la proximité et l'accès aux ressources, aux caractéristiques individuelles et aux atouts. Ainsi, certaines personnes sont plus vulnérables que d'autres, en fonction de leur statut et de leur capacité à faire face à un choc ou à un stress.

Bien que l'identification de certains groupes comme étant plus vulnérables que d'autres soit une généralisation, elle peut néanmoins constituer un outil important pour cibler l'aide au développement en faveur de groupes clés. Cependant, il convient de rappeler que la vulnérabilité des individus et des ménages diffère à la fois dans l'espace et dans le temps et que les conditions locales doivent être prises en compte. La vulnérabilité varie selon les sous-groupes et les zones de la RDC en fonction de leur exposition et de leurs capacités d'adaptation. Cibler la réduction de la vulnérabilité pour répondre aux besoins spécifiques des plus vulnérables peut limiter les impacts les plus graves de la pauvreté et des stress environnementaux. Les efforts pour soutenir les plus vulnérables peuvent porter sur les femmes et les enfants. Les femmes et les enfants sont les personnes les plus vulnérables de la RDC car leur accès aux ressources et au capital et à leur contrôle sont plus limités que ceux des hommes et leur sensibilité est plus prononcée.

Dans le dernier genre indice d'égalité, la RDC a été classée au fond sur la place 144e sur 148 pays, ce qui rend la RDC l'un des pays les plus difficiles au monde pour les femmes et les filles à vivre une vie dans la dignité, juste après le Yémen, l'Afghanistan, Niger et l'Arabie Saoudite. Les inégalités de genre existent dans tous les secteurs; que ce soit dans l'éducation, la participation politique, la santé, l'accès aux ressources de l'autonomisation (financier, naturel, judiciaire) et économique. Ajoutons à cela la violence généralisée fondée sur le sexe, les taux de fécondité alarmants, l'accès faible ou limité aux services de SDSR et la faible valeur sociale des femmes et des filles, et la situation s'aggrave. Les femmes et les filles sont celles qui souffrent le plus de la pauvreté et des inégalités généralisées en RDC.

En dehors de la population générale, il existe des groupes cibles particuliers vulnérables qui méritent des interventions sociales et de développement social, par exemple: les enfants des rues, les anciens enfants soldats, les orphelins, les victimes de violences sexuelles systématiques et de violences domestiques, les victimes d'abus sexuels sur enfants, les personnes handicapées et bien d'autres.

La variabilité du climat et du changement, La dégradation de l'environnement, la pauvreté et la vulnérabilité

L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables à la variabilité et au changement climatiques; une situation aggravée par de multiples contraintes et une faible capacité d'adaptation. Les personnes les plus vulnérables en RDC sont les pauvres urbains et les petits agriculteurs. Les secteurs les plus vulnérables sont les ressources en eau et l'agriculture. Les forêts pourraient être gravement touchées à long terme. Contrairement à beaucoup d'autres pays, la disponibilité de l'eau ne devrait pas devenir un grave problème pour la RDC en raison des vastes bassins et de la forêt tropicale. Cependant, il y a des tendances à l'augmentation du nombre de vagues de chaleur et de pluies intenses, conduisant à des inondations et à l'érosion des sols, à des terres agricoles moins productives et à la destruction des routes et autres infrastructures. Les changements climatiques pourraient devenir un facteur contribuant aux conflits à l'avenir, en particulier ceux liés à la rareté des ressources (par exemple, la pénurie de terres productives). Cela pourrait également avoir des impacts négatifs importants sur la sécurité alimentaire et la biodiversité (les espèces endémiques pourraient succomber et les espèces de montagne verraient leur habitat diminuer). En outre, les maladies à transmission vectorielle et les maladies d'origine hydrique, telles que le paludisme et la schistosomiase, pourraient augmenter.

Une grande majorité de la population pauvre congolaise dépend de l'agriculture, de la foresterie et de l'exploitation artisanale et à petite échelle (ASM) pour sa subsistance. La dégradation de l'environnement et la concurrence (voire les conflits) sur les ressources naturelles affectent donc négativement leurs moyens de subsistance. En RDC, plus de 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté; c'est un chiffre extrêmement élevé également par rapport à d'autres pays d'Afrique centrale. L'incidence de la pauvreté est plus grande dans les zones rurales (76%) que dans les zones urbaines (61%) et est la plus élevée dans les provinces de l'Equateur, du Bandundu et du Sud-Kivu. Les travailleurs indépendants et les apprentis sont les plus pauvres. Les groupes les plus vulnérables sont les populations déplacées, les veuves, les orphelins et les handicapés, les enfants des rues et les enfants soldats, les personnes souffrant de maladies chroniques et les groupes autochtones.

Dans les zones rurales, la pauvreté est comparée à l'absence de paix, la présence d'érosion des sols, l'impossibilité d'obtenir des intrants agricoles, l'accès à une eau potable salubre, la malnutrition, l'accès aux marchés et les infrastructures de transport. Par conséquent, la pauvreté dans les zones rurales est étroitement liée aux conflits, à la disponibilité et à la qualité des ressources naturelles et aux moyens de subsistance. Dans les zones urbaines, la pauvreté est perçue comme un problème manque d'argent, d'emploi, d'électricité, de transports, de logements décents, d'eau potable et d'assainissement. Dans les zones urbaines, la pauvreté est donc liée aux possibilités d'emploi et à l'accès aux services et aux infrastructures.

Environ 40 millions (près de 70%) des plus pauvres Congolais dépendent de la forêt pour leur nourriture, les matériaux, l'énergie et la médecine. Certains groupes, en particulier les Pygmées, dépendent des forêts presque entièrement. Le bois et le charbon de bois fournissent 80% de l'énergie domestique consommée en RDC. Les petits exploitants informels produisent la plupart du bois utilisé localement. La viande de brousse est une source vitale de nourriture ; la consommation annuelle est estimée à plus d'un million de tonnes. Des centaines de plantes destinées à l'alimentation, aux condiments et aux médicaments sont utilisées. L'importance sociale et culturelle des forêts pour les populations forestières est presque incommensurable. *Par conséquent, l'abattage futur à grande échelle risque d'entraver l'accès des populations locales à la forêt, ce qui entraînerait des problèmes de subsistance et de droits de l'homme pour les populations pauvres, telles que les groupes autochtones.*

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX LIÉS AUX SOUS-PROJETS

Les risques et impacts environnementaux et sociaux (E&S) associés au développement des sous-projets du programme dans un domaine de faible sensibilité environnementale et sociale seront probablement facilement identifiés, évalués et atténués grâce à l'adoption des bonnes pratiques E&S. L'analyse d'impact environnemental et social d'un projet (ou d'options de projet) consiste à comparer les changements attendus dans l'environnement biophysique et socioéconomique avec et sans le projet.

Les sous-projets qui seront examinés dans le cadre de ce programme BAD-FMC seront soumis à une diligence raisonnable environnementale et sociale spécifique au projet et au promoteur, avec l'appui d'un consultant indépendant. La BAD envisage que seuls les projets de catégorie 2 seront pris en compte dans le cadre et, par conséquent, chaque sous-projet sera examiné individuellement et catégorisé et une diligence raisonnable sera entreprise.

Sur la base de cette anticipation de ne considérer que les projets de catégorie 2 et conformément à de FVC « Politique de divulgation de l'information complète du Fonds, » il est entendu que le cadre aurait une catégorisation globale de catégorie 2 en fonction du profil de risque anticipé des sous-projets individuels.

Projet de classification environnementale et sociale

En raison des impacts / risques environnementaux et sociaux potentiels attendus, le projet est classé en «Catégorie 2» selon le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) de la BAD et les Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES). Une analyse préliminaire du pipeline de sous-projets proposé a révélé certains impacts environnementaux et sociaux modérés. Comme les sous-projets n'ont pas été définis en détail, l'analyse des impacts repose sur une base de référence environnementale générique des deux régions où les projets seront situés et sur la nature prescrite du pipeline proposé des sous-projets, à savoir les connexions photovoltaïques mini-réseau. . En général, les principaux risques E&S identifiés comme transversaux pour le projet comprennent les problèmes d'acquisition des terres, les changements d'affectation des terres, l'altération des canaux de drainage, l'érosion des sols, les risques de main-d'œuvre / SST pendant la construction incluant l'exposition à la poussière et au bruit, chutes d'objets, matières dangereuses, exposition au VIH et à d'autres IST dues à l'afflux de travailleurs migrants), risques de pollution pendant les travaux du mini-réseau et pendant le fonctionnement et réinstallation involontaire potentielle.

Là où les sites du projet seraient situés dans des zones agricoles, il y a peu de possibilités pour les projets solaires de partager les terres avec des utilisations agricoles. Cela pose un problème car les terres à désigner pour les panneaux solaires sont souvent utilisées par les communautés locales pour l'agriculture, la culture, etc., même si elles n'ont pas de propriété foncière formelle. La plupart de ces impacts / risques sont peu nombreux, spécifiques à un site, largement réversibles et facilement minimisés par l'application de mesures de gestion appropriées. Les impacts sont résumés ci-dessous.

Les impacts négatifs environnementaux et sociaux

A. Impacts durant la phase d'installation solaire

Les impacts sur l'environnement biophysique

- i. La préparation du site (Déblaiement et nivellement des terrasses) générera de la poussière et des nuisances locales ;
- ii. Une perturbation locale du sol est attendue au niveau des sites des mini-réseaux. Toutefois, compte tenu de la nature des travaux et des matériaux à utiliser, il n'est pas envisagé que la pollution des sols et de l'eau se produise en dehors des sites des travaux, principalement des eaux souterraines ;
- iii. Pollution du sol due aux déchets résultant des rejets de matières provenant des installations.

Les impacts sur l'environnement humain

- i. L'électrification rurale attendue aura probablement des effets minimes sur des aspects tels que l'acquisition / expropriation de terres et la perte d'activités économiques ;
- ii. L'utilisation d'une machine en mouvement, par ex. les véhicules et les engins de construction entraîneront des nuisances sous forme de dégagement de poussière, de bruit et de vibrations auxquels les personnes seront exposées ;
- iii. L'exposition aux risques et dangers pour les travailleurs et les travaux des résidents locaux
- iv. Le fait de ne pas utiliser la main-d'œuvre résidente pendant la construction pourrait créer des frustrations / tensions communautaires et même des conflits locaux pouvant entraîner le vandalisme, le sabotage, le pillage ou la destruction / dégradation des infrastructures et des équipements ;
- v. Impacts sociaux dus à l'afflux de population dans les zones du projet tels que les changements de comportements sociaux et les risques potentiels de maladies transmissibles, y compris le VIH / SIDA, associés aux interactions sociales.

B. Impacts de la phase d'exploitation

Environnement biophysique

- i. En raison de la nature des opérations du projet, aucun impact négatif sur la qualité de l'air, le sol ou les ressources en eau n'est prévu pendant la phase d'exploitation ;
- ii. La pollution des sols peut être due à une mauvaise gestion des déchets, en particulier une mauvaise manipulation des batteries usagées / obsolètes (fuite de plomb et d'acide pouvant polluer le sol et l'eau) ;
- iii. Les composants du sous-projet peuvent également avoir un impact visuel en modifiant le paysage visuel de leur emplacement pendant la construction et l'exploitation. Cependant, l'impact peut être réversible lors du déclassement. L'importance de cet impact dépendra de l'importance perçue des lieux touchés et dépendra également de l'étendue de l'empreinte du projet ;
Les systèmes solaires peuvent présenter des risques pour la faune, en particulier pour les oiseaux qui peuvent confondre les panneaux solaires avec les plans d'eau. Cela pourrait entraîner la perte et la réduction de la population des oiseaux locaux.

Environnement humain

- i. L'exposition aux risques et dangers pour la santé et sécurité au travail, par exemple les risques d'électrocution pour les personnes et les techniciens de maintenance ;
- ii. Les risques de cas de vol en l'absence de mesures de sécurité adéquates ;
- iii. L'existence de l'énergie électrique (solaire) permettra aux villageois de s'engager dans diverses activités économiques;
- iv. Le projet permettra de réduire considérablement la consommation de carburant (diesel) et les gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère ;
- v. La disponibilité et l'utilisation des mini-réseaux et kits solaires individuels réduiront le nombre de personnes utilisant les groupes électrogènes bruyants, entraînant ainsi moins de nuisances sonores aux communautés ;
- vi. Impacts sociaux dus aux interactions sociales accrues en raison de l'augmentation de la population résultant des migrations de main-d'œuvre et des activités économiques accrues dans ces régions (par exemple, VIH / SIDA, pression sociale accrue / exacerbation des conflits sociaux dans la zone du projet)

Avantages environnementaux, sociaux et économiques, y compris l'impact du développement sensible au genre

Co-avantages économiques

- Création d'emplois résultant de l'utilisation productive de l'électricité dans l'agriculture, l'agroalimentaire et l'industrie légère ;
- Long terme Création d'emplois verts dans les secteurs de l'économie verte liés à l'énergie durable et aux mesures d'adaptation au climat en RDC ;
- Réduction de la pauvreté par un cercle vertueux de création de valeur plus efficace et réduction d'environ 40% des dépenses consacrées à l'énergie pour l'éclairage et la facturation mobile pour les ménages résidentiels moyens ;
- La sécurité alimentaire grâce à une agriculture résiliente au changement climatique, moins tributaire des pluies à travers les cultures irriguées et la réfrigération pour une meilleure conservation des denrées périssables.

Co-avantages sociaux

- Mettre l'accent sur les femmes entrepreneurs dans la composante d'utilisation productive menant au renforcement des fondements de la société matriarcale ;
- Amélioration de la santé et de la sécurité grâce à l'élimination de la fumée et de la suie des lampes au kérosène et des bougies pour l'éclairage et les risques d'incendie causés par des flammes nues ;
- Meilleur accès à l'éducation grâce à l'éclairage pour les devoirs et à un meilleur accès aux documents sur le Web à l'école ;
- Pompes à eau pour l'accès aux eaux souterraines conduisant à un taux de scolarisation plus élevé pour les filles ;

- Renforcement des liens avec la diaspora grâce aux dons d'appareils électriques et aux envois de fonds destinés à l'achat de matériel électrique à des fins d'utilisation productive et de divertissement.

Avantages environnementaux

- Augmentation de la qualité de l'air intérieur grâce à l'utilisation de l'éclairage LED ;
- Réduction de la pollution des sols et de l'eau due à une élimination dangereuse des piles ;
- Réduction de l'utilisation de la biomasse traditionnelle (y compris le bois), qui représente 84% de toute l'énergie primaire consommée en RDC;

Concept de division énergétique selon le genre

La fracture énergétique est également différenciée selon le sexe, les femmes de la plupart des pays en développement connaissant une pauvreté énergétique différente et plus sévère que les hommes. Les femmes sont souvent associées aux activités ménagères et sont dans une large mesure responsables de l'approvisionnement énergétique des ménages et des communautés dans de nombreux pays en développement.

Ainsi, sans accès aux services énergétiques modernes, les femmes et les filles passent le plus clair de leur temps à effectuer des tâches de subsistance de base, y compris des tâches fastidieuses et physiquement épuisantes de collecte de biomasse, ce qui les empêche d'accéder à un emploi rémunéré, tout en limitant leurs options d'interaction sociale et politique en dehors du foyer.

Parallèlement, la cuisson à partir de biomasse est particulièrement préjudiciable à la santé des femmes et des enfants. Sur les deux millions de décès annuels estimés attribuables à la pollution de l'air intérieur générée par des combustibles tels que le charbon, le bois, le charbon de bois et les déjections, 85% des femmes et des enfants meurent du cancer, d'infections respiratoires aiguës et de maladies pulmonaires.

En fait, les maladies dues à la pollution intérieure entraînent plus de décès de femmes et d'enfants chaque année que le VIH / sida, le paludisme, la tuberculose et la malnutrition combinés. Parmi les autres effets directs importants de l'utilisation de l'énergie sale et de la pollution de l'air sur la santé, citons les maladies chroniques ou à vie, telles que l'asthme; des brûlures aux enfants; blessures aux femmes en transportant du bois; et augmentation de la violence contre les femmes et les filles en raison du manque d'éclairage public la nuit.

La violence à l'égard des femmes peut également se produire pendant les heures de clarté dans des situations où les ressources sont rares et où les femmes sont obligées de collecter le carburant dans des zones reculées et isolées.

Le pouvoir habilitant de l'énergie

Sans un engagement politique et des investissements importants, la pauvreté énergétique devrait se détériorer encore davantage au cours des 20 prochaines années.

C'est donc l'un des défis les plus critiques auxquels la communauté internationale est confrontée aujourd'hui. Dans le même temps, l'accès à l'énergie est un facteur essentiel du développement économique et social. Une fois que les communautés ont accès à des services énergétiques modernes,

l'impact sur le développement humain est important: de l'air intérieur plus propre et de la santé améliorée à davantage d'opportunités génératrices de revenus et plus de temps pour d'autres activités.

En outre, la promotion des technologies d'énergie renouvelable pourrait accroître l'accès aux services énergétiques modernes dans les zones rurales qui n'ont actuellement pas accès au réseau électrique et paient des prix plus élevés pour les services énergétiques en raison des coûts de transport et de l'inefficacité des formes énergétiques traditionnelles (ONUDI, 2009).

Passer directement aux systèmes d'énergie renouvelable à plus petite échelle, tels que les systèmes autonomes d'énergie éolienne et solaire, peut fournir aux communautés une énergie abordable, promouvoir la productivité et créer des emplois en autonomisant les pauvres ruraux et urbains.

Dans le même temps, des systèmes d'énergie renouvelable à grande échelle basés sur l'hydroélectricité, la biomasse propre moderne, l'énergie géothermique, éolienne ou solaire peuvent diversifier l'approvisionnement énergétique, réduire les importations d'énergie et apporter des gains environnementaux locaux et mondiaux importants (ONUDI, 2009).

En raison de la nature sexo-spécifique de la pauvreté énergétique, l'accès à une énergie moderne et durable peut également améliorer considérablement l'autonomisation des femmes en réduisant leur temps et leur travail, en améliorant leur santé et en leur offrant des possibilités d'entreprise et de renforcement des capacités. L'accès à une énergie propre, abordable et durable est donc un facteur favorisant le développement économique et la réduction de la pauvreté, ainsi que la réalisation des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment la viabilité environnementale et la promotion de l'égalité des sexes. Dans le même temps, l'accès aux services énergétiques peut être considéré comme un droit de l'homme en soi.

L'accès à l'énergie et l'accès aux technologies qui en découle peuvent libérer du temps pour les femmes, améliorer la productivité de leur travail et leur permettre de se lancer dans des activités génératrices de revenus. L'accès à l'énergie permet aux femmes entrepreneurs d'obtenir des revenus et d'améliorer leur statut social en créant et en diffusant des solutions énergétiques durables. Reconnaître les femmes en tant qu'utilisatrices indépendantes de solutions énergétiques et leur permettre de bénéficier d'un accès à l'énergie, en tenant compte des défis de la propriété / des droits fonciers, de l'accès au crédit et des contraintes sociales.

Impact sur le développement du genre

Le programme devrait améliorer les conditions de vie, en particulier des femmes et des filles, qui sont les principaux gardiens des ménages et qui sont responsables des sources d'énergie disponibles pour l'éclairage et la cuisine. Ce projet de mini-réseau vise à offrir aux femmes et aux filles des chances égales d'accès à l'énergie, à l'éducation, aux soins de santé, à un travail décent et à la représentation dans les processus de prise de décisions. Les mesures proposées doivent également leur offrir des possibilités égales de formation et d'emploi lorsqu'une assistance technique est fournie au MERH. Les activités ciblant la participation et la formation des femmes dans le cadre de l'AT permettront de faire en sorte que le programme tienne compte des sexospécificités et que les avantages soient partagés entre les hommes et les femmes.

MESURES D'ATTENUATION DES RISQUES

Introduction

Les principaux risques E&S identifiés comme transversaux pour le projet ont été identifiés et présentés dans les sections précédentes. Le tableau 5 présente les principaux défis E&S et les mesures d'atténuation pertinentes proposées.

Tableau 5: Risques et de mesure de mitigation

| S / N | Défis | Approche d'atténuation |
|--------------|---|--|
| 1. | Conception de projets décentralisés avec un grand nombre de petits sous-projets préparés par des entités d'exécution du secteur privé | <ul style="list-style-type: none">- Exigences de systèmes de gestion environnementale et sociale (ESMS) pour les développeurs de mini-réseaux;- Différencier les exigences EIES et PGES en fonction de la catégorisation des risques E&S;- responsabilités détaillées pour les acteurs clés pour chaque composante du projet |
| 2. | Acquisition de terres, réinstallation, restauration des moyens de subsistance | Un cadre de politique de réinstallation (CPR) a été préparé pour résoudre les problèmes de réinstallation involontaire. De plus, les développeurs de mini-réseaux prépareront des plans abrégés de réinstallation (PAARs). Le CPR et les grandes lignes de ces documents sont disponibles dans l'annexe 10 de ce PGES. |
| 3. | Manque de sensibilisation aux risques et impacts E&S (communautés, clients SHS, universités) | Sensibilisation et dialogue via différentes méthodes d'engagement des parties prenantes |
| 4. | Le manque de capacités des entités du secteur privé mettant en œuvre | La formation pour les développeurs mini réseau, |
| 5. | Élimination et recyclage des piles (acide de plomb et ion lithium) | Développement d'une approche stratégique pour engager les développeurs de mini-réseaux et d'autres entreprises privées en RDC à mettre en place des pratiques cohérentes de stockage, de recyclage et d'élimination des batteries (voir annexe 9). |

Approche des risques environnementaux et sociaux et mesures d'atténuation des différents impacts

L'approche des risques E&S et l'atténuation de leur impact incluront l'utilisation d'une liste d'éligibilité et d'exclusion (telle que présentée dans l'annexe 2) pendant les étapes de préparation du projet, par ex. au cours des phases de sélection du site et sélection du projet.

Les mesures d'atténuation impliquent d'éviter l'impact tout à fait, ce qui minimise l'impact, la rectification de l'impact et de l'élimination progressive de l'impact au fil du temps. Les mesures d'atténuation sont au nombre de trois: physiques, socioculturelles et socioéconomiques.

Les mesures physiques sont étroitement liées aux problèmes d'assise sur le terrain, de re-végétalisation et de prévention comme le défrichement, l'érosion, la sédimentation et le contrôle de la pollution, les bonnes pratiques de construction, la gestion des déchets et l'application des directives environnementales pour les entrepreneurs.

Les mesures socioéconomiques incluront l'éducation et la sensibilisation, les plateformes d'engagement des parties prenantes (mise en place de plates-formes spéciales de communication avec la communauté locale, les autorités locales, les chefs communautaires / traditionnels et religieux). Un engagement adéquat des parties prenantes sera la clé pour faire face aux conflits socio-économiques critiques qui pourraient découler de la mise en œuvre du programme dans les zones du projet. Le programme mettra au point un plan d'engagement spécifique des parties prenantes qui inclura un mécanisme de règlement des plaintes afin d'assurer une intégration adéquate de toutes les questions relatives aux parties prenantes. Les autres mesures socioéconomiques comprennent la formation en matière d'hygiène et d'assainissement, les règles et règlements, le soutien institutionnel (y compris la formation qualifiante) et le recrutement de personnel qualifié. Les mesures d'atténuation pour les problèmes de santé publique; explorer les options permettant d'accueillir l'équipage hors site et d'éviter les camps et, en l'absence de cela, éduquer l'équipage sur la préservation de la végétation, fournir des installations d'assainissement temporaires convenables comme des toilettes. Dans ces mesures, il est également prévu d'utiliser autant que possible la main-d'œuvre locale et régionale et fournir une formation de sensibilisation au VIH / SIDA aux travailleurs et à la communauté, fournir aux travailleurs des directives sur la culture, le comportement et la vie sociale locaux et créer des parcours et planter de l'herbe si nécessaire.

Les mesures d'atténuation pour l'utilisation de déchets dangereux comprennent: utiliser des méthodes de traitement hors site et ne livrer que des poteaux prêts pour la fixation, le brûlage ou l'élimination de toute matière dangereuse trouvée sur le site; utiliser un équipement de protection pendant le travail; enlever ou enterrer tous les matériaux de construction et débris abandonnés; et remplissez et fermez toutes les latrines et les systèmes septiques. Les mesures d'atténuation pour l'utilisation d'installations et d'équipements lourds. Par exemple, les bennes pour la livraison de matériel comprennent: minimiser l'utilisation de camions lourds; fourniture de canaux de drainage pour guider les eaux de ruissellement; introduction de pailles pour minimiser les effets sur l'érosion du sol; définir des protocoles pour l'entretien des véhicules sur le site et ne pas déverser d'huile sur le site.

Les mesures d'atténuation pour l'utilisation des déchets dangereux comprennent: l'utilisation des méthodes de traitement hors site et ne livrer que des poteaux prêts pour la fixation, la combustion appropriée ou d'élimination de substances dangereuses présentes sur le site; utiliser un équipement de

protection pendant le travail; enlever ou enterrer tous les matériaux de construction abandonnés et rocaillles; et remplir et fermer toutes les latrines et fosses septiques. Les mesures d'atténuation pour l'utilisation d'installations et d'équipements lourds, par exemple, les bennes pour la livraison de matériel comprennent: minimiser l'utilisation de camions lourds; fourniture de canaux de drainage pour guider les eaux de ruissellement; introduction de paillis pour minimiser les effets sur l'érosion du sol; définir des protocoles pour l'entretien des véhicules sur le site et ne pas déverser d'huile sur le site.

Lors de l'identification des principaux risques, des mesures d'atténuation appropriées doivent être appliquées en fonction de la situation spécifique de chaque site du projet. L'Annexe 6 présente une liste de mesures génériques d'atténuation des impacts environnementaux et sociaux (E&S).

La gestion des impacts environnementaux et sociaux s'appuiera sur le système de sauvegarde intégré (SSI) applicable de la BAD, conformément à l'accord-cadre d'accréditation et / ou à d'autres arrangements connexes. Chaque projet du programme de mini-grille BAD-FVC devra procéder à une évaluation environnementale et sociale détaillée conformément aux normes internationales, qui comprendra des mesures d'atténuation tirées des résultats de l'évaluation et des bonnes pratiques internationales du secteur.

Les projets envisagés pour le financement au titre du Cadre BAD-FVC feront l'objet du processus d'évaluation détaillé dans les sections suivantes du présent PGES et seront évaluées par rapport aux exigences du SSI de la BAD et d'autres directives internationales et des pratiques telles que les normes de performance de la SFI, des normes environnementales de la Banque Mondiale, des Directives générales sur la santé et la sécurité (EHS) et directives et notes d'orientation de l'Union Européenne. L'application de ces différentes directives et meilleures pratiques s'appuiera sur les caractéristiques des projets spécifiques à chaque pays et à chaque site et sera conforme aux réglementations du pays hôte.

La gestion des impacts environnementaux et sociaux s'inspirera du Système de sauvegarde intégrée (SSI) de la BAD, conformément à l'Accord général d'accréditation et / ou à tout autre arrangement connexe. Chaque projet relevant du cadre BAD-FVC devra effectuer une évaluation environnementale et sociale détaillée conformément aux normes internationales, qui comprendra des mesures d'atténuation tirées des résultats de l'évaluation et des bonnes pratiques internationales du secteur.

L'environnement, la santé et la sécurité

Des directives acceptées à l'échelle internationale sur les mesures d'atténuation environnementales, sociales, sanitaires et de sécurité pour les projets d'énergie renouvelable peuvent être trouvées dans les directives et notes d'orientation européennes ainsi que dans les lignes directrices du GBM sur l'environnement, la santé et la sécurité.

Conformément aux meilleures pratiques des BMD, du SSI Banque, en particulier les notes d'orientation de l'EIES, exige que l'emprunteur ou le client se réfère aux directives environnementales, sanitaires et sécuritaires du Groupe de la Banque mondiale. Les directives EHS contiennent les niveaux de performance et les mesures généralement considérés comme réalisables à un coût raisonnable grâce à une technologie disponible dans le commerce. Les effluents rejetés, les émissions atmosphériques et autres directives numériques et indicateurs de performance, ainsi que les autres approches de prévention

et de contrôle incluses dans les Directives EHS, sont considérés comme des valeurs par défaut applicables aux nouveaux projets, bien que l'application de mesures et de niveaux de performance différents puisse être envisagée.

Ces directives environnementales, sanitaires et sécuritaires comprennent des lignes directrices sur une gamme complète de thèmes relatifs à l'environnement, à la santé et à la sécurité au travail, à la santé et à la sécurité des communautés et à la construction et au déclassement. Elles doivent être utilisées parallèlement aux lignes directrices EHS du secteur.

Le Système de Sauvegarde Intégré de la BAD (SSI)

Les garanties environnementales et sociales de la Banque africaine de développement (BAD) constituent la pierre angulaire de l'appui de la Banque à la croissance économique inclusive et à la durabilité environnementale en Afrique. La BAD appliquera le SSI pour tous les projets examinés dans le cadre de la BAD-FVC.

Le SSI de la Banque est conçu pour promouvoir la durabilité des résultats du projet en protégeant l'environnement et les personnes des impacts potentiellement négatifs des projets. Cela nécessite que tous les projets respectent ces exigences de garanties de la SSI lors de la préparation et de la mise en œuvre du projet. Les garanties ont pour objectifs de:

- Éviter les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes touchées, tout en maximisant les avantages potentiels de développement dans la mesure du possible;
- Minimiser, atténuer et / ou compenser les effets négatifs sur l'environnement et les personnes touchées lorsqu'il est impossible d'éviter les impacts négatifs; et
- Aider les emprunteurs / clients pour renforcer leurs systèmes de sauvegarde et de développer la capacité de gérer les risques environnementaux et sociaux.

Plus de détails sur le système de sauvegarde intégré de la BAD sont disponibles à travers ce lien:

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/December_2013_-_AfDB%E2%80%99S_Integrated_Safeguards_System_-_Policy_Statement_and_Operational_Safeguards.pdf

Ce système se compose de quatre éléments interdépendants:

1.1.1 Déclaration de politique sur les garanties intégrées

Décrit les objectifs communs des garanties de la Banque et énonce les principes directeurs. Il est conçu pour être appliqué aux modalités de prêt actuelles et futures et tient compte des diverses capacités et besoins des pays membres régionaux, tant dans le secteur public que privé.

Les garanties intégrées se composent d'une déclaration de principe qui énonce les principes de base qui guident et sous-tendent l'approche de la Banque en matière de protection de l'environnement. L'énoncé de politique de la Banque sur les garanties intégrées énonce les engagements et les responsabilités de la Banque en matière de livraison du SSI:

- i. assurer l'évaluation systématique des impacts et des risques environnementaux et sociaux;
- ii. appliquer les systèmes d'exploitation à l'ensemble du portefeuille des opérations de la Banque;
- iii. aider les clients et les pays en leur fournissant des conseils techniques et un soutien pratique pour répondre aux exigences;
- iv. mettre en œuvre une approche adaptative et proportionnée des mesures de gestion environnementale et sociale à convenir avec les clients comme condition de financement du projet;
- v. veiller à ce que les clients engagent des consultations significatives avec les groupes concernés; et
- vi. respecter et promouvoir la protection des groupes vulnérables, d'une manière adaptée au contexte africain.

1.1.2 Mesures de protection / Garanties opérationnelles

Il s'agit d'un ensemble de cinq exigences de garantie que les clients de la Banque sont censés satisfaire lorsqu'ils traitent des impacts et des risques sociaux et environnementaux. Le personnel de la Banque fait appel à la diligence raisonnable, à l'examen et à la supervision pour s'assurer que les clients respectent ces exigences lors de la préparation et de la mise en œuvre du projet. Au fil du temps, la Banque peut adopter des exigences de garantie supplémentaires ou mettre à jour les exigences existantes pour améliorer son efficacité, répondre aux besoins changeants et refléter les meilleures pratiques en constante évolution.

1.1.3 Procédures d'évaluation environnementale et sociale (PEES)

Les PEES fournit des indications sur les procédures spécifiques que la Banque et ses emprunteurs ou les clients doivent suivre pour assurer que les opérations de la Banque répondent aux exigences des garanties opérationnelles à chaque étape du cycle de projet de la Banque.

1.1.4 Évaluation Intégrée d'Impact Environnemental et Social (EIIES)

Les notes d'orientation fournissent des conseils techniques aux emprunteurs ou aux clients de la Banque sur les normes relatives aux questions sectorielles ou sur les approches méthodologiques que les clients ou les emprunteurs sont censés adopter pour se conformer aux normes des garanties opérationnelles. Un résumé de ces notes d'orientation a été présenté à l'annexe 3.

Les notes d'orientation d'évaluation d'impact environnemental et social intégré fournissent un processus systématique pour traiter les impacts environnementaux et sociaux des projets en comprenant clairement les caractéristiques spécifiques du secteur.

Ces notes EIIES complètent les orientations et les formats fournis dans les Procédures d'évaluation environnementale et sociale et fournissent des orientations des conseils aux pays membres régionaux (PMR) lorsqu'ils entreprennent des évaluations environnementales et sociales pour des projets / programmes financés par la Banque. Il sera également utilisé par le personnel opérationnel de la Banque pour examiner et valider ces études et superviser les projets. La fourniture de conseils techniques de haute qualité est essentielle pour assurer le respect effectif, la capacité et la propriété de l'ISS pour le personnel de la Banque et les emprunteurs.

Les lignes directrices de l'évaluation intégrée d'impact environnemental et social sont présentées sous la forme de trois volumes autonomes fournissant des indications sur les trois composantes essentielles du processus d'évaluation environnementale et sociale, des thèmes spécifiques et des exigences de sauvegarde opérationnelle et des conseils techniques sur les secteurs et sous-secteurs clés, qui ont été suggérés par les départements opérationnels comme des domaines nécessitant des conseils:

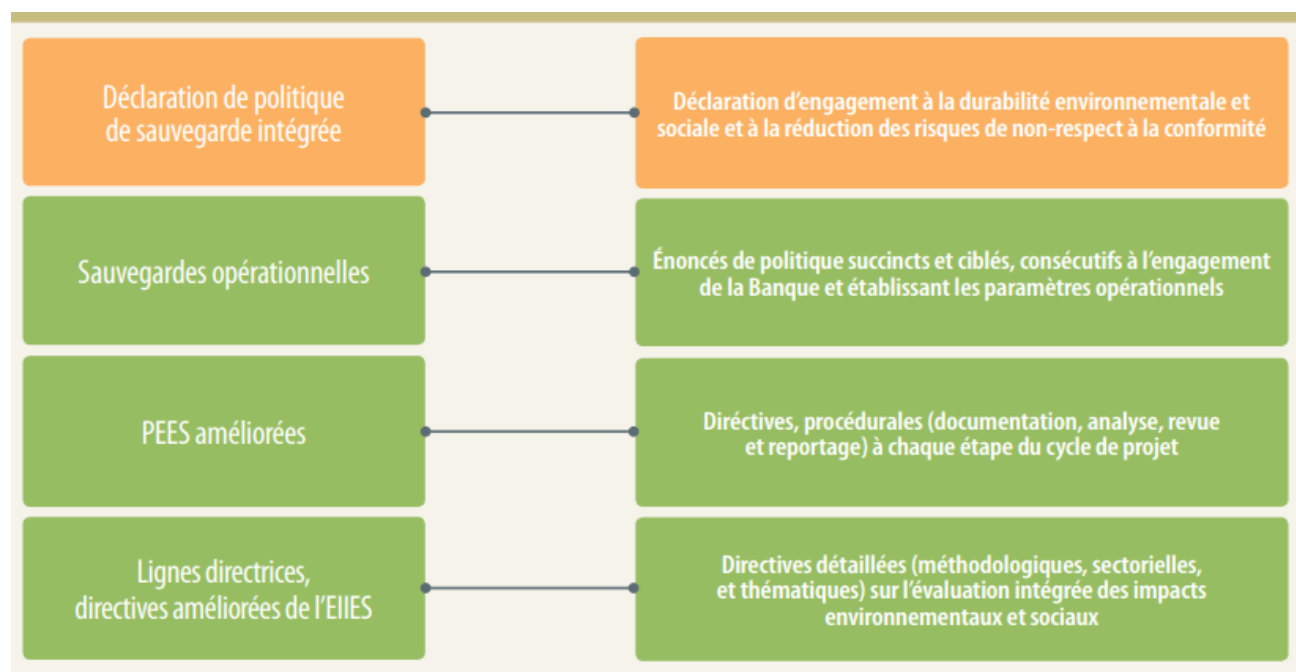


Figure 4: Schéma du Système de Sauvegardes Intégré

PROCÉDURES D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Procédures d'évaluation environnementale et sociale (PEES)

Les PEES de la BAD détaillent les procédures spécifiques que la Banque et ses emprunteurs ou clients doivent suivre pour que les opérations de la Banque satisfassent aux exigences des garanties opérationnelles à chaque étape du cycle de projet de la Banque. Leur adoption et leur mise en œuvre améliorent la performance environnementale et sociale des opérations de la Banque et améliorent les résultats du projet. Les PEES contribueront à améliorer la prise de décision et les résultats du projet en veillant à ce que les opérations financées par la Banque sont conformes aux exigences énoncées dans les sauvegardes opérationnelles (OS) et sont donc durables. Le PGES décrit la manière dont la Banque et ses emprunteurs doivent collaborer pour veiller à ce que les considérations environnementales, climatiques et sociales soient intégrées dans le cycle du projet, de la programmation par pays à l'achèvement. Il représente un mécanisme de coordination entre la Banque, les organismes gouvernementaux compétents et les entités du secteur privé et joue un rôle important dans le renforcement des capacités de gestion environnementale, sociale et du changement climatique de l'agence d'exécution du projet. Les procédures d'évaluation environnementale et sociale s'appliquent pendant tout le cycle du projet, avec des tâches différenciées à effectuer, des rôles et des responsabilités pour la Banque et ses emprunteurs et clients.

En outre, la Banque a mis en place un système intégré qui garantira l'intégration efficace de ses exigences environnementales et sociales dans l'ensemble du cycle du programme, à savoir le Système Intégré de Suivi des Sauvegardes (SISS). Le SISS fait partie intégrante du PGES. Vous trouverez ci-dessous un résumé du PGES.

https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/SSS_%E2%80%93vol1_%E2%80%93Issue4_-_EN_-_Environmental_and_Social_Assessment_Procedures_ESAP_.pdf

Lors de la programmation par pays, la tâche essentielle consiste à élaborer et à mettre à jour des données de base sur les composantes environnementales et sociales, les politiques, les programmes et les capacités des Pays Membres Régionaux (PMR) afin de mieux intégrer les dimensions environnementales et sociales dans les priorités de prêt. Ce sont les responsabilités des départements sectoriels et des départements régionaux de la Banque.

Lors de la phase d'identification du projet, l'exercice de sélection met l'accent sur les dimensions sociales et environnementales d'un projet afin de le classer dans l'une des quatre catégories en fonction des impacts environnementaux et sociaux négatifs potentiels du projet. Ces tâches seront effectuées par la Banque en collaboration avec les clients.

Lors de la préparation du projet, l'exercice de cadrage permet de définir la portée des évaluations environnementales et sociales (EES) à réaliser par l'emprunteur en fonction de la catégorie du projet, avec l'aide du personnel des départements opérationnels. La préparation de ces évaluations, y compris l'élaboration de plans et de systèmes de gestion exige des consultations avec les parties prenantes primaires et secondaires. Une fois ces évaluations finalisées, le processus d'examen permet aux départements opérationnels de s'assurer que la vision, les politiques et les directives de la Banque ont été

dûment prises en compte dans la conception et la mise en œuvre du projet. Les clients / emprunteurs seront chargés de la préparation des études et des plans requis, tandis que la Banque sera chargée d'examiner et de valider les études et les plans.

Au cours de la phase d'évaluation, les résumés de l'EIES seront examinés et approuvés par la Division des Sauvegardes et de la Conformité. Enfin, les procédures exigent la divulgation publique des résumés conformément aux délais spécifiés. Toutes les opérations de catégorie 2 doivent être divulguées au cours des 30 jours avant les délibérations du Conseil. La Banque sera chargée de mener des visites de sites et des activités de vérification concernant les études, les plans et les systèmes mis au point par les emprunteurs.

Lors de la phase de mise en œuvre du projet, les Emprunteurs veilleront à la mise en œuvre des plans de gestion environnementale et sociale élaborés pour faire face aux impacts négatifs, tout en surveillant les impacts et les résultats du projet. Le personnel opérationnel de la Banque supervise le travail des Emprunteurs et vérifie leur conformité par le biais de missions de supervision et / ou d'audits environnementaux et sociaux, le cas échéant. Des audits sont effectués pendant la phase d'achèvement et les évaluations postérieures visent également à évaluer la durabilité environnementale et sociale des résultats.

Les PEES incluent également des exigences de procédure telles que la catégorisation des projets, la divulgation et le suivi des projets pendant la mise en œuvre et l'exploitation.

Tous les projets relevant de la Facilité seront classés et structurés de manière à répondre aux exigences de la BAD en matière de SSI. Celles-ci sont décrites ci-dessous. Un suivi exhaustif, également décrit ci-dessous, sera effectué par la BAD et des consultants techniques chargés d'appuyer les projets. Les rapports au FVC seront basés sur les résultats de ce suivi.

Catégorisation des sous-projets

Conformément au SSI de la BAD, chaque sous-projet fera l'objet d'une évaluation environnementale et sociale afin de déterminer si le projet peut être financé également afin de garantir que les considérations environnementales et sociales sont bien intégrées dans la planification, la mise en œuvre et le fonctionnement des sous-projets. Chaque sous-projet dans le cadre du programme BAD-FVC fera l'objet d'un examen environnemental et social initial et sera classé en conséquence au stade initial du cycle du projet afin de déterminer la nature et le niveau des enquêtes environnementales et sociales, la divulgation des informations et l'engagement des parties prenantes. La catégorisation doit être effectuée conformément aux directives stipulées dans les PAES de la BAD. La catégorisation se fera conformément aux orientations prévues dans les PEES de la BAD. Ci-dessous les principaux points de catégorisation de projets selon les procédures PEES de la Banque.

Catégorie 1: Projets susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux significatifs -

Les projets de catégorie 1 sont susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et / ou sociaux négatifs importants et / ou irréversibles, ou d'affecter de manière significative les composantes environnementales ou sociales que la Banque ou le pays emprunteur jugent sensibles.

Catégorie 2: Les projets susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux moins défavorables que la catégorie 1 – Les projets de la Catégorie 2 sont susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et / ou sociaux nuisibles spécifiques au site qui sont moins défavorables que ceux des projets de catégorie 1. Les impacts probables sont peu nombreux, spécifiques au site, largement réversibles et facilement minimisés par l'application des mesures de gestion et d'atténuation appropriées ou en incorporant des critères et des normes de conception internationalement reconnus.

Catégorie 3: Les projets présentant des risques environnementaux et sociaux négatifs négligeables - Les projets de catégorie 3 n'affectent pas directement ou indirectement l'environnement et sont peu susceptibles d'avoir des impacts sociaux négatifs. Ils ne nécessitent pas une évaluation environnementale et sociale. Au-delà de la catégorisation, aucune action n'est requise. Néanmoins, pour concevoir un projet de catégorie 3 correctement, il peut être nécessaire d'effectuer des analyses de genre, des analyses institutionnelles ou d'autres études sur des considérations sociales spécifiques et critiques pour anticiper et gérer les impacts involontaires sur les communautés affectées.

Catégorie FI: Les projets de catégorie FI impliquent des prêts à des intermédiaires financiers qui prêtent ou investissent dans des sous-projets susceptibles d'avoir des impacts environnementaux et sociaux négatifs. Les intermédiaires financiers comprennent les banques, les sociétés d'assurance, de réassurance et de crédit-bail, les fournisseurs de microfinance, les fonds de capital-investissement et les fonds d'investissement qui utilisent les fonds de la Banque pour prêter ou fournir des fonds propres à leurs différents clients.

Sous-catégorie IF-A: le portefeuille proposé de l'intermédiaire financier est considéré comme à haut risque, et comporte des sous-projets à fort potentiel de changements climatiques ou environnementaux ou sociaux défavorables, équivalents à des projets de catégorie 1.

Sous-catégorie IF-B: le portefeuille de projets proposés par l'institution financière est considéré comme ayant un niveau de risque moyen, et comporte des sous-projets à potentiel d'effets néfastes limités environnementaux, sociaux et dus aux changements climatiques ou environnementaux ou sociaux défavorables, équivalents à des projets de catégorie 2.

Sous-catégorie IF-C: le portefeuille proposé par l'intermédiaire financier est considéré comme étant à faible risque et comprend des sous-projets qui ont peu ou pas d'impacts environnementaux ou sociaux négatifs et qui sont équivalents à des projets de Catégorie 3.

Notamment, les projets classés comme A ou FI-A ne seront pas pris en compte pour un financement dans le cadre de ce programme BAD-FVC. La BAD se propose de présenter des projets FVC classés que B ou C sur une base non-objection. Il ne sera pas nécessaire que ces projets soient soumis au Conseil d'administration du FVC aux fins d'évaluation et d'approbation ultérieures et seront approuvés dans le cadre des processus établis par la Banque et mis en œuvre conformément au SSI de la Banque. Des projets seront nécessaires pour satisfaire aux exigences des garanties opérationnelles de la Banque et du Fonds vert pour le climat.

Les sous-projets de la catégorie B ou C seront ensuite soumis à une évaluation environnementale et sociale appropriée et des mesures d'atténuation seront formulées pour garantir que les considérations environnementales et sociales soient prises en compte lors de la mise en œuvre des sous-projets du programme.

GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE PENDANT LA DUREE DU PROGRAMME

Le sous-projet sera évalué sur la base du processus de diligence raisonnable en commençant par la phase de sélection. Le processus global est décrit dans l'organigramme ci-dessous:

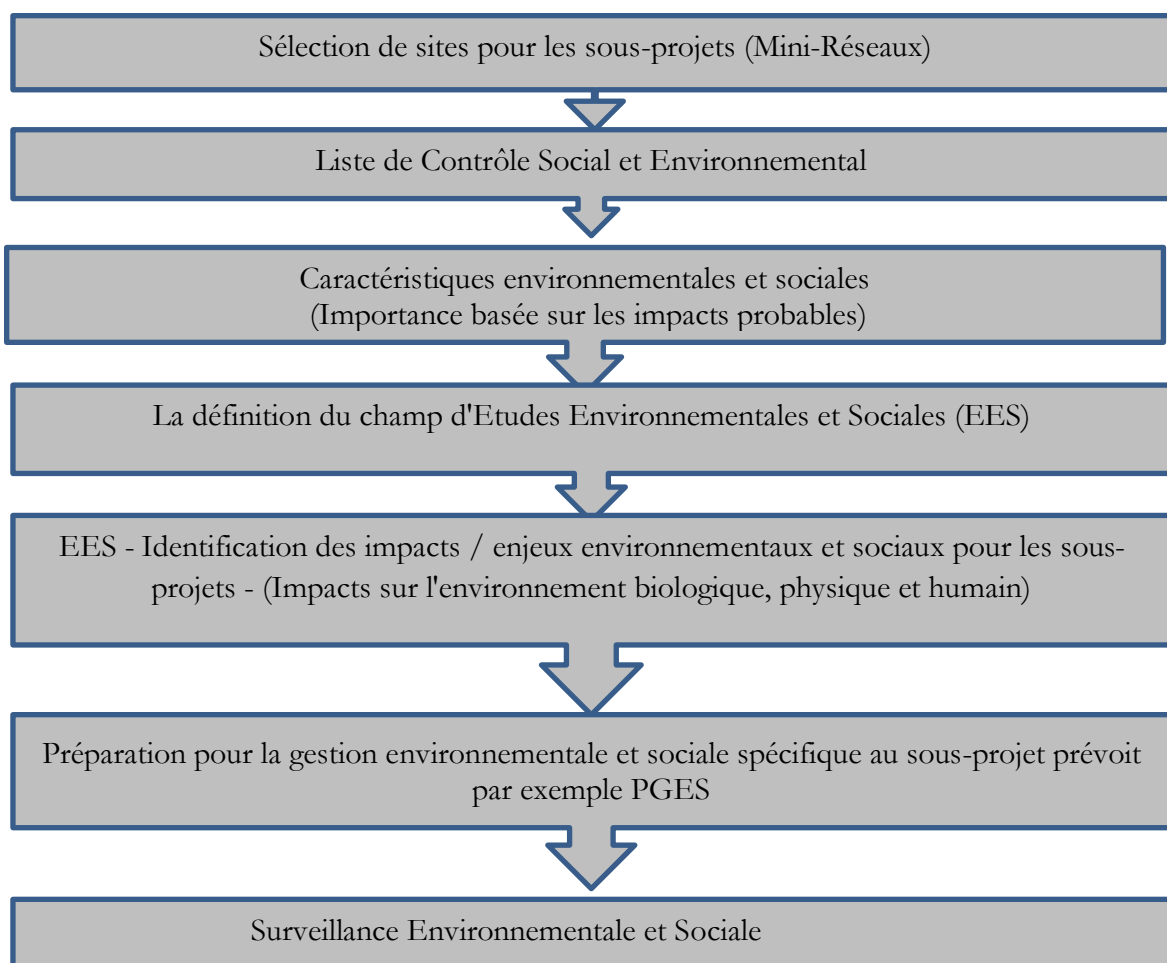


Figure 5: Processus du Plan de Gestion Environnementale et Sociale

Les sections suivantes décrivent ce qui doit être fait en matière de gestion environnementale et sociale à chaque étape de la vie globale du projet - identification du sous-projet, la préparation, l'évaluation, la mise en œuvre et l'achèvement.

Identification et évaluation préliminaire (examen environnemental et cadrage)

En collaboration avec le personnel des opérations de la Banque, l'emprunteur ou le client sélectionne les impacts environnementaux et sociaux, y compris les impacts du changement climatique, les mesures potentielles d'adaptation et d'atténuation et la vulnérabilité des populations et de leurs moyens de

subsistance afin de déterminer le type et le niveau spécifique d'évaluation environnementale et sociale. La sélection est effectuée conformément aux procédures EES de la Banque.

Essentiellement, le filtrage environnemental et social comprendra une sélection pour la catégorisation des sous-projets, le déclenchement des SE de la BAD et les aspects spécifiques E&S dans chaque sous-projet. La sélection environnementale et sociale initiale pour la catégorisation des sous-projets et les systèmes d'exploitation sera effectuée en se référant à la liste de contrôle disponible à l'annexe 2 du document de la procédure EES de la Banque. La sélection des systèmes d'exploitation de la BAD et des normes de performance de la SFI sera également effectuée et si la recommandation nécessaire pour les instruments de sauvegarde pertinents sera faite. La vérification de la protection environnementale et sociale, c'est-à-dire la vérification des systèmes d'exploitation qui ont été déclenchés, doit avoir lieu pendant la phase de préparation du projet dès que l'emplacement du site est relativement précis.

Les étapes à suivre sont les suivantes:

- I. Confirmer la présence de zones sensibles à l'environnement à partir de sources secondaires ou des observations préliminaires du site ;
- II. Vérifier l'étendue de l'applicabilité des politiques du gouvernement de la RDC et de la BAD dans les activités des sous-projets ;
- III. Identifier les impacts négatifs et positifs potentiels; clarifier les questions à approfondir lors de la préparation de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux qui sera réalisée au stade de la conception.

Cela devrait faciliter le séquençage des sous-projets et permettre de prendre en compte les délais, tels que ceux associés aux processus de validation réglementaire, dans la mise en œuvre du projet.

Les résultats du processus de sélection aideront à identifier la portée des EES et le délai requis pour obtenir les autorisations réglementaires (le cas échéant). La formulation des termes de référence spécifiques au sous-projet doit être faite sur la base des résultats de la sélection, en mettant en évidence les composantes environnementales et sociales qui nécessitent une évaluation détaillée au stade des EES.

Études d'Evaluation Environnementale et Sociale (EEES)

Les Etudes d'EES constituent l'outil le plus couramment utilisé pour garantir que les aspects environnementaux et sociaux sont pris en compte lors de la prise de décision - en influençant la conception pour éviter / minimiser et inévitablement atténuer les impacts négatifs résiduels et / ou améliorer les impacts positifs. Elles fournissent également une plate-forme pour obtenir les points de vue des parties prenantes, y compris la population directement concernée, afin d'améliorer la conception.

Le contenu général de chaque étude d'impact social et environnement dans le cadre du projet doit être conforme à la législation locale et respecter les exigences de la BAD. La Procédures d'EIES de la Banque reconnaissent la législation locale et les systèmes nationaux, dans la mesure du possible, afin de s'assurer que l'évaluation est conforme à la législation et aux normes applicables dans la juridiction locale, en tenant compte de l'équivalence des normes avec celles de la Banque. Des directives détaillées concernant les contenus EIES / EIS selon les exigences de la Banque sont stipulées dans la les principes de garantie opérationnelle 1: évaluation environnementale et sociale.

Une analyse comparative des mesures de protection opérationnelles de la BAD et de législation environnementale appliquée par la RDC a été présentée dans ce PGES.

Selon les exigences du Code de protection de l'environnement (loi n ° 11/009 du 09 juillet 2011 ou code de l'environnement de la RDC, 2011) et du décret n ° 14/019 du 02 août 2014, les études peuvent prendre la forme d'une étude complète d'impact environnemental et social ou d'une étude d'impact environnemental et social en fonction de la nature et de l'ampleur du projet et de la possibilité d'atténuer facilement les impacts environnementaux et sociaux.

Le résultat du processus de sélection déterminera parfois si une EIES complète est requise et, si cela est probable, il sera souvent plus efficace de préparer une EIES complète dès le départ. D'autre part, s'il est satisfait que le sous-projet n'ait pas d'impact significatif sur l'environnement ou les communautés affectées, ou que la fiche de projet indique des mesures d'atténuation suffisantes pour assurer l'acceptabilité des impacts anticipés, une autorisation environnementale est délivrée procédures de l'ordonnateur. Les études d'évaluation environnementale prendront en compte les systèmes d'exploitation de la BAD et les exigences locales décrites dans les législations environnementales de la RDC.

En réalisant des études d'évaluation environnementale et sociale, le programme BAD-FVC inclura et visera les aspects suivants:

- i. Définir la portée et le contenu des études EES en fonction du filtrage déjà réalisé et des garanties opérationnelles de la BAD ;
- ii. Obtenir des informations de sources primaires ou secondaires concernant les conditions actuelles des caractéristiques environnementales et sociales dans la zone d'influence du sous-projet (Examen des données de base) ;
- iii. Effectuer des consultations efficaces avec les parties prenantes, y compris le long de la zone d'impact du sous-projet proposé. Cela inclura également les personnes sans terre / les communautés marginalisées dont les moyens de subsistance peuvent être affectés par le sous-projet ;
- iv. Identifier les alternatives possibles pour les modifications de disposition proposées, l'utilisation de technologies alternatives, etc. en étroite collaboration avec l'équipe de conception ;
- v. Identifier et estimer quantitativement (dans la mesure du possible) les impacts clés et les classer pour faciliter la compréhension et la détermination de leur importance (par gravité, durée, phase du projet, etc.) ;
- vi. Sélectionner des mesures pouvant aider à gérer ces impacts de manière rentable - réduire les effets négatifs; et améliorer les résultats positifs et estimer les impacts résiduels, y compris ceux qui pourraient nécessiter un complément d'étude ;
- vii. Clarifier les arrangements institutionnels, les besoins de renforcement des capacités et les ressources nécessaires, y compris le mécanisme de règlement des plaintes et le budget, dans le cadre de la préparation du plan de gestion environnementale et sociale.

Après avoir identifié les impacts négatifs probables, la prochaine étape consistera à quantifier les impacts et à élaborer des plans d'action pour atténuer ces impacts négatifs.

1.2 Gestion Environnementale et Sociale spécifique pour ce Programme

Plans de gestion environnementale et sociale

Le client est tenu de prendre en compte les conclusions du processus d'évaluation environnementale et sociale et les résultats de l'engagement des parties prenantes afin d'élaborer et de mettre en œuvre un programme d'actions pour traiter les impacts environnementaux et sociaux identifiés et déterminer les mesures d'amélioration de la performance pour répondre aux exigences du SSI de la Banque.

Selon le type de projet, le programme d'actions peut consister en une combinaison de politiques opérationnelles, de systèmes de gestion, de procédures, de plans, de pratiques et d'investissements documentés, collectivement appelés plans de gestion environnementale et sociale («PGES»). Les composantes de ces plans ou programmes peuvent inclure, par exemple, le plan de gestion de l'environnement (PGE), le plan de mobilisation des parties prenantes et / ou d'autres plans spécifiques. Ces études peuvent être incorporées dans le document d'évaluation environnementale et sociale correspondant (par exemple, l'EIES ou l'étude d'impact sur l'environnement). Alternativement, ces plans peuvent être des documents autonomes.

Les plans de gestion environnementale et sociale sont les principaux outils permettant de structurer les projets de manière à respecter les systèmes d'exploitation, ainsi qu'un instrument clé pour le suivi de la performance environnementale et sociale du projet par la BAD.

Si aucune mesure corrective n'a été identifiée dans l'évaluation environnementale et sociale, un PEES ne serait pas nécessaire.

Instruments pour la gestion environnementale et sociale

Une série d'instruments environnementaux et sociaux (modèles) ont été conçus pour être utilisés pour systématiser les activités environnementales et sociales qui seront développées le long du cycle du projet, organiser les processus et tenir des registres du processus.

Les instruments de gestion identifiés pour les différentes étapes du cycle de projet sont les suivants: (i) Formulaire de Sélection Environnementale et Sociale (FSEE); (ii) Rapports trimestriels sur la mise en œuvre environnementale et sociale, (iii) Rapport de Suivi Environnemental et Social (RSES); et (iv) le Rapport Final Environnemental et Social (RFES). Ces différents rapports sont des outils internes à utiliser dans les activités quotidiennes, tandis que les rapports trimestriels sur la mise en œuvre sont des documents externes à partager avec la BAD. L'annexe 1 contient des modèles de ces instruments de gestion internes.

Formulaire d'examen environnemental et social

Le Formulaire d'examen environnemental et social est le premier instrument de gestion créé par les développeurs au cours de la première étape du cycle du projet (étape d'identification) pour identifier les risques environnementaux et sociaux potentiels, leur catégorisation et le niveau des études environnementales et sociales requises par le sous-projet et devant être menées pendant la phase d'évaluation.

Rapports trimestriels de mise en œuvre

Le client devra préparer des rapports trimestriels sur la performance environnementale et sociale du projet, y compris des mises à jour sur la mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale et / ou des plans d'action. Les rapports seront soumis à la Banque pour examen.

Rapport de suivi environnemental et social

Le rapport peut être effectué pendant l'exécution des travaux pour suivre et surveiller la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales identifiées dans les PGES. Le RSES contient des informations de base sur les visites de terrain périodiques, les personnes qui ont visité le sous-projet, les aspects environnementaux et sociaux observés lors de la visite du site, et des recommandations pour les développeurs de projets / entrepreneurs.

Rapport final environnemental et social

Le FRES est le quatrième et dernier instrument de gestion et peut également être utilisé une fois l'exécution des travaux du sous-projet terminée pour vérifier le respect des mesures environnementales et sociales convenues dans les plans.

Etudes pour la gestion environnementale et sociale

Pour se conformer à la législation nationale sur l'environnement et les garanties, tous les projets d'infrastructure doivent passer par un processus d'évaluation environnementale et sociale.

Etudes environnementales et sociales requises par les législations nationales

L'EIES et l'avis d'impact environnemental et social (au niveau du projet) ont été identifiés comme les études environnementales requises par la RDC législation sur l'environnement, à savoir les principes du droit protection de l'environnement (loi n ° 11/009 de 09 Juillet, 2011 également connu sous la RDC Code de l'environnement, 2011) et son décret associé No.14 / 019 du 02 Août 2014. Les législations fournissent la liste des projets dont la réalisation de l'évaluation environnementale est obligatoire.

Etudes environnementales et sociales exigées par les garanties et les normes de performance opérationnelles de la Banque et de la SFI

Si des problèmes de sécurité opérationnelle sont identifiés, il sera nécessaire d'effectuer des études environnementales et sociales pour se conformer aux garanties opérationnelles et normes de performance la Banque et de la SFI.

Si des points chauds de biodiversité naturelle ou des zones écologiques importantes sont identifiées, une analyse ciblée de la biodiversité et des services éco-systémiques est toujours nécessaire pour identifier les mesures permettant de prévenir, atténuer et / ou compenser les impacts négatifs potentiels dans le document EIES. Généralement, un cadre de gestion de la biodiversité supplémentaire doit être élaboré.

Si une politique ou des normes relatives à la réinstallation involontaire sont déclenchées, un plan d'action complet de réinstallation / indemnisation ou un plan abrégé de réinstallation / indemnisation doit être élaboré. *Il est prévu que tous les sous-projets auront un minimum de relocalisation et, par conséquent, un Plan d'Action de*

Relocalisation (PAR) abrégé sera utilisé pour traiter toutes les questions liées à la réinstallation involontaire conformément à la politique de Relocalisation Involontaire (RI) de la BAD.

En cas d'impact potentiel dans des zones reconnues pour leur importance culturelle ou historique, la norme de performance 8 de l'IFC sur le patrimoine culturel est déclenchée, ce qui nécessite l'utilisation du plan de procédures de recherche de chance pour prévenir ou minimiser les impacts potentiels.

Cependant, tous les projets identifiés comme étant situés sur des zones sensibles de la biodiversité ou des zones écologiques importantes, ou des sites du patrimoine culturel ainsi que des projets avec l'option de relocalisations involontaires en tant que projets de catégorie 1 ont été exclus des projets financés par le programme Mini-Réseaux Verts de la BAD et le FVC. L'annexe 2 de ce CGES présente les critères d'éligibilité et les critères d'éligibilité et d'exclusion des projets d'information détaillés.

1.3 Audit Environnemental et Social (AES)

Le SSI de la BAD spécifiquement les procédures d'évaluation environnementale et sociale décrire l'approche et le processus de suivi de la performance environnementale et sociale dans ses investissements en fonction de suivi de la mise en œuvre des exigences de performance, à savoir le système de suivi des garanties intégrées. Le système de suivi de sauvegardes intégré (SSSI) fait partie intégrante des PEES. L'objectif fondamental de ce système de suivi est de faciliter la vérification du projet conformément aux exigences énoncées dans les systèmes d'exploitation des systèmes intégrés de garanties, au cours du cycle du projet.

Les activités de suivi de chaque projet sont déterminées sur la base des risques et impacts environnementaux et sociaux associés au projet identifié lors de l'évaluation environnementale et sociale.

Ils peuvent également refléter les préoccupations importantes des parties prenantes et inclure un examen ou un audit d'achèvement des projets environnementaux et sociaux, le cas échéant. Au minimum, la BAD examine les rapports trimestriels de mise en œuvre préparés par les clients sur la performance environnementale et sociale du projet, y compris les mises à jour sur la mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale et / ou des plans d'action. Le personnel de la BAD peut également, le cas échéant, effectuer des visites sur site pour vérifier la conformité du projet avec les exigences environnementales et sociales convenues.

Plus précisément, le SSI a un certain nombre de fonctions clés:

Fonction référentielle : Le SSI agit comme référentiel pour les informations clés de l'EES généré sur la durée de vie du projet. A chaque étape du cycle du projet, des informations environnementales et sociales fondamentales pertinentes à ce stade est inséré dans le SSSI de telle sorte que, pendant toute la durée du projet, les informations requises sont compilées dans un seul document, à utiliser pour faciliter les contrôles de conformité périodiques.

Fonction de suivi: Le SSI est lié au système de base de données de gestion / SAP projet de la Banque et est donc utilisé pour suivre directement l'avancement du projet. Le SSSI est utilisé pour s'assurer qu'un projet ne peut avancer que de la phase d'identification du projet à la phase d'évaluation du projet, une fois

que les exigences pertinentes du système d'exploitation / du point d'austérité ont été remplies. Le SSI est également utilisé pour veiller à ce qu'un projet ne peut être soumis au Conseil une fois que les exigences pertinentes ont été correctement remplies par l'émission d'une Note de conformité environnementale et sociale (ESCON) par les garanties et de la conformité.

Fonction d'accès à l'information: Le SSI fournit un mécanisme par lequel l'information sur l'évaluation environnementale et sociale est accessible par le public. Il est mis à disposition au moment où la note conceptuelle de projet (PCN) est approuvée. Il contient également des liens vers les résumés des études d'EES. Il fournit également le mécanisme par lequel les membres du public peuvent demander des versions complètes de toutes les études d'EES, si nécessaire.

Si le client ne respecte pas ses engagements sociaux et environnementaux, tels que définis dans les accords juridiques, la BAD peut convenir avec le client des mesures correctives à prendre par le client pour atteindre la conformité. Si le client ne respecte pas les mesures correctives convenues, la Banque peut prendre de telles mesures et/ou exercer les recours prévus dans les accords de financement qu'elle juge appropriés. La BAD examinera également avec le client les possibilités d'amélioration de la performance liées aux projets.

D'un autre côté, l'arrangement de suivi du côté des clients de la BAD, c'est-à-dire le Ministère de l'énergie et les promoteurs de sous-projets, sera classé en deux catégories. Premièrement, des rapports de suivi environnemental et social de routine qui seront préparés pendant l'exécution des travaux pour évaluer la mise en œuvre des paramètres / aspects convenus dans les plans d'atténuation. Deuxièmement, le rapport de suivi trimestriel dans le cadre du rapport de mise en œuvre soumis trimestriellement à la Banque sera utilisé.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS DE GESTION DES EXIGENCES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Rôle et responsabilités des clients

La Banque attend de ses clients qu'ils gèrent les problèmes environnementaux et sociaux associés aux projets afin de respecter les garanties opérationnelles (SE) de la Banque sur une période raisonnable. Les projets impliquant de nouvelles installations ou activités commerciales seront conçus pour répondre aux besoins des systèmes d'exploitation dès le départ. Si un projet concerne des installations ou des activités existantes qui ne respectent pas les systèmes d'exploitation au moment de l'approbation du Conseil, le client devra adopter des mesures satisfaisantes pour la BAD, techniquement et financièrement réalisables et rentables pour assurer la conformité de ces installations dans un délai acceptable pour la BAD. En outre, la Banque travaillera avec ses clients pour gérer les risques environnementaux et sociaux compatibles avec les systèmes d'exploitation de leurs autres opérations associées au projet mais ne faisant pas partie de celui-ci.

Il incombe également au client de veiller à ce que des informations adéquates soient fournies afin que la Banque puisse entreprendre une évaluation environnementale et sociale conformément aux PEES de la Banque. Le client peut être tenu de commander des études environnementales et sociales appropriées et de mener un engagement auprès des parties prenantes et d'en couvrir les coûts. Le client devrait également permettre aux représentants de la BAD et aux consultants indépendants d'accéder aux installations et aux dossiers du projet.

Le rôle de la BAD et les responsabilités

Les responsabilités de la BAD sont compatibles avec son rôle d'institution financière internationale fournissant un financement bancaire pour les projets grâce à l'utilisation des ressources de la BAD approuvées par la direction et le conseil d'administration ou tout autre organe de prise de décision. En ce qui concerne tout investissement ou projet de coopération technique, le niveau de l'engagement de la BAD est déterminé par la nature et la portée du projet, la disponibilité du financement des donateurs, ainsi que les circonstances particulières de la collaboration et de la relation avec le client.

Programme Institutionnel / Arrangement d'Exécution

La BAD sera responsable de la supervision générale de la mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale et rendra des comptes au Fonds Vert pour le Climat (FVC) selon les modalités à convenir dans le cadre de l'Accord-Cadre d'Accréditation (ACA) et l'Accord sur les Activités Financées (AFA). Pour la gestion des ressources du FVC, un fonds d'affectation spéciale sera créé au sein de la BAD en tant que mécanisme autonome et le rôle de la Banque sera d'administrer les fonds. Dans le cadre de ce programme, la BAD sera un prêteur direct pour les projets en sa qualité d'entité accréditée.

Le pipeline de projets de mini-réseaux sera élaboré au moyen d'un processus d'appel d'offres concurrentiel. La BAD appliquera ses procédures d'évaluation du crédit, de due diligence et d'approbation à l'évaluation des clients potentiels, et seuls les sous-projets qualifiés selon les critères internes de la BAD seront éligibles à un investissement dans le cadre de ce PGES.

Le projet relève de la responsabilité du Ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques (MERH) qui contrôle et réglemente toutes les entités responsables de l'énergie. L'Unité de Gestion et de Coordination des projets du Ministère (UCG) du MERH assurera la coordination et le suivi de haut niveau du programme.

Le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, au niveau central, attribuera aux soumissionnaires privilégiés l'accord de concession - «Délégation de service public (DSP)» au titre de la loi de 2014 sur l'électricité. La production et la distribution seront regroupées dans une seule concession pour une période de 20 à 25 ans⁹ détenue par un véhicule spécialisé, couvrant le modèle de financement, de construction, de propriété et d'exploitation - BOOT. Il est considéré que les gouvernements provinciaux signeront les accords de concession avec le ministère central pour assurer la propriété locale. Le concessionnaire aura des obligations de performance clés (nombre de raccordements, COD, etc.) à vérifier par un ingénieur indépendant au nom des autorités concédantes. Aucune garantie ne sera fournie sur les risques commerciaux tels que la faible demande et l'incapacité à collecter des revenus. Les indemnités seront convenues dans le contrat de concession en cas de résiliation en cas de défaillance de la société de projet ou de l'autorité concédante, de force majeure ou d'autres événements politiques.

Pour le volet des dons d'assistance technique, l'UCG, sous l'égide du ministère de l'énergie et des ressources hydrauliques, mettra en œuvre les activités d'assistance technique. La gestion des fonds et les achats suivront les politiques et règles pertinentes de la BAD, guidées par la convention de subvention à signer entre l'UCG et la BAD. Tandis que le bénéficiaire de l'assistance technique obtiendra et contractera des consultants et des prestataires de services, la BAD détiendra et gèrera les ressources de la subvention et effectuera un paiement direct aux consultants / prestataires de services.

Arrangements Institutionnels pour la mise en œuvre du PGES

Pour la mise en œuvre du PGES, les arrangements institutionnels seront nécessaires. Le cadre organisationnel pour la mise en œuvre des mesures de PGES comprend:

Les rôles et les responsabilités de l'Entité Principale en charge de l'Exécution du Plan

Les principaux acteurs sont l'UCG sous la supervision du MERH, les développeurs privés des projets de mini-réseaux, le Groupe d'Etudes Environnementales du Congo (GEEC), les communautés affectées, et l'auditeur indépendant engagé par les développeurs de mini-réseaux pour réaliser une revue annuelle E&S. Ils ont chacun des rôles et des responsabilités différentes:

- Définition des exigences E&S applicables (définition des exigences E&S) ;

⁹Une période de concession de 20 ans a été assumée dans le cadre de la modélisation financière et des études de préféabilité. La période de concession exacte sera déterminée par l'UCG / Ministère des ressources énergétiques et hydrauliques en temps voulu.

- Dépistage des risques et impacts E&S (dépistage E&S) ;
- Due diligence et gestion des risques E&S (due diligence E&S) ;
- Suivi E&S ;
- Reporting E&S ;
- Audit E&S indépendant.

Individuellement, toutes les entités ont les responsabilités suivantes:

L'Unité de Coordination et de Gestion de Projet (UCG) sous la supervision du MERH

L'unité sera la principale entité d'exécution. UCG assurera la coordination générale du projet et dirigera la mise en œuvre des composantes du programme, qui comprendront la responsabilité globale de la diligence raisonnable en matière de garanties et de la surveillance de la conformité. En outre, UCG sera responsable de la coordination globale de la mise en œuvre et de la supervision du projet. Cette Unité se composera d'un spécialiste des garanties environnementales et sociales (SGES) et d'un Chargé de Liaison communautaire (CLC), qui sera responsable de toutes les questions liées à l'engagement des parties prenantes. Plus précisément, en termes de gestion des risques E&S à travers les composantes du projet, l'Unité de Gestion de Projet (UGP) sera responsable de:

- i. Surveillance générale des processus d'évaluation, de gestion et de suivi des risques liés à l'E&S, conformément à ce CGES, pour chaque composante du projet;
- ii. Mise en place et mise en place d'un système de Reporting des entités du secteur privé à UCG sur la mise en œuvre des exigences E&S;
- iii. Engager un auditeur indépendant E&S pour faire en sorte que les entités du secteur privé mettent en œuvre de manière cohérente les exigences E&S énoncées dans le PGES toujours;
- iv. Assumer la responsabilité de la participation des parties prenantes, maintenir un mécanisme adéquat d'engagement des parties prenantes et de réparation des griefs et veiller à ce que les entités du secteur privé maintiennent le même niveau. UCG établira une ligne de communication entre ses bureaux de site et assurera la réussite du projet sur cet aspect. Cela facilitera également la liaison avec les Ministères, Départements et Agences (MDA), les organisations communautaires, les ONG et les communautés affectées par les projets;
- v. Concevoir, organiser et mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités pour les concepteurs de mini-réseaux et d'autres parties prenantes clés;
- vi. Définir, conjointement avec les États et les gouvernements locaux respectifs, les priorités du projet en fonction des priorités techniques et de développement des politiques;
- vii. Résoudre, en consultation avec les gouvernements provinciaux et locaux, les défis nécessitant une intervention de haut niveau face au projet; et
- viii. Suivre la mise en œuvre du projet en consultation avec les États et les gouvernements locaux.

Développeurs de Projets Mini-Réseaux: planification et réalisation de la construction avec la responsabilité de se conformer à toutes les exigences pertinentes E&S. Leurs responsabilités comprennent:

- i. Définition des exigences E&S: les développeurs de mini-réseaux intégreront l'application des exigences E&S des applications dans leurs systèmes de gestion environnementale et sociale institutionnels, y compris les lois / politiques nationales et régionales et toute exigence définie par l'UCG et d'autres investisseurs (le cas échéant) ;
- ii. Projections E&S: développeurs de projets mini-réseaux
 - a. Procéder à la projection E&S réelle basée sur toutes les exigences pertinentes, en employant ou embauchant des spécialistes E&S qualifiés, et fournir des ressources suffisantes pour de telles activités.
 - b. Déterminer les principaux risques E&S et impacts des différents mini-réseaux et attribuer une catégorie E&S.
- iii. Due Diligence E&S: mini-développeurs de réseaux prépareront et à intégrer dans la conception des projets du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (SEP) et le mécanisme de réclamation.
- iv. Suivi E&S: les développeurs de mini-réseaux mèneront des activités d'auto-surveillance conformes à leur SGES et centraliseront correctement tous les enregistrements de surveillance.
- v. Rapports E&S: les développeurs de projets devront :
 - a. Préparer des rapports annuels E&S sur la base des exigences de déclaration de l'UCG;
 - b. Signaler tout incident ou accident les jours suivant leur survenance, y compris les amendes E&S, les litiges, ou d'autres questions administratives / juridiques.
- vi. E&S audit: les développeurs des projets de mini-réseaux fourniront tous les rapports et documents pertinents aux auditeurs E & S indépendants en temps voulu, sur demande.

- **Les agences d'exécution des composants (ARE /ANSER):** elles mettent en œuvre, contrôlent et suivent les mesures environnementales et sociales des sous-projets. Elles rendent également compte de l'exécution de ces mesures. Chacune dispose d'un service environnemental et social composé d'un spécialiste de la sauvegarde environnementale et sociale.

- **GEEC sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, Conservation de la Nature et du Tourisme:** le GEEC examine et approuve la classification environnementale des projets et approuve les études d'impact et les PGES des sous-projets et participe au suivi externe de la mise en œuvre.

- **Entreprises de travaux sous contrat avec les développeurs des mini-réseaux:** elles mettent en œuvre les mesures d'atténuation (contractuelles) ainsi que les clauses environnementales et sociales avec la production périodique de rapports sur la mise en œuvre de ces mesures.

- **Les autorités locales et régionales (autorités provinciales):** à travers les cellules communales, ils ont participé à la mise en œuvre du projet par la présélection des sites de sous-projets, l'identification des Personnes Affectées par le Projet (PAP), l'enregistrement des plaintes, et la proximité du suivi des actions sur le terrain.

- **les Services Techniques Décentralisés (autres Institutions Sectorielles/ Ministères / Organismes liés aux ressources communautaires et naturelles de ces terres, forêts, eau, genre/ protection sociale):** ils soutiennent la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales sur le terrain dans leurs domaines respectifs et fournissent un soutien dans le suivi et la préparation des rapports.

- **Les associations, les ONG et les populations locales:** ils soutiennent la mise en œuvre du plan de communication et la prévention des conflits.
- **Conseils Villageois de développement (CVD):** ils soutiennent la mise en œuvre des sous-projets, en particulier dans les domaines de l'identification des PAP, la prévention / résolution des conflits et la compensation des pertes endurées par les personnes dans le cadre de la réalisation des projets.
- **Les autorités coutumières et religieuses:** elles soutiennent la mise en œuvre de mesures d'atténuation dans le cadre de la consultation publique et du processus de gestion des conflits et des litiges liés aux PAP.

ENGAGEMENTS DES INTERVENANTS ET GESTION DES CONFLITS

Consultation et Engagement des parties prenantes

La BAD reconnaît l'importance d'un engagement ouvert et transparent entre les clients, les travailleurs, les communautés locales directement concernées par les projets et, le cas échéant, les autres parties prenantes en tant qu'élément essentiel des bonnes pratiques internationales et de la citoyenneté d'entreprise. Un tel engagement est aussi un moyen d'améliorer la durabilité environnementale et sociale des projets. En particulier, un engagement communautaire efficace, adapté à la nature et de l'ampleur du projet, favorise des performances environnementales et sociales saines et durables et peut conduire à une amélioration des résultats financiers, sociaux et environnementaux, ainsi qu'à des avantages communautaires accrus. L'engagement des parties prenantes est essentiel pour établir des relations solides, constructives et réactives essentielles à la gestion efficace des impacts et des problèmes environnementaux et sociaux d'un projet.

Les Sauvegardes Opérationnelles 1 (SO 1) stipulent que l'emprunteur ou le client est responsable de mener et de fournir des preuves de consultation significative (consultation libre, préalable et éclairée) avec les communautés susceptibles d'être affectées par des impacts environnementaux et sociaux et avec d'autres parties prenantes locales. L'équité et l'inclusion sont les principaux objectifs d'une consultation efficace. Cela signifie que l'approche adoptée doit garantir que tous les groupes (y compris ceux qui sont défavorisés ou vulnérables) sont inclus dans le processus de consultation sur un pied d'égalité et que tous les groupes ont la capacité d'exprimer leurs points de vue en considération.

Elles indiquent également que l'emprunteur ou le client est responsable d'assurer la satisfaction d'un Large Soutien Communautaire (LSC), en particulier pour les projets de catégorie 1 (note, le programme ne couvre pas les projets de la catégorie 1) et des projets touchant les peuples autochtones, en vue de promouvoir des solutions appropriées qui ne nuisent pas au style de vie quotidien de ces populations. Cette consultation doit être menée avec les objectifs d'assurer un soutien communautaire élargi pour ce projet et que les personnes directement affectées par ce projet approuvent les mesures d'atténuation et de gestion proposées. Considéré par la Banque comme un principe clé, le LSC est défini comme un ensemble

d'expressions par les communautés affectées, par des particuliers ou leurs représentants reconnus, à l'appui du projet.

Dans ce programme de la BAD et du FVC, la consultation doit être adaptée aux préférences linguistiques des communautés touchées, leur processus de prise de décision, et les besoins des personnes défavorisées ou des groupes vulnérables. Avec ce scénario, le LSC permettra de savoir si les communautés touchées sont favorables au projet et non pas de savoir s'il y a un manque d'opposition au projet. Pour assurer ce LSC, la consultation doit offrir des possibilités aux communautés touchées en leur permettant d'exprimer leurs points de vue sur les risques du projet, les impacts et les mesures d'atténuation et de gestion, ce qui permettra à l'emprunteur ou le client de les prendre en compte et d'y répondre de manière à faciliter la réalisation ultime du LSC.

La Banque exige que la consultation soit considérée comme un processus continu, et non juste comme une étape dans les procédures afin d'obtenir l'approbation du projet. Cette consultation doit commencer à l'étape d'identification du projet, ou au moins plus tôt lors de la préparation du projet et doit continuer pendant toute la durée du projet jusqu'à la construction, l'exploitation et au retrait du projet. Comme la Banque reconnaît les exigences locales en matière de normes environnementales et sociales, la consultation et la participation des parties prenantes devront également intégrer les exigences de consultation lors de la réalisation de l'Evaluation Environnementale et Sociale (EES) comme prescrit dans les législations environnementales de la RDC (en particulier la Section 4 de l'article 24 du Code de l'environnement de la RDC, 2011 et à la section V du décret n ° 14/019 02 Août du, 2014).

Les résultats de la consultation doivent être perçus de manière adéquate dans la conception et la documentation du projet. Les communautés directement touchées ont la possibilité de participer aux étapes clés de la conception et l'exécution des projets. Par conséquent, les parties prenantes seront consultées pour d'obtenir leurs opinions dans la préparation du projet de Termes de Référence de l'Evaluation Environnementale et Sociale (EES), et des Etudes d'Evaluation Environnementale associées (Projet d'Avis d'Etude d'Impact sur l'Environnement ou projet de rapport /résumé EIIES, et le projet de rapport du PGES). Les consultations seront menées avec l'objectif d'assurer que le projet bénéficie d'un large soutien de la communauté, et que les personnes directement affectées par celui-ci approuvent les mesures d'atténuation et de gestion proposées. Lorsque l'emprunteur ou le client a identifié les communautés vulnérables qui pourraient être affectés par le projet, celui-ci doit s'engager dans une consultation et participation significative en connaissance de cause avec les communautés vulnérables, en commençant le plus tôt possible dans le cycle du projet avant que ce projet ne soit soumis à l'approbation pour financement.

Le client et la Banque mettront à la disposition du public les documents liés à l'EIES. Les procédures exigent la divulgation publique des résumés conformément aux délais prévus. Tous les documents relatifs aux opérations de catégorie 2 doivent être rendus publics 30 jours avant les délibérations du Conseil.

En outre, les Notes d'orientation de la Banque (EIIES) contiennent des informations détaillées sur le mécanisme de consultation définissant divers aspects de la consultation, y compris les objectifs de consultation, les exigences, l'approche dans la réalisation d'une consultation (comment effectuer la consultation, comment approcher les personnes devant être consultées, qui doit être impliqué et à quel

stade). Mettant un accent particulier sur l'aspect spécifique de l'engagement des parties prenantes, les Notes d'orientation de la Banque (EIIES) fournissent également des conseils sur l'identification des groupes vulnérables selon les SO 1 relatives aux besoins des groupes vulnérables et offrent également des mesures différenciées pour l'inclusion des groupes vulnérables dans le développement. Les notes fournissent, par ailleurs, d'autres principes directeurs sur le Plan de Développement Communautaire Autochtone (PDCA) et le contenu de ce plan.

Mécanismes garantissant la preuve d'un Large Soutien Communautaire

Les Sauvegardes Opérationnelles SO 1 indiquent que l'emprunteur ou client est responsable de la conduire et fournir des preuves de consultation significative (c'est-à-dire que la consultation est libre, préalable et précise) avec les communautés susceptibles d'être touchées par les impacts environnementaux et sociaux, ainsi qu'avec d'autres acteurs locaux. La consultation significative vise principalement l'équité et l'inclusion. Cela signifie que l'approche adoptée doit garantir que tous les groupes (y compris ceux qui sont défavorisés ou vulnérables) sont inclus dans le processus de consultation sur un pied d'égalité et que tous les groupes ont la capacité d'exprimer leurs points de vue en considération.

Pour assurer un large soutien communautaire, la consultation doit offrir des possibilités aux communautés touchées d'exprimer leurs points de vue sur les risques du projet, les impacts et les mesures d'atténuation et de gestion, et permettre à l'emprunteur ou au client de tenir compte de ces points de vue et d'y répondre de manière à faciliter la réalisation ultime de ce soutien communautaire.

La consultation doit être documentée; en particulier, les actions spécifiques, les mesures ou autres exemples de prise de décision qui ont été influencés par ou sont directement issus des contributions de ceux qui ont participé à la consultation. En outre, toutes les activités de consultation spécifiques doivent également être documentées, sous forme de registres de présence, comptes rendus de réunions, des photographies et autres formes de journal de consultation (tels que les diagrammes ou, dessins, etc.). Si une consultation a déjà eu lieu sur un projet, l'emprunteur ou le client doit être en mesure de fournir des preuves suffisantes écrites de ces consultations préalables.

Les résultats de la consultation doivent également être déclarés aux communautés directement affectées par le projet ainsi que les autres parties prenantes à intervalles réguliers. Les communautés touchées et les parties prenantes voudront savoir comment leurs opinions et recommandations ont été prises en considération par l'emprunteur ou le client, quelles sont celles qui ont été adoptées par l'emprunteur ou le client, quelles mesures d'atténuation des risques ou d'impact seront mises en place pour répondre à leurs préoccupations, et comment, par exemple, les impacts du projet seront surveillés.

Inclusion des groupes vulnérables

Le SSI de la BAD définit les personnes ou les groupes vulnérables comme les personnes au sein de la zone d'influence d'un projet qui sont particulièrement marginalisées ou défavorisées, et qui pourraient donc être plus susceptibles que les autres de subir les impacts négatifs d'un projet. La vulnérabilité peut être

déterminée en identifiant la probabilité qu'une personne ou un groupe soit confronté à des conditions de vie plus à la suite de la mise en œuvre du projet.

Le statut de « vulnérable » peut provenir de plusieurs facteurs, notamment le genre (masculin ou féminin) du groupe, la situation économique, l'origine ethnique, la religion, les comportements culturels, l'orientation sexuelle, la langue ou l'état de santé physique et psychologique. Les groupes vulnérables peuvent inclure, entre autres, les ménages dirigés par des femmes, les personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté, les personnes sans terre, les personnes sans titre légal de possession d'actifs, les minorités ethniques, religieuses et linguistiques, les peuples autochtones, les personnes vivant avec un handicap, etc.

Les groupes vulnérables sont plus susceptibles d'être exposés aux effets néfastes des projets à grande échelle avec une grande zone d'influence, des impacts cumulatifs potentiels et plusieurs communautés affectées, que dans des projets à petite échelle qui ont des problèmes spécifiques au site.

Exigences du SSI de la BAD concernant les groupes vulnérables

La BAD s'est engagée à promouvoir les droits de l'homme sur le continent africain et à protéger les groupes vulnérables - en particulier les peuples autochtones - dans le contexte des réglementations et systèmes nationaux.

Les Sauvegardes Opérationnelles SO 1 stipulent que *« lors de l'évaluation des impacts potentiels d'un projet sur les collectivités touchées, l'emprunteur ou le client doit utiliser une expertise appropriée et qualifiée pour identifier les personnes et groupes susceptibles d'être touchés directement, indirectement ou de manière disproportionnée par le projet en raison de leur situation précaire reconnue. »*

Les SO 1 indiquent également que, *« lorsque des groupes seront identifiés comme vulnérables, l'emprunteur ou le client mettra en œuvre des mesures différenciées inévitables visant à ce que les impacts négatifs ne pèsent pas de façon disproportionnée sur ces groupes vulnérables et qu'ils ne soient pas désavantagés dans le partage des bénéfices et des opportunités du développement, tels que les routes, les écoles, les centres de santé ».*

Les SO 1 soulignent également *la nécessité d'évaluer les questions de genre dans le contexte de la vulnérabilité. Une évaluation de la problématique du genre doit être effectuée pour chaque projet et les données recueillies doivent servir de base de conception des projets et des plans de compensation qui visent à un meilleur équilibre des genres.*

Enfin, ces normes relèvent que *les groupes pouvant être considérés comme vulnérables peuvent inclure des groupes sociaux ou culturels reconnus comme peuples autochtones. La Banque cherche à promouvoir la sauvegarde des terres, des biens naturels et du patrimoine culturel des peuples autochtones par ses pays membres et à assurer une protection spéciale aux projets pouvant impliquer leur réinstallation.*

En outre, le SSI exige que le processus d'évaluation environnementale et sociale (ESA) identifie systématiquement les groupes vulnérables. L'identification des groupes vulnérables sera le résultat d'une analyse minutieuse du contexte social et économique dans lequel le projet fonctionnera. La présence de facteurs à l'origine de la vulnérabilité devrait être analysée, de même que les impacts potentiels du projet sur les groupes vulnérables, la capacité des groupes vulnérables à faire face à ces impacts ou à s'y adapter, et le potentiel d'atténuation de ces impacts d'une manière qui tient compte des vulnérabilités spécifiques ou du statut de marginalisation en question. La prise en compte de la situation particulière des groupes

vulnérables devrait aider les emprunteurs ou les clients à mieux définir les impacts pertinents pour les groupes et à améliorer la conception et la mise en œuvre d'un plan de développement communautaire spécifique (PDC) ou d'un plan de développement communautaire autochtone (PDCA).

Objectif et Portée de l'identification des groupes vulnérables

L'objectif de l'identification des groupes vulnérables est de permettre une concentration stratégique sur la prise en compte de leurs points de vue et de leurs besoins spécifiques lors de la planification du projet et d'éviter ainsi de leur nuire, ainsi que s'assurer qu'ils aient la possibilité de participer et bénéficier du projet proposé. Après leur identification, l'objectif est de définir des mesures différenciées afin de garantir leur protection et d'assurer que d'une bonne planification et d'une bonne orientation des avantages appropriés à leur endroit.

- **Groupes vulnérables et Genre**

Les projets peuvent avoir des impacts différents sur les femmes et les hommes, en raison de leurs rôles socioéconomiques différents et de leurs divers degrés d'accès et de contrôle des actifs, des ressources productives et des possibilités d'emploi.

La discrimination fondée sur le genre limite souvent l'accès aux ressources, aux opportunités et aux services publics nécessaires pour améliorer le niveau de vie. En outre, il peut exister des normes, des pratiques sociétales ou des obstacles juridiques qui entravent la pleine participation des personnes d'un même sexe (généralement des femmes, mais potentiellement des hommes) à la consultation, la planification de projet, la prise de décision, la mise en œuvre des activités du projet ou le partage des avantages.

- **Autres groupes vulnérables**

Ceux qui ont un faible statut économique, en particulier ceux qui sont en dessous du seuil de pauvreté, les sans-terres, ou les personnes qui n'ont pas de permis légaux d'accès aux ressources peuvent également ne pas disposer des ressources et des capacités nécessaires pour participer au processus décisionnel ou au partage des avantages du projet au même titre que ceux dont le statut économique est plus élevé.

En outre, les personnes souffrant de problèmes de santé, les personnes handicapées, etc., sont également des groupes qui manquent généralement des capacités, des moyens ou de la voix pour éviter les impacts négatifs du projet et tirer des avantages du projet.

Mesures différenciées pour l'inclusion des groupes vulnérables dans le développement

Une fois que les groupes ont été identifiés comme vulnérables, l'emprunteur ou le client doit proposer et mettre en œuvre des mesures à éviter que les effets négatifs ne les affectent pas de manière disproportionnée et que ces groupes ne soient pas défavorisés dans le partage des avantages et opportunités de développement. Des mesures différenciées sont nécessaires pour répondre aux exigences de types spécifiques de groupes vulnérables. Le SSI de la BAD fournit des orientations sur les exigences en matière de mesures différenciées à des types spécifiques de groupes vulnérables, notamment les

mesures visant les groupes vulnérables, les populations autochtones, les groupes vulnérables réinstallés et d'autres groupes vulnérables, tels que les handicapés, etc.

Une consultation utile est d'une importance vitale pour déterminer quelles mesures différenciées sont nécessaires pour les groupes vulnérables en question, ainsi que pour rechercher un large soutien communautaire (LSC) auprès de ces groupes vulnérables. Il devrait y avoir un processus de consultation ciblé et significatif, soutenu par des informations adéquates et mené avec chaque groupe vulnérable.

Des séances de consultation spécifiques et ciblées avec chaque groupe vulnérable sont importantes car les consultations avec des groupes non vulnérables peuvent ne pas toujours révéler les conditions particulières ou les préoccupations des groupes vulnérables et la manière dont celles-ci peuvent être abordées de manière différenciée et ciblée (voir la Note d'orientation).

La consultation autour de mesures différenciées pour les groupes vulnérables nécessite une approche socialement et culturellement adaptée qui garantisse :

- l'expression des points de vue de ces groupes vulnérables, leurs préoccupations et propositions, dans les langues et modes de leur choix, sans manipulation externe, ingérence, coercition, ou intimidation ;
- Les instances représentatives et les organisations de la société civile, ainsi qu'un nombre suffisant de membres du groupe eux-mêmes vulnérables, sont inclus dans le processus de consultation ;
- Les dirigeants locaux choisis pour «représenter» les points de vue des membres vulnérables de la communauté ont obtenu consentement de ces membres et comprennent leurs points de vue et leurs objectifs ;
- Des espaces de discussion sont créés, perçus comme «sûrs» du point de vue du groupe vulnérable et facilement accessibles.

Les consultations avec chaque groupe vulnérable doivent principalement chercher à élucider les conditions et préoccupations particulières du groupe en question et la forme que doivent prendre les mesures différenciées associées afin de garantir que les vulnérabilités du groupe en question ne soient pas intensifiées par le projet et que le groupe ait la possibilité et la capacité de bénéficier du projet en fonction de ses points de vue et de ses besoins.

Pour le programme de mini-réseaux en RDC, l'intégration de la dimension de genre et l'évaluation de la vulnérabilité ont été suggérées parmi d'autres évaluations à être entreprises afin de s'assurer que les mesures d'égalité entre les sexes et d'inclusion sociale soient effectivement intégrées dans le programme (voir annexe 5).

Par conséquent, en abordant les questions liées à l'inclusion des groupes vulnérables dans le programme, le ministère de l'Énergie, par le biais de l'Unité de Coordination et de Management du Projet (UCG) en tant qu'entité d'exécution principale, agira en étroite collaboration avec les institutions concernées (conformément au cadre juridique et administratif du pays présenté dans les informations de base) et veillera à ce que les groupes vulnérables soient inclus dans le programme et fassent partie de ses principaux bénéficiaires.

L'Intégration du genre et de l'Evaluation de la vulnérabilité

Le terme « groupes vulnérables » désigne les personnes qui, en vertu de l'identité de genre, l'origine ethnique, l'âge, le handicap, un désavantage économique ou le statut social peut être plus durement touchés par les effets du projet que d'autres et qui peuvent être limités dans leur capacité à revendiquer ou obtenir des avantages du projet. Les personnes vulnérables et / ou les groupes peuvent également inclure des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, les personnes sans-terre, les ménages dirigés par les personnes âgées, des femmes ou des enfants-, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les minorités ethniques, les communautés dépendantes des ressources naturelles ou les autres qui ne sont protégées ni par le droit national ni par le droit international. Il est important d'identifier et de traiter ces groupes au cours des phases de consultation début des projets afin d'éviter de faire supporter des contraintes supplémentaires à ces groupes dans le cadre du projet.

L'autonomisation des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les groupes de jeunes est essentiel pour le bien public et d'autant plus qu'un certain nombre d'entre eux sont agriculteurs. L'étude de faisabilité a révélé que, dans les deux régions, les femmes sont largement impliquées dans les activités agricoles et connexes. Ainsi, un engagement adéquat des femmes est un aspect essentiel pour assurer la sensibilité et la durabilité de la gestion globale du projet. Par conséquent, des efforts démontrés doivent être déployés pour encourager la participation des femmes au projet. L'annexe 5 présente quelques informations à fournir dans le cadre d'une évaluation des problèmes et des opportunités liés à la problématique du genre.

L'objectif premier des mesures d'évaluation et d'assistance des personnes vulnérables est d'éviter l'apparition d'une vulnérabilité induite par le projet et, le cas échéant, d'en atténuer les effets grâce à des mesures préventives et de suivi.

Les critères utilisés pour évaluer la vulnérabilité induite par le projet comprennent : la pauvreté avant-projet, la composition des ménages, le revenu, l'offre alimentaire, le logement, le soutien social et la santé.

Les critères sont utilisés pour établir la vulnérabilité des ménages par rapport aux conditions locales. La vulnérabilité devient ainsi définie localement comme les ménages qui sont reconnus comme étant dans une situation difficile dans le contexte de la pauvreté générale dans la région.

La vulnérabilité doit être considérée en deux étapes: la vulnérabilité préexistante et de la vulnérabilité liées difficultés de transition. La vulnérabilité préexistante comprend cette phase qui serait présente avec ou sans le développement du projet. La vulnérabilité aux difficultés transitoires survient lorsque les personnes directement affectées par le projet, qu'elles soient prédisposées ou non, ne peuvent pas s'adapter aux nouvelles conditions dues au choc ou au stress lié aux activités du projet.

Les mesures du projet visant à identifier les ménages vulnérables et les individus comprennent:

- Les techniques participatives d'engagement pour confirmer la perception de la communauté de bien-être et d'identifier les ménages à risque;
- L'analyse des données de base pour identifier les ménages à risque;
- La mise en œuvre des enquêtes de surveillance des ménages destinées à révéler les tendances de la protection sociale (composition des ménages, biens, sources de revenus, les dépenses, etc.);

- Auto-enregistrement dans les bureaux des ménages qui s'identifient comme vulnérables ou à risque; avec tous ces enregistrements menant à une évaluation de ce ménage par l'équipe projet / investisseur afin d'évaluer la vulnérabilité des ménages; et
- Des visites régulières à tous les ménages déplacés physiquement et les ménages déplacés économiquement identifiés comme vulnérables au cours des processus de planification et de mise en œuvre de réinstallation de réévaluer la vulnérabilité de ces ménages. Ces visites auront lieu au moins une fois par trimestre ; et chaque visite sera enregistrée dans la base de données en signalant les modifications apportées aux indicateurs qui posent problème.

L'engagement des populations autochtones

Les projets peuvent avoir un impact sur les groupes sociaux ou culturels reconnus en tant que peuples autochtones, soit par la législation nationale, soit selon leur propre identification en tant que membres d'un groupe culturel distinct ayant un attachement collectif à des habitats ou des territoires ancestraux distincts; les institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques coutumières séparées de la société ou de la culture dominante; et une langue indigène - souvent différente de la langue officielle du pays. Il est fréquent que les peuples autochtones soient plus perturbés que les autres groupes dans leur capacité à faire face aux impacts du projet et à conserver un accès suffisant aux ressources culturelles et matérielles dont ils ont besoin pour survivre et maintenir leurs moyens de subsistance.

La BAD reconnaît l'existence de segments marginalisés et vulnérables dans plusieurs sociétés en Afrique. L'accent est mis sur l'évaluation, le soutien et le suivi des groupes vulnérables par des moyens ciblés, les mesures et des modalités incluses dans les opérations financées par la Banque. Cependant, la BAD est une banque régionale opérant sur un continent aux réalités socioculturelles uniques. «Ethnicité» et «personnes autochtones» sont des termes extrêmement litigieux, compte tenu des contextes et réalités sociaux, culturels et politiques en Afrique. Pour cette raison, la Banque met l'accent sur l'inclusion des problèmes relatifs aux les personnes vulnérables dans ses opérations. C'est parce que la vulnérabilité est une préoccupation sociale fondamentale qui recoupe toutes les facettes des sociétés africaines.

Le SSI traite principalement les peuples autochtones comme un cas particulier des groupes vulnérables. L'accent et l'approche concernant les groupes vulnérables du SSI reposent sur l'expérience de la Banque dans la mise en œuvre de ses normes, politiques et directives en matière d'E & S. L'intention est de ne pas se concentrer exclusivement ou en grande partie sur un groupe, comme les peuples autochtones, mais englober un éventail plus large de groupes qui peuvent être touchés par ses opérations. Les questions relatives aux peuples autochtones sont traitées en intégrant un certain nombre de principes de sauvegarde sociale essentiels qui sont conformes aux directives générales adoptées par le Groupe de travail des Institutions Financières Internationales (IFI) sur l'environnement. Celles-ci comprennent: un large soutien de la communauté, la prise en compte des impacts sur la communauté, les groupes vulnérables (y compris les minorités, les femmes, les peuples autochtones et le patrimoine culturel), l'adoption de consultations libres, préalables et éclairées, la mise en place de véritables mécanismes de réclamation et de réparation au niveau des projets, la protection des peuples autochtones et des autres communautés locales contre les atteintes à leurs droits sur les biens, la protection des communautés locales dans l'utilisation de leurs ressources naturelles, y compris la terre de manière durable et l'utilisation des connaissances autochtones.

Le système de sauvegarde intégré (SSI) de la Banque africaine de développement a soigneusement consulté les grandes parties prenantes africaines à concevoir et à incorporer des dispositions adéquates pour les peuples autochtones pour trois raisons interdépendantes:

1. Les peuples autochtones constituent un groupe vulnérable qui mérite une attention particulière. Ces peuples sont généralement plus vulnérables à la marginalisation économique et sociale, à l'exploitation ou à l'exclusion. Pour ces raisons, une attention particulière en termes de consultations et un soutien approprié et différencié doivent être fournis pour aider les peuples autochtones à faire face à leur réinstallation et à améliorer leurs conditions de vie, conformément aux lois nationales.
2. Offrir des opportunités aux peuples autochtones fait partie intégrante de la stratégie de croissance inclusive de la Banque. La croissance inclusive est une croissance partagée par tous, en particulier par les plus vulnérables. Pour cette raison, la Banque désire mieux comprendre les besoins particuliers des populations autochtones afin de pouvoir promouvoir et défendre leur bien-être et veiller à ce que les bénéfices de la croissance soient partagés avec eux de manière équitable.
3. Cohérence avec l'approche adoptée par d'autres Banques Multilatérales de Développement (BMD) et les Institutions Financières Internationales (IFI). Bien que les institutions financières multilatérales aient adopté un cadre commun pour les évaluations environnementales, la manière dont ces institutions s'occupent des problèmes des peuples autochtones varie. La BAD, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) ont intégré les peuples autochtones dans leur système de garanties, tandis que la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement (ADB) et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ont des politiques de garanties autonomes.

Groupes Autochtones: Mesures Différenciées

Dans le contexte des groupes autochtones, des mesures différenciées sont nécessaires pour assurer la protection de leurs intérêts et pratiques, ainsi que leur accès équitable aux possibilités de bénéficier des activités du projet. Ces mesures différenciées peuvent inclure les suivantes:

- Le développement de mécanismes de consultation qui assurent qu'un temps suffisant est prévu pour les processus de prise de décision traditionnels du Groupe autochtone ;
- L'emploi des intermédiaires tels que les ONG spécialisées qui ont une expertise dans le travail avec les groupes autochtones, et dans l'élucidation de leurs préoccupations, leurs besoins et la manière de les résoudre ;
- Définition d'objectifs pour le développement de groupes autochtones et conception d'un Plan de Développement des Communautés Autochtones (PDCA) utilisant un cadre axé sur les résultats.

La Banque adoptera une approche de développement en concevant et en promouvant délibérément des interventions qui doivent permettre la réduction la plus grande possible de la pauvreté parmi les groupes autochtones touchés, grâce à ce PDCA.

Ces PDCA doivent être préparés pour des projets présentant des risques évidents pour les groupes autochtones, qui doivent être atténués. Les risques spécifiques associés à la terre, à la réinstallation ou aux dommages environnementaux doivent être intégrés dans le Plan d'Action Abrégé de Réinstallation (PAAR) ou le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) et les mesures de soutien doivent être conçues et gérées en consultation avec eux pour respecter leurs préférences culturelles.

Consultations relatives au Déplacement Involontaire

Le principal objectif de la politique de réinstallation involontaire de la Banque africaine de développement est de veiller à ce que lorsque les interventions de la Banque obligent les personnes à être déplacées, celles-ci soient traitées équitablement et puissent bénéficier des avantages de la réinstallation. Le SSI fournit des orientations au personnel de la Banque et aux emprunteurs et met en place un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation. Plus important encore, l'ISS exige qu'un Plan d'Action de Réinstallation (PAR) ou un Plan d'Action Abrégé de Réinstallation (PAAR) soit préparé selon une approche de développement qui prenne en compte les moyens de subsistance et le niveau de vie des personnes déplacées, en utilisant une approche participative à toutes les étapes de la conception et l'exécution du projet. Comme souligné précédemment, le projet pourrait entraîner un déplacement minimal et, par conséquent, seul le programme PAAR devrait être utilisé pour résoudre les problèmes de déplacement involontaire.

La politique prévoit que les personnes déplacées et les communautés d'accueil soient consultées de manière significative au début du processus de planification et encouragées à participer à la planification et à la mise en œuvre du programme de réinstallation. Les personnes déplacées doivent être informées de leurs options et droits relatifs à la réinstallation. Elles doivent disposer de véritables choix entre les alternatives de réinstallation techniquement et économiquement possibles. À cet effet, une attention particulière devrait être accordée à l'emplacement et la programmation des activités. Pour que la consultation soit pertinente, des informations sur le projet proposé et sur les plans de réinstallation et de réhabilitation doivent être mises à la disposition des populations locales et des organisations nationales de la société civile en temps utile et sous une forme appropriée et compréhensible pour la population locale. En outre, une attention particulière devrait être accordée à l'organisation des réunions. La possibilité de tenir des réunions séparées pour les femmes et une représentation équitable des femmes chefs de famille, en plus des réunions mixtes, devrait être explorée. Par ailleurs, la manière dont l'information est diffusée devrait être planifiée avec prudence car les niveaux d'alphabétisation et de réseautage peuvent varier selon le sexe.

Une attention particulière devrait être accordée aux besoins des groupes défavorisés parmi les personnes déplacées, en particulier ceux en dessous du seuil de la pauvreté, les personnes sans-terre, les personnes âgées, les femmes et les enfants, et les minorités ethniques, religieuses et linguistiques; y compris ceux sans titre légal de possession de biens, les ménages dirigés par des femmes. Une assistance appropriée doit être fournie pour aider ces groupes défavorisés à faire face à leur relocalisation et à améliorer leur statut. La fourniture de services de santé, en particulier pour les femmes enceintes et les nourrissons, peut être

importante pendant et après la réinstallation pour prévenir une augmentation de la morbidité et de la mortalité dues à la malnutrition, au stress psychologique du déracinement et au risque accru de maladies.

Des dispositions plus rigoureuses pour les groupes vulnérables: La politique de la BAD en matière de relocalisation involontaire (RI) a une définition plus large des groupes vulnérables que les politiques des institutions financières similaires. Par exemple, celle-ci stipule qu'une attention particulière doit être accordée aux besoins des groupes défavorisés, leur fournissant ainsi des garanties relatives à l'étendue des terres, la qualité des sols, la qualité et au régime foncier. En outre, cela nécessite un plan de réinstallation complet pour tout projet ayant des impacts négatifs sur les groupes défavorisés ou les minorités ethniques, religieuses et linguistiques, ou affectant les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées qui n'ont pas la capacité de supporter de tels impacts.

Unité de compensation: la politique de la BAD définit clairement l'unité de rémunération en incluant la famille ou le ménage; cela peut inclure toute la communauté si le projet affecte les ressources communales.

Coût de rémunération: La politique RI de la BAD met en évidence les procédures d'expropriation et d'indemnisation au coût de remplacement intégral des terres et des biens. Celle-ci exige que les paiements compensatoires soient contrôlés de manière indépendante et des registres précis de toutes les transactions soient tenus et conservés.

La Banque appuiera les efforts de l'emprunteur sur les projets impliquant une réinstallation involontaire par le biais i) d'une assistance aux agents d'exécution pour qu'ils adoptent et concrétisent les objectifs et les principes de cette politique; ii) d'une aide à la formulation et à la mise en œuvre de politiques de réinstallation, de lois, de réglementations, de plans et de stratégies spécifiques; et (iii) le financement direct des coûts d'investissement de la réinstallation.

La Banque soutiendra également le renforcement des capacités requises par les organismes d'exécution pour planifier et mettre en œuvre la réinstallation involontaire dans tous les projets et fournira également une assistance technique pour renforcer les capacités organisationnelles, de gestion et de mise en œuvre des agences responsables de la réinstallation, y compris le renforcement de leur expertise environnementale, sociale, économique et technique. Le financement de la réinstallation par la Banque peut donc être une composante du projet impliquant des déplacements et nécessitant une réinstallation.

Le mécanisme de règlement des griefs et de réparation (MRG)

La BAD définit le MRG comme un processus systématique pour recevoir, évaluer et faciliter la résolution des préoccupations des personnes affectées par le projet, des plaintes et des griefs sur la performance sociale et environnementale de l'emprunteur ou du client sur un projet. La BAD exige de ses clients qu'ils soient conscients et répondent aux préoccupations des parties prenantes liées au projet en temps utile. A cet effet, le client établira un mécanisme efficace de règlement des griefs, un processus ou une procédure pour recevoir et faciliter la résolution des préoccupations et des griefs des parties prenantes, en particulier sur la performance environnementale et sociale du client.

Dans les sauvegardes opérationnelles SO 1, la Banque oblige l'emprunteur / client à mettre en place un mécanisme de réclamation et de réparation local crédible, indépendant et habilité pour recevoir, faciliter et

suivre la résolution des griefs et préoccupations des personnes affectées par la performance environnementale et sociale du projet. Le mécanisme de réclamation local doit être suffisamment indépendant, autonome et accessible aux parties prenantes à tout moment pendant le cycle du projet et toutes les réponses aux réclamations doivent être enregistrées et incluses dans les formats et les rapports de supervision du projet.

Certaines opérations de la Banque peuvent inévitablement avoir un impact sur le bien-être de la population locale. L'objectif du MRG d'un projet est donc de permettre aux personnes craignant de subir ou subissant des impacts négatifs de pouvoir être entendues et assistées. Les personnes potentiellement ou réellement affectées par un projet financé par la Banque ont besoin d'une méthode fiable pour exprimer et résoudre les problèmes liés au projet, et il est nécessaire que dans la conception du projet, il soit inclus un moyen efficace de répondre aux préoccupations des personnes affectées. Le MRG fournit un moyen structuré et géré de faire entendre et prendre en compte les préoccupations des personnes concernées, y compris par le personnel de gestion de projet de l'emprunteur / client et, dans certaines circonstances, par le personnel de la Banque.

Les principaux avantages de l'établissement et le maintien d'un MRG approprié lié à un projet financé par la Banque sont:

- Aider à maintenir de bonnes conditions de développement sur le terrain, propice à un développement harmonieux et durable ;
- Minimiser le risque de comportements violents ou destructeurs, ainsi que les coûts économiques et sociaux y afférents ;
- Aider à protéger les groupes locaux et les individus les plus vulnérables ;
- Atténuer le risque d'augmentation des différends ou des conflits, comme les affaires portées et soumises au Mécanisme d'Examen Indépendant de la Banque.

Le processus de conception du MRG devrait être intégré dans l'approche globale de la préparation du projet, comme le prévoit le système SSI de la Banque. Le SSI de la Banque via ses Lignes Directrices sur l'Évaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES) fournit des orientations sur le développement et la mise en œuvre du MRG. Ces orientations doivent également être incluses dans les actions concrètes requises dans le plan de gestion environnementale et sociale (PGES) pour les projets de catégorie 1 et, au cas par cas, pour les projets de catégorie 2 présentant des tensions sociales potentielles spécifiques, en particulier les risques de mauvaise gestion des programmes de compensation / réinstallation ou la présence de groupes particulièrement vulnérables dans la zone d'influence du projet.

La BAD a également mis en place son propre mécanisme de responsabilisation, le Mécanisme d'Inspection Indépendant (MII). Ce mécanisme permet de chercher à déterminer si un projet approuvé par la Banque est conforme au SSI. Le MII est accessible à tout groupe (au moins 2 personnes vivant dans la zone d'influence du projet) effectivement ou potentiellement affecté par un projet financé par la Banque. Le MII relève du conseil d'administration de la Banque et est donc indépendant de la direction de la Banque. Jusqu'à présent, ce mécanisme a reçu environ six demandes d'intervention. Sur la base de l'expérience acquise par le Groupe d'Inspection de la Banque mondiale en 1993, qui a traité 80 demandes depuis lors, le MII devrait intensifier ses activités au cours des prochaines années.

Le MMI a été mis en place par la Banque pour obtenir plus de transparence. Il est également un mécanisme coûteux à déclencher. La mise en place de MRG locaux peut aider à atténuer la nécessité pour les demandeurs d'avoir recours au MMI, tandis que la résolution de problèmes peut être effectuée plus rapidement et à moindre coût au niveau local. Le contexte culturel dans lequel opèrent les MRG contribue également à réduire les plaintes et trouver des solutions appropriées et proportionnées.

Le Mécanisme de Règlement des Griefs (MRG) au niveau du Projet

Le MRG dans le programme BAD-FVC sera établi conformément aux directives fournies par le SSI de la Banque, à travers ses Lignes Directrices sur l'Évaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES). La première étape consiste à déterminer le principal objectif du MRG, qui serait généralement de résoudre des griefs spécifiques d'une manière qui réponde à la fois aux besoins de la gestion de projet et de la communauté, mais avec des variations locales importantes. L'étendue des griefs qui peuvent être légitimement soulevés par les communautés et / ou les individus concernés doit être définie à l'avance. Ce champ d'application couvrira généralement la plupart, sinon la totalité, des questions soulevées dans une évaluation environnementale et sociale type: ressources naturelles, pollution, biens culturels, acquisition de terres, revenus des populations réinstallées / déplacées, bien-être des groupes vulnérables, etc.

La deuxième étape consiste à concevoir le MRG en:

- Préparant une conception préliminaire ;
- Sélectionnant les voies et les moyens pour recevoir, enregistrer, évaluer et répondre aux griefs ;
- Choisisant des approches de résolution de griefs ;
- Concevant un moyen de suivre et surveiller les griefs ;
- Développant l'infrastructure du mécanisme de réclamation ;
- Examinant et affinant la conception.

La conception de MRG peut être réalisée avec l'aide de l'équipe de consultants indépendants spécialisés (si les ressources seront disponibles). Le MRG doit être conçu sur la base des principes suivants:

- Implication de personnes de niveaux et fonctions mixtes (par exemple, opérations, affaires environnementales, relations communautaires, affaires juridiques, entrepreneurs). Doter l'équipe de conception d'une seule fonction, telle que les relations communautaires ou les ressources humaines est imprudent ;
- Inclusion d'un groupe équilibré de représentants de la communauté, représentant l'éventail des circonscriptions et des données démographiques qui utiliseront le mécanisme de réclamation, tout en gardant l'équipe suffisamment petite pour être réactive ;
- Appui sur des termes de référence clairs et un plan de travail décrivant les objectifs, les rôles et les responsabilités de l'équipe, le niveau de pouvoir décisionnel, les lignes hiérarchiques, les tâches, les délais et les produits ;

- Utilisation de canaux multiples (par exemple, face à face, conversation téléphonique, courrier, SMS ou e-mail, un message sur un site web dédié), sensibles aux coutumes et méthodes culturelles traditionnelles qui peuvent influencer ou entraver l'expression de griefs ;
- Existence d'un point de contact central qui recevra les plaintes et les enregistrera dans un registre central ;
- Existence et fonctionnement du personnel engagé pour le règlement des plaintes désigné ;
- Processus pour accuser réception d'un grief et informer le plaignant au sujet du délai dans lequel une réponse à sa plainte pourrait être reçue.

Nomination des Membres des Comités de Règlement et Réparation des Griefs (CRG)

Le programme BAD-FVC inclura la création d'un Comité de Règlement des Griefs (CRG) au niveau du projet, par exemple le personnel impliqué dans le mécanisme de règlement des griefs (MRG). En règle générale, tous les membres du personnel du projet, le personnel de direction des agences impliquées dans le projet et les administrateurs du gouvernement assumeront la responsabilité du traitement des plaintes. Les membres du MRG doivent être des personnels qualifiés, expérimentés et compétents, capables de gagner le respect et la confiance des communautés affectées. Il est également important de maintenir un équilibre entre les sexes au sein des comités. Les critères de sélection des différents membres pourraient être les suivants:

- Connaissance du projet, de ses objectifs et de ses résultats
- Connaissances techniques et expertise pour comprendre la conception et les exigences du projet;
- Compréhension des environnements sociaux, économiques et culturels et la dynamique des communautés;
- Capacité à résoudre les problèmes à traiter et à contribuer activement aux processus de prise de décisions;
- Reconnaissance sociale et statut; et
- Représentation équitable des hommes et des femmes.

Le CRG au niveau du projet sera constitué de plusieurs membres, entre autres, un officier de l'autorité locale, par exemple un agent environnemental provincial, coordonnateur de projet, membre d'une organisation non gouvernementale reconnue et représentant de la communauté. Ce comité a le droit de demander au personnel technique du projet et aux agents des institutions étatiques ou non étatiques concernées à participer aux réunions et fournir des informations. Un plaignant a le droit de comparaître en personne, d'être accompagné par un membre de la communauté, et / ou de demander à être représenté par un aîné de la communauté. Des CRG doivent être établis au niveau du projet pour assurer l'accessibilité aux points d'accès.

Procédures, canaux de traitement des plaintes et Calendrier pour les mécanismes de règlement des griefs

Comme il n'y a pas de modèle idéal ou d'approche unique pour la résolution des griefs, les meilleures solutions aux conflits sont généralement obtenues par des mécanismes localisés qui tiennent compte des problèmes spécifiques, du contexte culturel, des coutumes locales, des conditions et de l'étendue du projet. Le processus par lequel une plainte sera acceptée ou rejetée besoins doit être soigneusement conçu et doit maximiser l'interactivité et la sensibilité culturelle. L'acceptation ou le rejet d'une plainte passera par une phase de discussion au cours de laquelle le plaignant et le personnel du MRG interagiront sur la base des motifs et motivations de la plainte, après quoi le plaignant devrait être informé clairement et en toute transparence si sa plainte est éligible et sera traitée. L'acceptation / le rejet de la plainte repose sur des critères objectifs affichés par le MRG, y compris une copie écrite affichée dans la zone d'accès public du MRG dans une langue appropriée.

Le traitement de la plainte, si elle est acceptée doit passer par différentes phases:

- Dépôt de la plainte et étiquetage avec un code d'identification communiqué immédiatement au plaignant ;
- Évaluation de la plainte (y compris la gravité du risque / impact) ;
- Formulation de la réponse.

La sélection de la méthode de résolution des griefs est une clé. Il y a quatre approches générales au choix:

- La direction du projet propose une solution ;
- La communauté et la gestion du projet décident ensemble ;
- La direction du projet et la communauté se tournent vers une tierce partie pour décider ;
- La direction du projet et la communauté utilisent des pratiques traditionnelles ou coutumières pour parvenir à une solution.

Le SSI de la Banque recommande l'application d'une approche «Décider ensemble», qui est généralement la façon la plus accessible, la plus naturelle et la moins risquée pour les communautés et la direction d'un projet de résoudre les différends. Avec la possibilité de résoudre peut-être la majorité de tous les griefs, cette approche devrait être l'élément central des options de résolution de tout mécanisme de réclamation. Dans sa forme la plus simple, un mécanisme de règlement des griefs peut être divisé en composantes principales suivantes:

- Recevoir et enregistrer une plainte.
- Vérifier et valider la plainte (en fonction de la nature et du type de plainte) ;
- Formuler une réponse ;
- Sélectionner une approche de résolution basée sur la consultation de la personne ou du groupe concerné ;
- Mettre en œuvre l'approche ;
- Régler les problèmes ;
- Suivre et évaluer les résultats ;
- Apprendre de l'expérience et communiquer à toutes les parties impliquées.

Le délai imparti aux comités de traitement des griefs doit être convenu et documenté, selon la nature et la gravité de la plainte.

Un certain nombre de mécanismes seront à la disposition des parties lésées pour obtenir réparation. Celles-ci doivent inclure des institutions spécifiques (internes) à un projet et mises en place dès sa création ou d'autres qui pourraient avoir émergé au fil du temps en réponse aux besoins identifiés pendant que le projet évoluait. D'autres institutions qui existent déjà dans les systèmes judiciaire, administratif et / ou politique d'un pays et qui existent en dehors d'un projet doivent également être utilisés. Celles-ci incluent la bureaucratie gouvernementale; institutions judiciaires; et des institutions politiques telles que les conseils de district, les conseils provinciaux, etc. En outre, la Banque elle-même doit parfois constituer un forum pour le règlement des plaintes. Les MRG doivent inclure des moyens de résoudre les conflits entre les Personnes Affectées (AP) ou d'autres parties prenantes et peuvent fournir des informations recherchées par le public sur le projet.

Les canaux de présentation des plaintes pourraient inclure la présentation de plaintes par des tiers (par exemple, les élites villageoises / chefs traditionnels, les organisations communautaires, les avocats, les organisations non gouvernementales [ONG], etc.); rencontres en face à face; communications par télécopieur, par téléphone et par courrier électronique; plaintes écrites; etc.

Les sous - projets à mettre en œuvre dans le cadre du programme BAD-FVC doivent être de petite taille avec des problèmes relativement simples. Par conséquent, des moyens plus simples pour traiter les plaintes, notamment lors de réunions communautaires, de personnel de liaison communautaire et de boîtes à suggestions permettant l'anonymat, seront également utilisés avec d'autres canaux recommandés.

Un exemple de formulaire de grief à remplir est présenté à l'annexe 8.

Si le plaignant n'est pas satisfait, le plaignant devra faire appel auprès du coordinateur national du projet via l'UCG ou du directeur exécutif du GEEC.

Engagement suggéré des parties prenantes

Un plan d'engagement des parties prenantes est nécessaire pour s'assurer que les parties prenantes sont bien informées du projet tout au long de son cycle de vie. Les parties prenantes doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs points de vue sur le projet et également de formuler des plaintes.

Afin d'assurer la mise en œuvre correcte d'un tel plan d'engagement des parties prenantes, il est fortement recommandé de définir les rôles et les responsabilités de l'entité qui gèrera ce programme. Par conséquent, l'UCG sera responsable de la mise en œuvre des activités d'engagement des parties prenantes dans le plan d'engagement établi. L'unité devrait avoir un officier de liaison qui serait responsable de la communication avec la communauté et un responsable du développement social qui serait chargé de gérer le mécanisme de réclamation et de réparation. Un exemple de plan d'engagement des parties prenantes a été présenté à l'annexe 7.

Les recommandations suivantes sont à prendre en compte pour décider de l'approche à adopter pour l'engagement des parties prenantes:

➤ Recommandation 1:

L'UCG, par l'intermédiaire des agents de protection sociale et environnementale, devra mener des activités d'engagement des parties prenantes comme l'une de ses tâches principales. Il devrait affecter un agent de liaison communautaire qui sera responsable de la communication avec la communauté. Un agent de développement social devrait également être désigné pour gérer le mécanisme de réclamation et de réparation.

➤ Recommandation 2

En pleine coopération avec le comité des représentants de la communauté qui devrait être mis en place avec les différents groupes communautaires, l'agent de liaison communautaire devrait partager des informations et répondre aux demandes de renseignements lors d'une réunion mensuelle. Cela pourrait se traduire par:

- Faciliter l'accès à l'information sur le projet en organisant régulièrement des réunions informelles avec les membres de la communauté;
- Informer les parties prenantes des communications et des réunions en cours;
- Informer les parties prenantes de l'avancement du projet, des problèmes à prévoir, des délais de construction, etc. ;
- Obtenir des commentaires des parties prenantes sur les problèmes qui ont été relevés grâce à une collaboration active avec l'UCG.

➤ Recommandation 3

De plus, des réunions distinctes de groupes de discussion doivent être menées auprès des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, afin de pouvoir exprimer leurs préoccupations et leurs inquiétudes. Des affiches et des brochures sur le projet doivent être publiées dans les rues principales du village, la place du marché et à proximité de la centrale et une personne de contact doit être désignée et également se faire connaître. Les ONG axées sur les femmes doivent être associées pour coopérer avec elles afin de

transmettre des informations en dialecte simple aux femmes pauvres marginalisées. Les jeunes peuvent être contactés via des réunions informelles dans les centres de rassemblement de la jeunesse

➤ **Recommandation 4**

Il est proposé que tous les opérateurs de sous-projets / mini-réseaux forment des unités de gestion de projet (UCG) comprenant un personnel spécialisé dans les questions environnementales et sociales et un chargé de communication pour effectuer les tâches suivantes:

- Sensibiliser les travailleurs à la gestion de l'environnement sur site et aux normes de sécurité et de santé ;
- Mécanisme de réclamation pour les personnes affectées par le projet ;
- Établir des canaux de partage d'informations ;
- Fournir des informations à la communauté sur le programme de construction et le calendrier ;
- Informer les parties prenantes directement concernées avant les travaux de construction ;
- Initier la divulgation des études d'évaluation environnementale pertinentes, les rapports sur l'Engagement des Parties Prenantes et sur ce PGES via le site Web du Ministère des Finances et le Ministère de l'Energie.

Ceci a pour but d'avoir des informations disponibles pour la communauté du village et tous les autres acteurs et groupes intéressés. Cela vise à disposer d'informations pour la communauté villageoise et toutes les autres parties prenantes et groupes intéressés. En ce qui concerne les personnes analphabètes, elles doivent être informées du contenu principal des rapports au moyen de réunions avec les dirigeants communautaires et l'UCG.

Le tableau suivant résume les actions spécifiques suggérées.

| Parties Prenantes Cibles | Informations à Divulguer | Calendrier | Outil de Communication / Média | Documentations Connexes | Commentaires des Parties Prenantes |
|--|---|--------------------------------------|--|---|---|
| Phase de Pré-Construction et de Construction du Projet | | | | | |
| Initiateurs des Projets / Constructeurs de chaque sous-projet | <ul style="list-style-type: none"> - Présenter le Plan de Gestion Environnementale ; - Présenter les normes Santé & Sécurité ; - Présenter le mécanisme de plaintes pour les travailleurs et le canal de partage d'informations. | Dès le début des activités du projet | <ul style="list-style-type: none"> - Informations sur le programme d'intégration - Bulletins réguliers divulgués sur le site - Boîtes à outils – Discussions - Informations sur la formation d'initiation pour les nouveaux travailleurs | <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'Évaluation ; - Plan d'Engagement des Parties Prenantes ; - PGES - Normes Santé & Sécurité - Droits du Travail | <p>Les travailleurs peuvent déposer des griefs à tout moment au cours de leur emploi sur le site du projet.</p> <p>Tous les commentaires et griefs (et les réponses aux griefs) des travailleurs doivent être documentés.</p> |
| Unité de Gestion de Développement du projet & Employés | <ul style="list-style-type: none"> - Programme de construction et calendrier; - Canaux de communication et pratiques ; - Mécanisme de règlement des griefs pour les travailleurs | Dès le début des activités du projet | <ul style="list-style-type: none"> - Bulletins internes; - Intranet régulier ; - Mises à jour par email. | <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'Évaluation ; - Plan d'Engagement des Parties Prenantes ; - PGES. | <p>Les travailleurs peuvent déposer des griefs à tout moment au cours de leur emploi sur le site du projet.</p> <p>Tous les commentaires et griefs (et les réponses aux griefs) des travailleurs doivent être documentés.</p> |
| Villageois & Jeunes | <ul style="list-style-type: none"> - Calendrier des projets fournis aux parties prenantes directement concernées pour les informer avant les travaux de construction ; - Divulcation des études d'EE, des rapports SEP et ESMP sur les sites Web du Ministère de l'Énergie et | Dès le début des activités du projet | <ul style="list-style-type: none"> - Réunion (s) communautaire (s) régulière (s) requise (s) ou mensuelle au et plus tard réunions trimestrielles. - Informations complémentaires sur les sites internet du ministère de l'énergie | <ul style="list-style-type: none"> - Études environnementales - Plan d'Engagement des parties Prenantes - PGES; - Plan de gestion du trafic; - Plans de surveillance; - Procédures de sécurité; - Procédure de | Les demandes des parties prenantes (et les réponses données) doivent être documentées |

| | | | | | |
|---|--|--|--|---|--|
| | des organismes de financement. | | | règlement des griefs - Possibilités d'emploi; - Progrès du PGES. | |
| Villageois & Jeunes | Opportunités de projet disponibles et compétences requises | Une fois juste avant la phase de construction | <ul style="list-style-type: none"> - Des affiches doivent être diffusées dans les rues principales et le marché, ainsi que l'entrée des sites de construction des sous-projets; - Un inventaire des possibilités d'emploi disponibles devrait être divulgué aux personnes sur les sites Web du Ministère de l'Énergie. | <ul style="list-style-type: none"> - Listes des tâches à fournir par les entrepreneurs avec les spécifications requises | |
| | Mécanisme de réclamation et de recours | Avant les activités de construction et pendant la construction | Des affiches dans les rues principales et dans la zone du marché, ainsi que l'entrée des sites de construction d'installations de mini-réseaux | Mécanisme de réclamation et de recours dans les études pertinentes d'Évaluation Environnementale et Sociale (EES) | Tous les griefs reçus doivent être documentés et analysés. |
| Autres parties prenantes intéressées | <ul style="list-style-type: none"> - Avancement du projet; performance sur la gestion des problèmes environnementaux et sociaux; - nouvelles activités | Avant la construction et pendant l'exploitation | <ul style="list-style-type: none"> - Communication directe par le biais de réunions individuelles ; - Activités de consultation publique supplémentaires (au besoin) ; - Réunions du panel communautaire (trimestriel). | <ul style="list-style-type: none"> - Fiches; - Suivi des résultats (progrès par rapport au PGES); - Opportunités d'emploi. | Les réunions et les initiatives doivent être documentées. |

| Phase d'Exploitation | | | | | |
|--|---|--------------------------------------|---|--|--|
| Communauté | Mise à jour des performances opérationnelles et communication continue sur les questions clés. | Après le début de l'exploitation | Réunion(s) communautaire(s) régulière(s) ou trimestrielle(s) | - Plans de surveillance; - Procédure de règlement des griefs, problèmes de renforcement des capacités et de sensibilisation. | |
| Agents de Projet – Installation des mini-réseaux | <ul style="list-style-type: none"> - Plan de gestion de l'environnement et mécanisme de réclamation; - Exigences en matière de santé et de sécurité; - Mécanisme de règlement des griefs attribué aux travailleurs et canal de partage de l'information. | Après le démarrage de l'exploitation | <ul style="list-style-type: none"> - Bulletins réguliers divulgués sur le site ; - Boîte à outils des entretiens ; - Information sur l'intégration pour les nouveaux travailleurs. | <ul style="list-style-type: none"> - Plan d'Engagement des Parties Prenantes ; - PGES ; - Normes Santé & Sécurité ; - Droits du Travail. | <p>Les travailleurs peuvent déposer des griefs à tout moment au cours de leur emploi sur le site du projet.</p> <p>Tout grief (et réponse donnée) doit être documenté.</p> |
| Chargés de Projet et Autres employés impliqués dans le Projet | <ul style="list-style-type: none"> - Programme de construction et calendrier; - Problèmes de communication liés au mécanisme de réclamation des opérations alloué aux travailleurs. | Dès le début des activités du projet | <ul style="list-style-type: none"> - Lettres internes ; - Intranet régulier ; - mises à jour par email. | <ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'Evaluation ; - Plan d'Engagement des Parties Prenantes ; - PGES. | <p>Les travailleurs peuvent déposer des griefs à tout moment au cours de leur emploi sur le site du projet.</p> <p>Tout grief (et réponse donnée) doit être documenté.</p> |
| Autorité et autres parties prenantes intéressées (certaines sociétés industrielles) | <ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour sur la performance opérationnelle ; - communication continue sur les principaux problèmes | | <ul style="list-style-type: none"> - Communication directe à travers des réunions individuelles; - Activités de consultation publique (au besoin); - Réunions du panel communautaire (trimestriel) | | <ul style="list-style-type: none"> - Suivi des résultats Progrès réalisés par rapport au PGES; - Opportunités d'emploi |

Tableau 6 : Engagement suggéré des parties prenantes

Proposition de plan de divulgation de l'information

Comme l'a souligné dans les sections précédentes, la Banque exige que la consultation soit considérée comme un processus continu, et pas seulement comme une étape dans les procédures d'obtention de l'approbation du projet. Il doit commencer au stade de l'identification du projet, ou au moins à un stade précoce de la préparation du projet, et se poursuivre tout au long de la vie du projet jusqu'à la construction, à l'exploitation et au déclassement. Comme la Banque reconnaît les besoins locaux en matière de prise en compte des considérations E & S, la consultation et l'engagement des parties prenantes incorporeront également les exigences nationales telles que prescrites dans les législations environnementales de la RDC.

Le client et la Banque mettront à la disposition du public les documents EIES. Les procédures exigent la divulgation publique des résumés conformément aux délais spécifiés. Toutes les opérations de catégorie 2 doivent être divulguées pendant 30 jours avant les délibérations du Conseil.

Outre la divulgation d'informations sur les études d'évaluation environnementale, d'autres informations qui touchent directement les préoccupations de différentes catégories de parties prenantes doivent être également divulguées. Le mécanisme de diffusion de l'information devrait être simple et accessible à tous. Le programme utilisera deux mécanismes, incluant des documents d'information et l'organisation de séances de consultation communautaires. Les documents d'information (tous à préparer dans la langue locale) peuvent prendre la forme (a) de brochures (y compris des informations sur le projet, les besoins fonciers et des détails sur les droits dont une compensation et l'assistance aux Personnes Affectées par le Projet (PAP)), qui peuvent être conservés dans les bureaux du gouvernement local et du ministère de l'énergie; (b) des affiches à afficher à des endroits bien en vue et (c) des dépliants pouvant être distribués dans la zone touchée du sous-projet.

Des réunions de consultation doivent également être organisées à intervalles réguliers par l'UCG pour faire connaître aux PAP les éléments suivants:

- i. Calendrier et avancement du projet;
- ii. Information sur la rémunération et les droits;
- iii. Information sur l'acquisition de terrains et l'estimation de la valeur marchande des biens;
- iv. Calendrier pour l'acquisition.

La divulgation d'informations renforcera la gouvernance et la responsabilisation, notamment en ce qui concerne le renforcement des indicateurs de suivi pour aider la BAD à surveiller la conformité aux accords et à évaluer l'impact sur les résultats.

Conformément au SSI de la BAD, la direction du projet devrait assurer la divulgation des informations pertinentes sur le projet, notamment:

- la nature l'ampleur du projet ;
- la durée des activités du projet proposé ;
- out risque et impact potentiel sur l'environnement, la santé et la sécurité des travailleurs, la santé et la sécurité publique et d'autres impacts sociaux sur les communautés, et les plans d'atténuation proposés ;
- le processus de consultation envisagé et les possibilités et moyens de participation du public ;

- heure / lieu de toutes les réunions publiques envisagées et processus par lequel les réunions sont notifiées, résumées et rapportées.

Les renseignements doivent être communiqués dans la langue locale (s) et d'une manière accessible et culturellement appropriée, en tenant compte des personnes vulnérables (par exemple des groupes ethniques ou des personnes déplacées). Ce qui suit décrit l'arrangement proposé :

Au cours de la phase de planification

Le projet devrait avoir un bon accès aux médias, toutes les informations concernant le travail dans des zones de sous-projets doivent être communiquées au public par le biais des médias nationaux et locaux, y compris ceux appartenant à l'État, etc.

En outre, les médias sociaux doivent être utilisés pour publier des informations relatives au projet dans les deux régions. Pour faciliter une information publique efficace, un responsable technique devrait être chargé de communiquer avec les personnes et de fournir des informations sur le site

Pendant la phase de construction

Pendant la construction, l'UCG devrait fournir des informations permanentes aux personnes se trouvant dans les zones du projet et les zones environnantes. Les informations doivent concerner les activités de construction planifiées, non planifiées et en cours. Cela pourrait inclure des mesures de sécurité à proximité des chantiers, la gestion de la circulation, des opportunités d'emploi, des possibilités de prestation de services (par exemple, restauration, blanchisserie, etc.) et toute autre information identifiée lors du développement du PGES. Cette information pourrait être fournie de diverses manières, notamment:

- Réunion mensuelle avec le comité de représentation de la communauté
- Réunions en face à face, qui pourraient impliquer toute la communauté ou des groupes de discussion plus restreints.
- Mises à jour écrites postées à l'école locale; via le comité de représentation de la communauté;
- Rapports d'avancement annuels du projet, y compris les impacts environnementaux et sociaux, la performance en matière de santé et de sécurité et la mise en œuvre du mécanisme de réclamation externe.

Au cours de la phase d'exploitation du projet

Pendant cette phase, l'UCG et les promoteurs des sous-projets / exploitants de mini-réseaux individuels doivent continuer à fournir des informations sur le projet, au besoin. Cela pourrait se concentrer sur la surveillance des impacts opérationnels tels que les émissions, ainsi que toute question soulevée par les parties prenantes lors des phases précédentes du projet.

Divulgaration suggérée de mécanismes de réclamations et de recours

Des griefs peuvent survenir pendant la construction et l'exploitation des sous-projets, liés à un projet individuel ou au projet global dans son ensemble. Pour s'assurer que les parties prenantes disposent d'un mécanisme simple pour faire connaître leurs griefs et obtenir réparation, des procédures de réclamation détaillées doivent être établies. L'objectif est de répondre aux plaintes des parties prenantes de manière opportune et transparente, sans recourir autant que possible à des canaux formels compliqués.

Il est proposé que toute personne devrait avoir le droit de présenter un grief au sujet du projet si celle-ci estime qu'une pratique de travail ou un aspect du projet a un impact négatif sur la communauté, l'environnement, ou sur sa qualité de vie.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Le projet comprendra une évaluation de la capacité des clients de la BAD à mettre en œuvre le CGES. Sur la base d'une évaluation préliminaire effectuée, le cadre du programme BAD-FVC comportera une composante d'assistance technique en tant qu'initiative de renforcement des capacités pour assurer le déploiement réussi du programme et renforcer les capacités du gouvernement et d'autres entités travaillant dans le domaine des énergies renouvelables.

L'assistance technique vise à soutenir tous les projets des acteurs clés à savoir le ministère de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, le Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme, la SNEL, l'ARE / ANSER, les institutions gouvernementales locales, etc. afin de contribuer au développement de l'accès à l'énergie durable et la transformation les importantes possibilités de production d'énergie renouvelable à travers la RDC.

La composante d'assistance technique abordera les principaux obstacles à l'investissement privé dans le développement de projets d'énergie renouvelable et rationalisera également le processus de déploiement des énergies renouvelables et de renforcement des capacités des principaux acteurs du secteur. Le programme de renforcement des capacités cherchera à fournir aux acteurs clés les instruments et les compétences nécessaires pour un meilleur déploiement des mini-réseaux. Cela comprendra l'élaboration de lignes directrices sur la connexion au mini-réseau, des lignes directrices pour les investisseurs et l'organisation de formations et d'ateliers sur les évaluations économiques, financières, tarifaires, des lignes directrices pour le recyclage et l'élimination durable des batteries usagées, des PEES de la BAD (y compris les aspects relatifs aux réinstallations) et technique (intégration au réseau, gestion du réseau).

Le ministère de l'énergie a son unité de coordination et de gestion (UCG) qui sera chargée de la coordination générale et de la gestion du programme de mini-réseau. Pour une mise en œuvre efficace du CGES, il faudra des capacités techniques E & S parmi les ressources humaines de l'UCG en tant qu'agence principale, d'autres entités de mise en œuvre collaborant avec le ministère de l'énergie / UCG et des entités clés du secteur privé chargées de la mise en œuvre des activités dans le cadre des composantes du projet. Les responsables de la mise en œuvre doivent identifier et comprendre les problèmes sociaux et environnementaux. Une compréhension appropriée des mécanismes de mise en œuvre du CGES devra être fournie aux différentes parties prenantes mettant en œuvre les sous-projets. Il sera également important de veiller à ce que l'UCG dispose de capacités et de systèmes suffisants pour assurer une surveillance efficace des processus relativement complexes de gestion des risques E & S impliquant plusieurs parties.

Étant donné la nature des exigences et des dispositions de gestion environnementale et sociale décrites dans ce CGES, le renforcement des capacités et des compétences pour améliorer les rôles respectifs et la collaboration des parties prenantes concernées sera nécessaire dans les domaines suivants:

- Processus d'évaluation environnementale - dépistage, cadrage, analyse d'impact, mesures d'atténuation et de suivi, les techniques de participation du public et l'engagement des parties prenantes, y compris les techniques de sensibilisation du public / éducation du public sur les questions environnementales, sociales et sanitaires), l'examen des rapports EIES;

- Due diligence sur les questions environnementales - types de due diligence, sélection des projets tenant compte des passifs, portée des enquêtes de due diligence et examen des différents rapports;
- Suivi et évaluation - planification de la gestion E&S et les systèmes de surveillance. outils d'évaluation de l'impact, le suivi des outils et des activités, la compréhension de l'importance du suivi et de la mise en œuvre du projet, les exigences de S & E pour la durabilité environnementale et sociale des projets.

Des efforts de renforcement des capacités sont nécessaires à différents niveaux. Il faudra veiller à ce que toutes les autorités, institutions et organisations impliquées intègrent leurs activités dans le cadre de mécanismes de coordination appropriés afin de donner des signaux cohérents pour la gestion des sous-projets. Les quatre catégories d'activités de renforcement des capacités E&S sont les suivantes:

- Renforcement des capacités E&S pour le Ministère de l'Energie et l'UCG ;
- Formation E&S et support aux développeurs mini-réseaux ;
- Formation qui renforce l'engagement des parties prenantes.

Renforcement des capacités en termes de questions E&S - Ministère de l'Energie / UCG

Cela permettra de développer la capacité du Ministère de l'Energie et l'UCG à mettre en œuvre une approche robuste de gestion des risques E&S dans ses activités, ainsi qu'à améliorer les avantages et les opportunités en matière E&S, telles que les activités liées au genre, les initiatives écologiques, etc.

Le ministère de l'Energie par le biais de l'UCG et d'autres agences concernées, par ex. ANSER devrait être en mesure de fournir une formation adéquate à son personnel en charge des questions E&S, ainsi qu'à tous les autres membres du personnel concernés par les normes E&S. Ce soutien comprendra également un budget pour mener des activités de suivi régulières.

Exemples d'options de renforcement des capacités pour UCG afin d'améliorer sa capacité de gestion en permettant une application réelle des meilleures pratiques telles que les suivantes:

- Dépistage E & S: examen des investissements pour les impacts environnementaux et sociaux potentiels, évaluations des différentes portées, planification des options d'atténuation, consultation publique pour évaluer les options de faisabilité et d'acceptabilité; mise en œuvre, étape par étape du processus de sélection environnementale et sociale des projets;
- Environnement: sélection du site pour minimiser les impacts environnementaux et les perturbations sociales, restauration des réseaux de drainage, y compris les questions d'atténuation dans les contrats, gestion des impacts pendant la construction, suivi de l'efficacité des mesures;
- Suivi et réparation des griefs: responsabilités en matière de transparence et de supervision.

Renforcement des capacités - GEEC

Il est nécessaire de mettre à niveau les connaissances de tout son personnel sur l'application des dispositions environnementales et sociales, en particulier les exigences du SSI de la BAD. Le renforcement institutionnel est également nécessaire pour que le GEEC renforce sa capacité à assurer une application efficace et le suivi de la conformité aux mesures d'atténuation E&S élaborées pour les sous-projets.

Formation E&S et support aux développeurs de mini-réseaux

Cette activité renforcera la capacité E&S, dans le cadre du renforcement global des capacités, des développeurs de mini-réseaux existants et d'autres sociétés privées intéressées à pénétrer le marché des mini-réseaux pour identifier les sites viables pour le développement de mini-réseaux. Ils recevront une formation et un soutien pour développer ou améliorer leur SGES afin de pouvoir se conformer aux exigences, à la surveillance et aux rapports applicables en matière d'E&S.

Les concepteurs de mini-réseaux doivent être formés aux différents aspects de la mise en œuvre du CGES et du projet proposé, y compris l'interprétation et la mise en œuvre des directives de gestion de l'impact environnemental. Les trois domaines principaux pour les formations anticipées sont:

- Sensibilisation pour apprécier pleinement l'importance ou la pertinence des questions environnementales, ainsi que la sensibilité de certaines questions, telles que l'utilisation des terres ;
- Formation technique détaillée sur l'analyse des impacts environnements potentiellement négatifs, pour prescrire des approches et des mesures d'atténuation, et pour préparer et superviser la mise en œuvre de plans de gestion environnementale et sociale. Cette formation abordera des questions telles que l'évaluation environnementale; l'utilisation du CGES; et supervision et suivi du projet;
- Renforcement des capacités sur la manière d'interagir avec les communautés d'accueil, telles que les méthodes de participation communautaire, à la fois pour mener à bien l'engagement des parties prenantes et résoudre les conflits / griefs causés par le projet proposé ;
- Surveillance et reporting: comment satisfaire aux exigences de l'UCG en matière de surveillance et de reporting ;
- Autres formations qui renforceront la capacité des développeurs de mini-réseaux à améliorer la qualité globale du projet, tels que la gestion de projet, la santé et la sécurité au travail, le suivi et l'évaluation, la gestion des déchets, etc.

Des formations qui renforcent l'engagement des parties prenantes

Ces formations favoriseront l'éducation et la sensibilisation dans les principaux domaines d'exécution du projet, à savoir les ménages et les petites entreprises. Les différentes parties prenantes affectées par la mise en œuvre des projets proposés ont des besoins de formation différents. Le public cible de ces activités de formation comprend, sans s'y limiter: les autorités locales (maires et préfets), les personnes vivant dans et autour des zones affectées, les personnes dont les terres et / ou les moyens de subsistance pourraient être affectés par les projets, les bénéficiaires des mini-réseaux solaires nouvellement construits, des acheteurs / acheteurs potentiels du système solaire autonome, etc.

Les activités proposées sont les suivantes:

- Provision initiale concernant l'adoption d'une nouvelle technologie pour les communautés et les ménages (pour les mini-réseaux solaires);
- Renforcement des capacités des utilisateurs pour la prise de décision éclairées et à mieux comprendre la qualité des produits sur le marché;
- Connaissance sur l'importance et les avantages de la conservation de l'énergie;
- Sensibilisation aux technologies solaires notamment sur le recyclage / l'élimination appropriée des piles ;
- Impacts E&S et les aspects de vulnérabilité.

Les activités de renforcement des capacités donneront également la priorité aux hommes et aux femmes en tant que public cible privilégié. Il est dans l'intérêt du projet d'atteindre les femmes qui seront les principales utilisatrices des solutions solaires proposées.

Le renforcement des capacités des facilitateurs communautaires et du personnel de terrain sera également mis en œuvre, car ce sont les acteurs qui seront en contact permanent avec les communautés, et il devient nécessaire que ces acteurs et leurs représentants disposent d'informations adéquates sur le projet. Ils seront capables de communiquer efficacement dans les langues locales, de comprendre la dynamique et les processus de la communauté, la négociation et la résolution des conflits, et de faire preuve d'empathie avec les communautés et leurs besoins.

Bâtir la confiance et maintenir de bonnes relations avec les personnes dans les zones du projet en fournissant des informations pertinentes sur le projet et en répondant efficacement à leurs besoins et préoccupations aideront à résoudre les problèmes avant même qu'ils ne deviennent des plaintes. Il est également important que les facilitateurs communautaires et le personnel sur le terrain transmettent leurs commentaires à l'UCG.

Tableau 7: Aspects d'assistance technique pour le programme

| Sous-composants | Principales activités |
|---|---|
| 1. Mini-réseaux Verts permettant le cadre et le renforcement des capacités | (i) Développer une stratégie et une réglementation en matière de mini-réseau écologique |
| | (ii) Élaborer des normes et des lignes directrices sur les mini-réseaux |
| | (iii) Établir des lignes directrices tarifaires sur les mini-réseaux verts |
| | (iv) Former des institutions clés à être en mesure de gérer et de mettre en œuvre des projets de mini-réseaux écologiques (y compris les aspects E & S) (UCG, MERH, GEEC, ANSER et au profit des gouvernements provinciaux) |
| | (v) Former des développeurs de projets sélectionnés sur le développement et la gestion de projets de mini-réseaux verts (y compris les aspects E & S) |
| | (vi) Former des techniciens locaux et des PME pour l'exploitation et la maintenance de ces mini-réseaux verts |
| 2. Soutien au développement de projets de mini-réseaux verts | (vii) Mise en œuvre du plan d'action pour l'égalité des sexes |
| | (i) Soutenir trois mini-réseaux solaires dans le cadre du programme Essor A2E (études techniques détaillées et coût légal) |
| | (ii) Réaliser des études de faisabilité pour d'autres sites potentiels de mini-réseaux verts (jusqu'à un maximum de cinq) |
| | (iii) Élaborer un plan d'investissement et d'appel d'offres pour le pipeline de projets mini-réseau vert de l'UCG |

GLOSSAIRE

| | |
|--|-------|
| Agence Nationale des Services Energétiques Ruraux (ANSER) | 13 |
| Audit Environnemental et Social (AES) | 64 |
| Autorité de Régulation de l'Electricité (ARE) | 13 |
| Banque Africaine de Développement (BAD) | 5 |
| Banques Multilatérales de Développement (BMD) | 52 |
| Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) | 7 |
| Cadre de Politique de Relocalisation (CPR) | 131 |
| Capital Expenditures - Dépenses d'Investissement en Capital (CAPEX) | 10 |
| Date d'exploitation commerciale (COD) | 5 |
| Département de la Protection de l'Environnement Minier (DPEM) | 16 |
| Développement International du Gouvernement Britannique (DFID) | 5 |
| Etudes d'Impact Environnemental (EIE) | 16 |
| Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) | 12 |
| Études d'Evaluation Environnementale et Sociale (EEES) | 60 |
| Evaluation Environnementale Stratégique (EES) | 15 |
| Évaluation Intégrée d'Impact Environnemental et Social (EIIES) | 54 |
| Fonds pour l'Energie Durable pour l'Afrique (SEFA) | 6 |
| Fonds Vert pour le Climat (FVC) | 5 |
| Gaz à Effet de Serre (GES) | 23 |
| Gouvernement Congolais (GoRDC) | 5 |
| Groupe d'études Environnementales du Congo (GEEC) | 16 |
| Institutions Financières Internationales (IFI) | 6 |
| ICCN (Institut Congolais pour la Conservation de la Nature) | 14 |
| Mécanisme de règlement des griefs et de réparation (MRG) | 80 |
| Mécanisme d'Inspection Indépendant (MII) | 81 |
| Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques (MERH) | 5 |
| Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et du Tourisme (MECNT) | 14 |
| Note Conceptuelle de Projet (NCP) | 65 |
| PHC (Plantations & Moulins à Huile du Congo) | 26 |
| Plan d'Action Abrégé de Réinstallation (PAAR) | 79 |
| Plan d'Action de Réinstallation (PAR) | 79 |
| Plan de Développement Communautaire Autochtone (PDCA) | 72 |
| Plan de Gestion Environnementale du Projet (PGEP) | 18 |
| Procédures d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES) | 6 |
| Rapport de Suivi Environnemental et Social (RSES) | 62 |
| Rapport Final Environnemental et Social (RFES) | 62 |
| République Démocratique du Congo (RDC) | 5 |
| Rapport Final de Suivi Environnemental & Social (RFSES) | 108 |
| Rapport de Suivi Environnemental & Social (RSES) | 107 |
| Sauvegardes opérationnelles (OS) | 56 |
| Société Nationale d'Electricité (SNEL) | 13 |
| Système de Sauvegardes Intégré (SSI) | 6, 45 |
| Unité de Coordination et de Management (UCG) | 5 |
| Véhicules de financement à usage spécial (SPV) | 6 |
| Violence Basée sur le Genre (VBG) | 125 |

ANNEXES

- Annexe 1: Modèles pour les instruments de gestion environnementale et sociale
- Annexe 2: Exigences de performance, exclusions, conformité aux lois et règlements pertinents, critères d'implantation des mini-réseaux
- Annexe 3: Résumé des notes directives sur l'évaluation intégrée de l'impact environnemental et social (EIIES)
- Annexe 4: Liste des parties prenantes consultées lors de la préparation du CGES
- Annexe 5: Intégration du genre et évaluation de la vulnérabilité
- Annexe 6: Mesures génériques d'atténuation E&S
- Annexe 7: Exemple de plan d'engagement des parties prenantes
- Annexe 8: Modèle de formulaire de réclamation
- Annexe 9: Approche de gestion de l'élimination des déchets et des batteries usagées/obsolètes
- Annexe 10: Cadre de politique de réinstallation

ANNEXE 1: MODELES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Annexe 1a: Formulaire de sélection environnementale et sociale

Section A: Informations Générales

| | |
|---|--|
| Nom du Projet | |
| Coût estimé () | |
| Site du Projet | |
| Objectifs du Projet | |
| Activités Principales du Projet Proposé | |
| Nom de l'Évaluateur | |
| Date du Champ d'Evaluation | |

Section B: Brève Description Des Activités Proposées

| |
|--|
| |
|--|

- Fournir des informations sur le type et l'échelle de l'activité de construction / réhabilitation (par exemple, la superficie, le terrain requis et la taille approximative des structures) ;
- Fournir des informations sur les activités de construction, y compris les structures de soutien / auxiliaires et les activités nécessaires pour les construire, par exemple, besoin de carrière ou d'excavation de matériaux d'emprunt, de source d'eau, de routes d'accès, etc ;
- Décrire comment les activités de construction / réhabilitation seront réalisées. Inclure une description du soutien / des activités et des ressources nécessaires pour la construction / réhabilitation.

Section C: Formulaire de Sélection – Identification des Sauvegardes Opérationnelles de la BAD et des Normes de Performance (PS) de la SFI Et Identification d'un Instrument de Sauvegarde Approprié

| SO de la BAD / Normes de performance de la SFI | Déclenchés | | Si oui (Raison / Détails) | Instrument de sauvegarde / Documents requis |
|--|------------|-----|---------------------------|---|
| | Oui | Non | | |
| SO1 / PS1, | | | | |
| SO 2 / PS5 | | | | |
| SO 3 / ES6 | | | | |
| SO 4 / PS 3 | | | | |
| SO 5 / PS 4, PS 2 | | | | |
| SO1 / PS 7 | | | | |
| SO 1 / PS 8 | | | | |

Orientation: Les directives pour la catégorisation des sous-projets et le déclenchement des systèmes d'exploitation sont disponibles dans le document PEES de la BAD (Annexe 2 avec un accent particulier sur la liste de contrôle de l'environnement et du social).

Conclusion sur les instruments de sauvegarde requis

Le sous-projet est classé en tant que projet de catégorie _____ conformément au PEES de la BAD, et les instruments de sauvegarde suivants seront préparés :

1. _____
2. _____
3. _____
4. _____
5. _____

Section D: Informations Environnementales et Sociales sur le site du Sous-Projet - Brève Description

| Type d'informations de base | Brève Description |
|---|-------------------|
| | |
| Localisation Géographique | |
| Nom de la zone | |
| Emplacement proposé du projet (Inclure un plan du site de au moins 1: 10 000 / ou coordonnées du GPS) | |
| | |
| Ressources Terrestres | |
| Topographie et de la géologie de la région | |
| Sols de la région | |
| Principales utilisations du sol et activités économiques | |
| | |
| Ressources en Eau | |
| Quantité de ressources en eau de surface (rivières, lacs, etc.) et qualité | |
| | |
| Ressources Biologiques | |
| Flore (inclure les espèces menacées / en danger / endémiques) | |
| Faune (inclure les espèces menacées / en danger / endémiques) | |
| Habitats sensibles, y compris les zones protégées, par ex. parcs nationaux et réserves forestières | |
| | |
| Climat | |
| Température | |
| Pluviométrie | |
| | |
| Social | |
| Nombre de Personnes Potentiellement Affectées | |
| Type et l'ampleur des impacts (impact sur les terres, bâtis, cultures, condition de vie, etc.) | |
| Aperçu socio-économique des personnes touchées | |

Section E: Critères de Dépistage des Impacts lors de la Mise en Œuvre Du Projet, Domaines D'impact et Evaluation des Impacts et Mesures d'Atténuation Potentielles

| S / N | Domaines d'impacts | Oui / Non | Évaluation des impacts | | | | | | Mesures d'atténuation potentielles/remarques |
|-------|--|-----------|--|-----------------|-----------------|------------------------------------|-------|-------|--|
| | | | Etendue ou couverture (3-5 km ou +5km) | | | Importance (faible, moyen ou fort) | | | |
| | | | Sur place | Dans les 3-5 km | Au-delà de 5 km | Faible | Moyen | Haute | |
| 1.0 | Ce site / activité de sous-projet est-il dans et / ou va-t-il affecter respect de l'environnement Zones sensibles? (critère d'exclusion) | | | | | | | | |
| 1.1 | Parcs Nationaux & Réserves Animalières | | | | | | | | |
| 1.2 | Zones Humides | | | | | | | | |
| 1.3 | Zones agropastorales | | | | | | | | |
| 1.4. | Zones de flore ou de faune rares ou menacées | | | | | | | | |
| 1.5 | Zones avec Paysages / Sites touristiques exceptionnels | | | | | | | | |
| 1.6 | Pentes / montagnes escarpées | | | | | | | | |
| 1.7 | Forêt tropicale sèche | | | | | | | | |
| 1.8 | Le long des lacs, le long des plages, au bord de la rivière | | | | | | | | |
| 1.9 | Sites / Patrimoines culturels à proximité | | | | | | | | |
| 1.10 | Zones de recharge des eaux souterraines | | | | | | | | |
| 1.11 | Eaux de ruissellement | | | | | | | | |
| 1.12 | Le sous-projet utilisera-t-il des sources d'eau internationales? | | | | | | | | |
| 1.13 | Sites culturels, cimetières, monuments | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|------------|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
| 2.0 | Critères de sélection des impacts lors de la mise en œuvre et de l'exploitation (La mise en œuvre et l'exploitation du sous-projet dans le site sélectionné génèrent-elles les externalités / coûts / impacts suivants?) | | | | | | | | |
| 2.1 | Déforestation | | | | | | | | |
| 2.2 | Erosion et Sédimentation des sols | | | | | | | | |
| 2.3 | Sédimentation des cours d'eau | | | | | | | | |
| 2.4 | Dégradation de l'environnement due aux matériaux de construction miniers | | | | | | | | |
| 2.5 | Domages causés aux espèces sauvages et à leur habitat | | | | | | | | |
| 2.6 | Déchets dangereux, amiante, PCB, pollution | | | | | | | | |
| 2.7 | Nuisances - Odeur ou Bruit | | | | | | | | |
| 2.8 | Qualité de l'eau réduite | | | | | | | | |
| 2.9 | Augmentation des coûts de l'eau | | | | | | | | |
| 2.10 | Contamination du sol | | | | | | | | |
| 2.11 | Epuisement à long terme des ressources en eau | | | | | | | | |
| 3.0 | La mise en œuvre des activités du sous-projet dans le site sélectionné générera-t-elle les coûts / impacts socioéconomiques suivants? | | | | | | | | |
| 3.1 | Perte de terres / acquisition de terres pour l'établissement humain, l'agriculture, le pâturage | | | | | | | | |
| 3.2 | Perte d'actifs, de biens, maisons ou de productions agricoles | | | | | | | | |
| 3.3 | Perte des moyens de subsistance | | | | | | | | |
| 3.4 | Exiger un PAR ou un PAAR | | | | | | | | |
| 3.5 | Perturbation du tissu social | | | | | | | | |
| 3.6 | Ingérence dans les mariages de la population locale par les travailleurs | | | | | | | | |
| 3.7 | Propagation potentielle des IST et | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | |
|------|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | du VIH et du SIDA due aux travailleurs Immigrants | | | | | | | | |
| 3.8 | Incidence accrue de maladies transmissibles | | | | | | | | |
| 3.9 | Dangers pour la santé des travailleurs et des communautés | | | | | | | | |
| 3.10 | Conflits sur l'utilisation des ressources naturelles, par exemple l'eau, la terre, etc. | | | | | | | | |
| 3.11 | Conflits sur la propriété foncière | | | | | | | | |
| 3,12 | Perturbation des voies importantes, les routes. | | | | | | | | |
| 3,13 | Augmentation du flux de personnes | | | | | | | | |
| 3.14 | Perte de la capacité de générer des revenus | | | | | | | | |

RSES

RAPPORT DE SUIVI DE L'ENVIRONNEMENT ET SOCIAL

Nom du projet: _____ Catégorie E&S: _____

Chef de projet: _____
Signature

Évaluateur: expert E&S: _____
Signature

1. Effets environnementaux et sociaux

Résumé des effets environnementaux du projet prévus lors de la planification du projet.

2. Effets environnementaux et sociaux observés lors de la visite sur le terrain

Résumé des effets environnementaux observés lors de la visite sur le terrain:

- Effets prévus et nature de l'observation; et
- Effets imprévisibles et nature de l'observation.

Les personnes participant à la visite sur le terrain:

| Nom | Institution | Fonction | Signature |
|-----|-------------|----------|-----------|
| | | | |
| | | | |

3. Conformité aux spécifications environnementales et sociales

Évaluation de la conformité du projet avec les spécifications de conception environnementale, y compris la protection et le contrôle de l'environnement, l'atténuation et les mesures de remboursement et de compensation, le cas échéant.

4. Résultats de la visite sur le terrain

Fournir les résultats de l'évaluation des effets biophysiques et socioéconomiques spécifiques, y compris les écarts par rapport aux valeurs de référence, le cas échéant.

5. Conclusions et recommandations pour l'exploitation du projet

Les ajustements recommandés dans le cadre de l'exploitation du projet, le cas échéant, y compris la justification des recommandations.

6. Conclusions et recommandations du programme de suivi

Les ajustements recommandés au programme de surveillance, le cas échéant, y compris la justification des recommandations.

7. Autres observations, recommandations et conclusions

RFSES

RAPPORT FINAL DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Nom du projet: _____

Catégorie E&S: _____

Chef de projet: _____

Signature

Évaluateur: Expert E&S : _____

Signature

1. Activités réalisées

Le (date) _____, l'examen final des aspects environnementaux et sociaux correspondant à l'activité _____ a été mené pour vérifier le respect des mesures d'atténuation proposées pour le projet, et pour vérifier si d'autres impacts négatifs sont apparus au cours de la période où l'activité a eu lieu. La commission est composée des personnes suivantes:

| Nom | Institution | Fonction | Signature |
|-----|-------------|----------|-----------|
| | | | |
| | | | |

2. Contexte

Capturer un enregistrement de dossier, y compris les dates, une brève description du problème et les recommandations des opportunités précédentes.

3. Résultats de l'examen

Décrivez en détail les conditions dans lesquelles les mesures d'atténuation ont été élaborées, le degré de réalisation, et l'état actuel, en expliquant les raisons pour lesquelles les mesures n'ont pas été complétées. Compléter le tableau ci-dessous aidera à visualiser ces informations.

| N° | Les mesures d'atténuation | Accomplissement | | | Il est encore temps nécessaire pour accomplir des mesures | Observations |
|----|---------------------------|-----------------|-----|---|---|--------------|
| | | Oui | Non | % | | |
| | | | | | | |
| | | | | | | |

4. Conclusions

Sur la base de la revue, formuler des conclusions concernant le respect des mesures d'atténuation et recommandations.

ANNEXE 2: Exigences de performance, les exclusions et le respect des lois et règlements pertinents

Vue d'ensemble

La BAD exige que ses projets répondent aux bonnes pratiques internationales en matière de durabilité environnementale et sociale. Pour aider les clients et / ou leurs projets à atteindre cet objectif, la BAD a défini des sauvegardes opérationnelles spécifiques pour des domaines clés de la durabilité environnementale et sociale. La BAD a adopté cinq (5) systèmes de sauvegardes opérationnelles qui correspondent à la structure générale, à l'approche et à la couverture des autres exigences des institutions financières internationales multilatérales telles que les normes de performance 2012 de la SFI et le Groupe de la Banque mondiale. Ce principe est appliqué pour garantir que les bonnes pratiques internationales sont également prises en compte dans les programmes de la BAD.

Mesures de protection opérationnelles spécifiques

Systèmes de Sauvegardes Opérationnelles de la BAD

La Banque a adopté cinq garanties opérationnelles:

SO 1: Évaluation environnementale et sociale – Cette SO faitière régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet, et les conditions d'évaluation environnementale et sociale qui en découlent.

SO 2: Réinstallation involontaire : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations – Cette SO consolide les engagements et conditions politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire, et incorpore un certain nombre d'améliorations visant à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.

SO 3: Biodiversité et services éco-systémiques – L'objectif primordial de cette SO est de conserver la diversité biologique et de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles.

SO 4: Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources – Cette SO couvre toute la gamme des pollutions, déchets ainsi que les effets des matières dangereuses pour lesquelles il existe des conventions internationales ainsi que des normes complètes spécifiques à l'industrie, qui sont appliquées par les autres Banques Multilatérales de Développement. Elle introduit également un cadre d'analyse de la vulnérabilité et de suivi des niveaux d'émission de gaz à effet de serre et fournit une analyse détaillée de la réduction possible ou des mesures compensatoires.

SO 5: Conditions de travail, santé et sécurité – Cette SO définit les exigences de la Banque envers ses emprunteurs ou ses clients, relatives aux conditions des travailleurs, à leurs droits et protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation.

Tableau AN1: Résumé des systèmes d'exploitation et leurs coordonnées respectives

| SO 1: Evaluation environnementale et sociale | |
|--|---|
| Objectifs: | <ul style="list-style-type: none"> - Identifier et évaluer les impacts environnementaux et sociaux (y compris le genre) et les questions liées à la vulnérabilité aux changements climatiques associées aux opérations d'octroi de prêts et de dons par la Banque dans leur zone d'influence ; - Eviter ou si possible minimiser, atténuer et compenser les effets négatifs sur l'environnement et sur les communautés touchées; - Veiller à ce que les communautés affectées aient accès en temps opportun à l'information sous des formes appropriées au sujet des opérations de la Banque et soient adéquatement consultées sur les questions qui peuvent les affecter. |
| Facteurs de déclenchement | <p>Cette SO est déclenchée à travers le processus de tri environnemental et social obligatoire par lequel une catégorie est attribuée au projet sur la base des risques et des impacts environnementaux et sociaux qu'il peut avoir dans sa zone d'influence. Ces risques et impacts potentiels englobent les impacts transfrontaliers physiques, biologiques, socioéconomiques, sur la santé, la sécurité, les biens culturels, et les impacts au plan mondial, notamment les émissions de gaz à effet de serre et la vulnérabilité aux effets des changements climatiques.</p> |
| SO 2: Réinstallation involontaire : acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Éviter autant que possible la réinstallation involontaire, ou réduire les impacts de la réinstallation dans les cas où la réinstallation involontaire est inévitable, en étudiant toutes les conceptions de projet viables ; - Faire en sorte que les personnes déplacées reçoivent une aide importante pour la réinstallation, de préférence au titre du projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité de production de revenue, les niveaux de production et leurs moyens globaux de subsistance s'améliorent par rapport aux niveaux atteints avant le projet ; - Établir un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et pour la résolution des problèmes au fur et à mesure qu'ils se présentent de façon à éviter des programmes de réinstallation mal préparés et mal exécutés. |
| Facteurs de déclenchement | <p>Cette SO est déclenchée si les projets nécessitent l'acquisition involontaire de terres, l'acquisition involontaire d'autres actifs et des restrictions sur l'utilisation des terres ou sur l'accès aux ressources naturelles locales, ce qui entraîne:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La relocalisation ou la perte de logement par les personnes vivant dans la zone d'influence du projet ; - La perte de biens ou la limitation d'accès aux biens, notamment les parcs nationaux, les zones protégées ou les ressources naturelles ; ou - La perte de sources de revenu ou de moyens de subsistance du fait du projet, que les personnes touchées soient ou non tenues de quitter leurs terres. |
| SO 3: Biodiversité et services éco-systémiques | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Préserver la diversité biologique en évitant, et si cela est impossible, réduire les impacts sur la biodiversité ; - Dans les cas où certains impacts sont inévitables, chercher à restaurer la biodiversité en mettant en œuvre, au besoin, des mesures de compensation en vue de réaliser non pas une perte nette, mais plutôt un gain net au plan de la biodiversité ; - Protéger les habitats naturels, modifiés et sensibles ; et - Préserver la disponibilité et la productivité des services écosystémiques prioritaires en vue de conserver les bienfaits pour les populations touchées et maintenir la performance du projet. |

| | |
|--|--|
| Facteurs de Déclenchement | Cette SO est déclenchée si le projet est localisé dans un habitat susceptible de subir des impacts ou se déroule dans des zones qui fournissent des services écosystémiques auxquels dépendent les populations potentiellement touchées pour leur survie, leur subsistance ou leur revenu, ou qui sont utilisés pour assurer la survie du projet. Elle est également déclenchée si le projet consiste surtout à exploiter des ressources naturelles (par exemple les plantations forestières, cultures commerciales, agriculture, élevage, pêche et aquaculture). |
| SO 4: Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Gérer et réduire les produits polluants que peut générer un projet de sorte qu'ils ne présentent pas de risques nuisibles à la santé humaine et à l'environnement, notamment les déchets dangereux et non dangereux ainsi que les émissions de gaz à effet de serre ; - Établir un cadre pour utiliser de façon efficiente toutes les matières premières et les ressources naturelles au titre d'un projet, avec un accent particulier sur l'énergie et l'eau. |
| Facteurs de Déclenchement | Cette SO est déclenchée si le projet est susceptible d'avoir des impacts environnementaux et sociaux défavorables majeurs découlant de l'émission de particules polluantes, de déchets ou de matières dangereuses couverts par les lois nationales, les conventions internationales ou les normes reconnues au plan international ou l'utilisation non durable des ressources. Elle est également déclenchée par des niveaux potentiellement élevés d'émissions de GES. |
| SO 5: Conditions de travail, santé et sécurité | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Protéger les droits des travailleurs et établir, préserver et améliorer les relations entre les employés et les employeurs ; - Promouvoir la conformité avec les exigences légales nationales et effectuer une vérification préalable dans le cas où les lois nationales ne prévoient rien ou ne vont pas dans le même sens que la SO ; - Favoriser une large conformité avec les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du travail (OIT), les normes fondamentales du travail de l'OIT et la Convention de l'UNICEF sur les droits de l'enfant dans les cas où les lois nationales n'offrent pas une protection équivalente ; - Protéger les travailleurs des inégalités, de l'exclusion sociale, du travail des enfants et du travail forcé ; et - Établir des exigences pour assurer des conditions de travail sûres et saines. |
| Facteurs de Déclenchement | Ce système d'exploitation est déclenché si le projet prévoit le recrutement d'une main-d'œuvre temporaire ou permanente. |

Le SSI de la Banque prévoit qu'un PAR ou un PAAR soit préparé afin de traiter les problèmes d'acquisition de terrains ou les problèmes connexes. Cependant, afin de satisfaire aux exigences du FVC, un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a été élaboré pour traiter les problèmes d'acquisition de terres ou connexes conformément aux exigences de la sauvegarde opérationnelle 2: Acquisition de terres, réinstallation et indemnisation les lois et règlements nationaux du pays. Le CPR comprend également des critères de sélection, des critères d'éligibilité, des procédures de mise en œuvre, des arrangements institutionnels, des méthodes d'évaluation, une matrice générique, des mécanismes de réclamation et de suivi, un budget prévu et un plan de développement des capacités. Il contient également des procédures pour élaborer un PAAR. Le CPR est présenté en annexe 10.

Chaque sauvegarde opérationnelle définit, dans ses objectifs, les résultats souhaités, suivis d'exigences spécifiques pour les projets visant à aider les clients à atteindre ces résultats. Le respect de la législation nationale pertinente fait partie intégrante de ces SO.

Dans ce programme, l'utilisation des normes de performance de l'IFC sera utilisée pour s'assurer que les meilleures pratiques internationales sont atteintes dans ce programme.

En résumé, les huit (8) normes de performance de la SFI sont les suivantes:

1. PS1: Évaluation et gestion des risques et des impacts E&S
2. PS2: travail et conditions de travail
3. PS3: Efficacité des ressources et prévention de la pollution
4. PS4: Sécurité, Santé et Sûreté de la Communauté
5. PS5: Acquisition de terres et Réinstallation Involontaire
6. PS6: Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes
7. PS7: Peuples Autochtones
8. PS8: Patrimoine Culturel

Liste d'exclusion de Biens et activités nuisibles à l'environnement

La politique révisée sur les dépenses éligibles au financement du Groupe de la Banque (mai 2008) comprend une «liste négative» qui interdit l'investissement public et privé dans des biens «nocifs pour l'environnement» sans définir explicitement ce que cela signifie. Sur la base des meilleures pratiques internationales (en particulier suivant la liste d'exclusion de la SFI), avec une référence particulière aux critères fournis dans les différents SO, la Banque définit les éléments suivants comme nuisibles à la santé physique ainsi qu'à l'environnement social, et les exclut par conséquent de ses opérations éligibles pour les secteurs public et privé :

- La production ou le commerce d'un produit ou d'une activité considérée illégale en vertu des lois ou des règlements du pays d'accueil, ou des conventions et accords internationaux ;
- La production ou le commerce de matières radioactives, à l'exception des matériels médicaux et du matériel de contrôle de la qualité pour lesquels la source radioactive est insignifiante et suffisamment protégée; insignifiante et adéquatement protégée ;
- La production, le commerce ou l'utilisation de fibres d'amiante non adhérentes ou d'autres produits contenant comme matériau dominant l'amiante;
- Production ou commerce de produits pharmaceutiques, de composés chimiques et d'autres substances nocives soumis à des éliminations ou des interdictions internationales, y compris les pesticides classés dans la classe Ia (extrêmement dangereux), Ib (hautement dangereux) ou II (modérément dangereux);
- La production ou le commerce de substances qui appauvrissent la couche d'ozone, bannies au niveau international ;
- Le commerce des produits de la faune sauvage ou des animaux sauvages réglementés en vertu de la Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flore sauvages (CITES) ;
- L'achat de matériel d'exploitation forestière pour une utilisation dans les forêts tropicales primaires non aménagées ; et
- La production et les activités impliquant des formes nocives ou d'exploitation du travail forcé ou du travail des enfants telles que définies par la réglementation nationale.

Note: La «liste négative» comprend les articles suivants: boissons alcoolisées, tabac, matières radioactives, platine, perles, pierres précieuses, or et produits connexes, réacteurs nucléaires et produits connexes, armes, munitions et autres biens utilisés à des fins militaires et / ou fins paramilitaires, biens de consommation de luxe et produits nocifs pour l'environnement.

Comme le programme exclura les projets de catégorie 1, tous les projets identifiés comme projets de catégorie 1 dans l'annexe 2 (Evaluation environnemental et sociale) du document PEES de la BAD seront inclus dans la liste d'exclusion du projet qui ne sera pas financée par le programme. L'encadré A ci-dessous présente les projets comme indiqué dans l'annexe particulière du document du GCES.

Encadré A

Affecte les composantes sensibles à l'environnement

- Habitats naturels et essentiels (selon les définitions dans la SO 3)
- Habitats naturels et essentiels (selon les définitions dans la SO 3)
- Projets qui prévoient l'introduction intentionnellement des espèces exotiques envahissantes ou des OGM.
- Projets susceptibles de causer un impact significatif sur les services écosystémiques prioritaires (tels que définis par la SO 3)
- Projets susceptibles d'affecter les espèces en péril ou gravement menacées d'extinction (tels que défini par la SO 3)

Affecte les composantes socialement sensibles

- Mène à la réinstallation d'une population importante (plus de 200 personnes) (conformément à la SO 2)
- Affecte les zones rurales où la densité de la population est supérieure à la moyenne nationale
- Affecter le patrimoine culturel physique (tel que défini dans SO 1)
- mène à une perte du patrimoine culturel immatériel (tel que défini dans OS 1)
- Affecte les zones présentant des contextes sociaux complexes ou soumises aux risques sociaux importants (situations post-conflit)
- Affecte négativement les groupes vulnérables (tel que défini dans la SO 1)
- Réduire l'approvisionnement alimentaire pour les enfants et les groupes vulnérables, etc.
- Mener à une perte d'actifs productifs (terre, crédit, etc.) pour les groupes vulnérables
- Intensifier les pratiques discriminatoires, notamment contre les femmes
- Réduire la participation des femmes au processus décisionnels

Les projets qui impliqueront un déplacement de même ampleur que le déplacement dans les projets de catégorie 1, les projets situés dans les zones sensibles de la biodiversité, les zones du patrimoine culturel, les sites culturels locaux, les cimetières et les monuments seront exclus du mécanisme de financement.

Considérations pour la sélection des sites de projet de mini-réseaux (Critère d'éligibilité)

Plusieurs facteurs doivent être pris en compte lors de la sélection d'un site pour localiser les sous-projets. Le site et d'autres considérations techniques liées à la qualité de la ressource sont une considération primordiale évidente; Cependant, il y a d'autres problèmes importants qui seront pris en compte lors de la sélection des sous-projets:

- Zones inondables – La construction de centrale solaire dans des zones inondables ou submersibles pourrait endommager les PV et les infrastructures associées. La construction de telles zones sera évitée.
- Pollution atmosphérique - La pollution atmosphérique est un problème courant dans les grandes villes et les zones industrielles. Une forte concentration de poussières en suspension peut à la fois réduire l'ensoleillement net et accumuler la poussière sur les panneaux, nécessitant un nettoyage plus fréquent pour éviter une perte d'efficacité. Cela peut être un facteur important, en particulier dans les zones où les niveaux d'émission du pays ont été les plus élevés.
- Sismicité, des coulées de boue et glissements de terrain (Géo-risques)- La construction de centrales solaires dans les zones de sismicité élevée ou dans des zones sujettes à des glissements de terrain et des coulées de boue pourrait entraîner des dégâts des Centrales Solaires PV et les infrastructures associées. En général, la construction dans ces zones à risque élevé sera évitée ;
- Considérations géotechniques - Les considérations géotechniques doivent également être prises en compte, notamment en ce qui concerne la résistivité, les propriétés portantes du sol, le vent, la perte de végétation, le drainage et la gestion des eaux pluviales ;
- Utilisation du site - Les sites photovoltaïques utilisent intensivement le terrain. Contrairement aux projets éoliens, qui ne nécessitent généralement que 1 acre de terre par mégawatt d'électricité produite et permettent

au propriétaire de continuer à utiliser des terrains situés à proximité des zones de turbines pour des utilisations agricoles ou autres, les projets de PV doivent des acres de terre pour chaque mégawatt d'électricité produite, et exigent que le développeur ait l'usage exclusif du site pour s'assurer qu'il n'y a pas de perturbation de l'insolation solaire.

En conséquence, les coûts de location sur un site photovoltaïque sont généralement plus élevés que ceux d'un parc éolien pour indemniser le propriétaire en cas de perte d'utilisation de la propriété pour d'autres activités génératrices de revenus. Ainsi, la recherche de sites ayant des utilisations agricoles, minérales ou autres utilisations productives limitées contribuera à garantir que l'acquisition du site sera rentable.

- Taille: En règle générale, plus le système est grand, plus le coût unitaire par watt généré est faible et plus la puissance produite est importante. Il convient donc de déterminer si un site est suffisamment grand pour être économiquement viable.

Contraintes environnementales et sociales

Une évaluation détaillée des contraintes environnementales et sociales liées à l'établissement des sous-projets solaires photovoltaïques doit être effectuée et des mesures d'atténuation adéquates doivent être prises avant que les décisions relatives aux sous-projets ne soient prises. Les facteurs environnementaux et sociaux pourraient avoir un impact significatif sur l'efficacité, la faisabilité économique et, par conséquent, la présence de ces installations dans les sous-projets. En outre, il existe des zones de grande sensibilité environnementale et / ou sociale dont la proximité doit également être fortement prise en compte. Ces zones à haute sensibilité environnementale et / ou sociale sont brièvement présentées dans cette section.

- **Zones importantes pour les oiseaux / les oiseaux migrateurs :** Il y a un potentiel pour les oiseaux d'être désorientés par les reflets de le solaire photovoltaïque, ce qui entraîne des collisions avec des obstacles au sol. Par conséquent, la séance des installations solaires dans les zones importantes pour les oiseaux (ZICO) ou des voies de migration d'oiseaux près connu devrait être évitée dans toute la mesure du possible. Par conséquent, un tampon de protection supplémentaire doit être placé autour de cette zone. Lorsque les installations d'implantation au sein d'une telle zone sont inévitables, une évaluation plus détaillée des effets environnementaux et des mesures d'atténuation des impacts supplémentaires est nécessaire ;
- **Zones forestières** - Les sites solaires potentiels dans les zones boisées seraient déconseillés, compte tenu des efforts déployés par les pays pour conserver les habitats forestiers et l'abondance des zones non forestières dans tout le pays en raison de la dégradation continue de l'environnement. Lorsque des installations assises dans une zone forestière sont inévitables, une évaluation plus détaillée des effets environnementaux et des mesures d'atténuation des impacts supplémentaires seront nécessaires.
- **Qualité de l'eau de surface** - En raison du nettoyage, du nivellement, du creusement de tranchées et de la construction des fondations des composants de la centrale solaire, il existe un risque d'érosion du sol pendant la construction. En raison de ce potentiel, si les installations solaires sont situées à moins de 1 km d'un élément d'eau de surface (par exemple, cours d'eau intermittent ou pérenne, lacs ou étangs), une évaluation plus détaillée des effets environnementaux et des mesures supplémentaires d'atténuation des impacts sera nécessaire ;
- **Patrimoine Culturel** - Des précautions particulières doivent être prises pour éviter de placer des installations solaires dans ou à proximité des sites connus ou provisoires du patrimoine mondial de l'UNESCO en raison de la spécificité globale de ces zones. Des précautions particulières doivent également être prises pour éviter de placer des installations solaires sur ou à proximité de sites du patrimoine culturel enregistrés localement ;
- **Biens matériels / sociaux** - Les pilotes d'avion ou d'hélicoptère peuvent être désorientés par la réflexion potentielle de la lumière au large des panneaux photovoltaïques près des aéroports. Par conséquent, des mesures spéciales doivent être prises pour éviter les places assises à proximité des aéroports et une zone tampon devrait être placée autour des aéroports. Lorsque des installations assises dans une zone tampon sont inévitables, une évaluation plus détaillée des effets environnementaux et des

mesures d'atténuation des impacts supplémentaires seront nécessaires. Les aéroports eux-mêmes seraient considérés comme une zone d'exclusion ;

- **Zones sensibles à l'environnement:** La position des sous-projets ne doit pas inclure les zones sensibles sur le plan de l'environnement telles que les zones humides, les plaines inondables, les habitats critiques, les aires protégées, par exemple. Parcs nationaux. Les zones protégées - parcs nationaux et réserves forestières / de gibier, zones de nature vierge, réserves fauniques et habitats critiques pour les espèces en voie de disparition - et les zones tampons autour de ces zones sont exclues. Les sites solaires potentiels dans ou à proximité d'autres zones bénéficiant d'une protection juridique, y compris les parcs nationaux, et les terres préservées ne seraient pas appréciés car ces zones revêtent une importance considérable pour le pays et sont protégées et gérées de manière importante par diverses législations ;
- **Proximité du réseau de transport et chargement** - En général, il est recommandé que les installations des sous-projets soient situées à proximité des sous-stations existantes ayant une capacité sur le réseau de transport. Cela s'explique par le fait que les installations solaires deviennent moins économiques à des distances croissantes par rapport aux sous-stations en raison des coûts associés à l'extension des lignes de distribution ou de transmission vers la centrale solaire. Si le projet PV vend de l'énergie à une entreprise de services publics, il convient de prendre en compte la proximité du point d'interconnexion le plus proche du site et la capacité disponible des installations existantes pour les nouvelles connexions. La connexion au réseau peut être coûteuse en termes d'infrastructure et de coûts accessoires, ce qui peut inclure non seulement les coûts de conception et d'infrastructure du développeur, mais également les coûts de mise à niveau du réseau de la société de services publics (souvent pris en charge par le développeur), les études de faisabilité d'interconnexion, les coûts d'obtention des autorisations gouvernementales nécessaires et les droits fonciers de tiers pour établir les lignes de transmission. Ces coûts peuvent s'accroître si le point d'interconnexion est situé à une distance importante du site. La proximité des infrastructures existantes, telles que les lignes de transmission électriques, les routes et les zones urbaines, peut avoir un impact considérable sur les coûts globaux du projet et les impacts environnementaux attendus ;
- **Utilisation du sol et des propriétés foncières existantes** - Cela doit également être pris en compte, car ces facteurs pourraient influencer la difficulté d'obtenir des baux et des permis de construire dans certaines zones. L'utilisation actuelle des terres détermine également l'étendue des effets cumulatifs tels que les effets visuels et paysagers. Un projet de centrale PV influe sur les activités socioéconomiques, notamment les changements dans les activités génératrices de revenus, les modes de vie, etc.
- **Effets cumulatifs** – Les effets cumulatifs limitent considérablement les projets de PV solaire assis. Celles-ci incluent les effets sur les utilisations du sol existantes, les activités socio-économiques, les impacts associés aux effets visuels et paysagers. Comme la majeure partie de la population de la RDC dépend de l'agriculture en tant qu'activité économique majeure, une attention particulière devrait être accordée à l'impact de la concentration de plusieurs fermes solaires dans une zone à fort potentiel socioéconomique. sols de ressources.

Les effets cumulatifs potentiellement importants associés à l'énergie solaire sont présentés dans le tableau AN-2 ci-dessous.

Tableau AN-2: Problèmes d'effet cumulatif associés à la production d'énergie solaire et des mesures d'atténuation

| Problème | Ressources importantes | Limites géographiques | Limite temporaire | Mesures d'atténuation possibles |
|---|-----------------------------|--|--|---|
| Perte cumulée de la production agricole due développement des installations | sols à forte valeur ajoutée | Étendue des sols cartographiés à valeur élevée | Projet de construction jusqu'à la démobilisation | Mesures régionales d'aménagement du territoire pour limiter l'implantation de sites dans des zones de sol de grande valeur. |

Dans ce cas, des directives spéciales pour l'évaluation de l'impact cumulatif doivent être incluses dans le programme. Celles-ci seront utilisées à la demande de la cellule d'exécution du projet pour établir la méthodologie en cas d'impact cumulatif potentiel.

Les effets du développement sur les communautés locales liés au développement économique et au soutien social disponible doivent être pris en compte. Dans ce cas, le soutien de la communauté doit être atteint et, par conséquent, considéré parmi les considérations relatives aux séances de sous-projets.

Les résultats de l'étude d'évaluation environnementale doivent être utilisés pour élaborer des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) afin de définir les mesures d'atténuation des risques et impacts environnementaux et sociaux identifiés. Le PGES, qui peut contenir plusieurs plans (par exemple, un plan d'action de réinstallation abrégé ou un plan d'engagement des parties prenantes), guidera le développeur lors de la mise en œuvre et de l'exécution du projet.

ANNEXE 3: Résumé des notes d'orientation sur l'évaluation de l'impact environnemental et social intégré (EIIES)

Les lignes directrices EIIES sont des outils utilisés dans la mise en œuvre des procédures d'évaluation environnementale et sociale de la Banque. L'objectif principal des lignes directrices IESIA est de fournir des conseils au personnel de la Banque et les PMR sur leur manière de prendre en compte de façon adéquate les thèmes transversaux, tout en évaluant les impacts environnementaux et sociaux d'un projet. Les notes d'orientation d'évaluation intégrée d'impact environnemental et social intégré (EIIES) fournissent un processus systématique pour traiter les impacts environnementaux et sociaux des projets en comprenant clairement les caractéristiques spécifiques du secteur. Ces lignes directrices présentent les impacts potentiels les plus fréquents et les mesures d'amélioration / d'atténuation pour le sous-secteur considéré. Elles fournissent également un bref résumé des facteurs externes et des principaux risques pouvant influencer les projets sectoriels. Ces directives décrivent également des indicateurs qui pourraient être utiles pour suivre le projet considéré ainsi que des séries de références pour des lectures ultérieures.

Volume 1: Instruments d'évaluation environnementale et sociale et résultats

Dans les SO 1 et le PEES, plusieurs nouveaux instruments d'évaluation environnementale et sociale et les résultats sont présentés. Ceux-ci comprennent l'utilisation de l'évaluation stratégique environnementale et sociale (ESES) pour la politique et les prêts du programme et l'utilisation des cadres et des systèmes de gestion environnementale et sociale (PGES et CGES) pour les prêts du programme et les intermédiaires financiers. L'accent est également mis sur la surveillance de la conformité lors de la mise en œuvre du projet, ainsi que sur les systèmes nationaux. Pour le personnel des opérations de la Banque et leurs homologues des emprunteurs ou des clients, il est essentiel qu'ils disposent d'orientations claires et faciles à utiliser sur ces différents instruments et produits. Ces directives sont donc conçues spécifiquement pour compléter les annexes du GCES, qui fournissent des modèles et des formats de rapport dans de nombreux cas.

L'objectif principal de cette catégorie de directives est de :

- Préciser au personnel quelle est la nature des différents instruments dans le contexte spécifique des normes SO et PGES ;
- Les aider à préparer les termes de référence, les formats de rapport et la sélection de consultants de haute qualité ;
- Évaluer la qualité des rapports et des livrables pour juger si les exigences de l'OS1 sont respectées de manière satisfaisante ;
- Mettre en évidence les questions clés pour une bonne conformité.

Volume 2: Thèmes d'Evaluation Environnementale et Sociale

Les sauvegardes opérationnelles introduisent ou élaborent un certain nombre d'exigences et de sujets clés de l'EES. Il est très important de fournir au personnel de la Banque et des emprunteurs des directives claires et faciles à utiliser pour garantir un niveau élevé de compréhension de ce qui est requis, des meilleures pratiques pour satisfaire aux exigences et, le cas échéant, des sources de bonnes informations techniques. Certains de ces sujets reflètent des exigences spécifiques en matière de sauvegardes opérationnelles, telles que l'application de garanties aux prêts de politiques et de programmes, la consultation publique (gratuite, préalable et éclairée) et les mécanismes de réclamation. Certains concernent des domaines spécifiques de risques environnementaux et sociaux qui n'étaient pas couverts auparavant par les politiques de la Banque, tels que les groupes vulnérables, le patrimoine culturel, les flux environnementaux, la biodiversité, les émissions de GES et les normes du travail. D'autres couvrent des sujets reconnus depuis longtemps comme ayant une grande importance et où la conformité peut être améliorée grâce à de meilleures directives techniques, telles que la réinstallation ou le contrôle de la pollution.

Volume 3: Directives sur des secteurs spécifiques appelés Feuilles sectorielles

Ce volume concerne 30 types de projets spécifiques dans quatre secteurs clés pour lesquels des listes de contrôle ont été préparées. Le but de ces listes de contrôle est d'identifier les composants typiques du projet, les sources d'impact, les méthodes d'évaluation couramment appliquées et les options de gestion probables. Celles-ci peuvent être utilisées par le personnel de la Banque pour aider au processus de sélection des projets au début du cycle du projet et pour adapter les termes de référence de l'évaluation environnementale et sociale

ANNEXE 4: Liste des intervenants consultés lors de la préparation du programme / CGES

| Situation Géographique | Type d'Intervenants |
|------------------------|--|
| Bumba | Gouvernance provinciale |
| | Administration territoriale |
| | REGIDESO |
| | SNEL |
| | Plantation |
| | Hôpital |
| | Gouvernement provincial |
| | Gouvernement provincial - Économie |
| | Producteurs d'énergie locaux indépendants |
| | Gouvernement provincial - Énergie |
| | Chefs de tribus |
| | Gouvernement provincial - Environnement |
| | Gouvernement provincial - Agriculture |
| | Gouvernement provincial - Planification familiale et genre |
| | Gouvernement provincial - Planification |
| | Gouvernement provincial - Urbanisme |
| | Organisations religieuses |
| Gemena | Gouvernance provinciale |
| | Politicien - Provincial |
| | Donneur |
| | Secteur bancaire |
| | Organisation philanthropique |
| | REGIDESO |
| | Chefs de tribus |
| | Gouvernement provincial - Énergie |
| | Société civile |
| | Organisations religieuses |
| | Producteurs d'énergie locaux indépendants |
| | Gouvernement provincial - Environnement |
| | SNEL |
| | Gouvernement provincial - Planification |
| | Gouvernement provincial - Planification familiale et genre |
| | Gouvernement provincial - Bureau à domicile et gouvernance décentralisée |
| Isiro | Gouvernance provinciale |
| | Ministère provincial de l'énergie |
| | Gouvernement provincial - Énergie |
| | le bureau du maire |
| | SNEL |
| | CNE |
| | Gouvernement provincial - Économie |
| | Gouvernement provincial - Santé |
| | Gouvernement provincial - Planification |
| | Chefs de tribus |
| | REGIDESO |
| | Caféière |
| | FENAPEC |
| | FEC |
| | Entreprises locales |

| | |
|--------------------|---|
| | Brasseries (maintenant abandonnées) |
| | Secteur bancaire |
| | Universités |
| | Gouverneur |
| | Gouvernement provincial - Mines, énergie et eau |
| | Organisations religieuses |
| Kinshasa / Mongala | Politicien - Central |
| Kinshasa | Politicien - Central |
| | Politicien - Provincial |
| | Télécoms |
| | Agence de Protection de l'Environnement |
| | Politicien |
| | Conseiller politique |
| | Donateurs |
| | Police |
| | Entreprise |
| | Gouvernement central |
| | SNEL |
| | Producteurs d'énergie locaux indépendants |
| | Chefs de tribus |
| Lisala | Gouvernance provinciale |
| | Gouverneur |
| Goma | SNEL |
| | Développeur de projet d'électricité |

ANNEXE 5: Intégration des politiques liées aux questions du genre et Evaluation de la Vulnérabilité

Cadre indicatif pour l'évaluation et l'intégration des questions de genre

Préambule

La RDC a pris plusieurs engagements pour faire en sorte que les questions de genre et de vulnérabilité ne fassent pas seulement partie du discours national mais qu'elles soient également intégrées dans les politiques et les programmes de développement. Ces engagements sont contenus dans différents cadres législatifs tels que présentés dans les informations de base de ce CGES.

A cette fin et dans le cadre de la préparation du projet, une étude sur le genre et la vulnérabilité et des consultations avec les communautés doivent être menées pour évaluer les défis et les opportunités de prise en compte des préoccupations liées au genre et à la vulnérabilité dans le projet.

Objectifs

- i. Déterminer comment promouvoir la participation des femmes et des autres groupes vulnérables au projet et à des activités particulières ;
- ii. Déterminer dans quelles conditions les femmes et d'autres groupes vulnérables pourraient participer aux activités communautaires.

Principaux Points / Etendue de l'étude

En particulier, l'étude devrait fournir des informations sur les femmes et d'autres groupes vulnérables:

- **Besoins:** Vise à évaluer les besoins de transport des femmes et identifier des moyens de répondre à ces besoins, notamment lors de la sélection des sous-projets ;
- **Leurs voix en consultation communautaire:** Vise à identifier des mécanismes pour garantir que leurs préférences sont prises en compte dans les consultations communautaires, qu'il s'agisse de consultations sur les mesures de protection sociale ou la sélection des sous-projets ;
- **Participation à l'évaluation de la performance de la communautaire :** elle vise à identifier des points d'entrée et des mécanismes propres au contexte (quotas, par exemple) pour la participation des femmes et autres groupes vulnérables à la maintenance des infrastructures réhabilitées telles que les routes ;
- **Impact du projet sur les moyens de subsistance des femmes et des autres groupes vulnérables:** recommander des indicateurs ou donner des indications pour refléter l'impact direct et indirect du projet sur les moyens de subsistance des femmes et des autres groupes vulnérables, par exemple la ventilation par genre des indicateurs existants sur l'impact des projets sur les moyens de subsistance des femmes.

ANNEXE 6: Mesures d'atténuation génériques E&S

La faune et la flore

Le promoteur du projet veillera à ce qu'il y ait bonne délimitation de la zone du projet qui sera affectée par les travaux de génie construction des sous-projets. Cela permettra de garantir que toute perturbation de la flore soit limitée à la zone du sous-projet et à éviter les effets de débordement sur les zones voisines. Dans ce même élan, il y aura un contrôle strict des véhicules de construction pour s'assurer qu'ils ne fonctionnent que dans la zone à perturber. Le promoteur doit mettre en place un programme de plantation d'arbres afin de remplacer la végétation ou les arbres défrichés dans la zone, probablement dans une institution publique comme les écoles.

Les impacts sur la qualité de l'air à des émissions d'échappement des véhicules

- Les conducteurs de véhicules de construction doivent être sensibilisés afin qu'ils ne laissent pas les véhicules tourner au ralenti et que les émissions d'échappement soient réduites.
- Maintenir toutes les machines et tous les équipements en bon état de fonctionnement afin d'assurer des émissions minimales de monoxyde de carbone, de NOX, de SOX et de particules en suspension.

Les émissions de poussières

La zone de construction devrait être clôturée pour réduire l'effet de la poussière sur les populations environnantes.

- Il convient de plier correctement les écharpes pour minimiser les émissions de poussières dans le public ;
- Saupoudrer d'eau les surfaces de la terre afin de réduire les niveaux de poussière ;
- Les camions de construction transportant des matériaux sur le site, livrant du sable et du ciment au site doivent être couverts pour éviter les émissions de poussières dans les zones environnantes;
- Des masques doivent être fournis à tout le personnel dans les zones sujettes aux émissions de poussières pendant la construction ;
- Les tas de terre excavée doivent être fermés / couverts / arrosés par temps sec ou venteux pour réduire les émissions de poussières ;
- Les conducteurs de véhicules de chantier doivent être sensibilisés afin de limiter leur vitesse pour réduire les niveaux de poussière.

Les Déchets Solides

- S'assurer que les déblais provenant des excavations sont disposés en fonction des différentes couches de sol. Ce sol peut alors être retourné lors de l'aménagement paysager et de la réhabilitation, dans le bon ordre où il a été enlevé, ce qui constitue la dernière couche de sol ;
- L'entrepreneur doit mettre en place et respecter un plan de gestion des déchets du site.
- Fournir des installations de collecte des déchets telles que des poubelles ;
- L'entrepreneur doit respecter les exigences nationales et les règles de construction relatives au stockage des matériaux de construction ;
- L'utilisation de matériaux durables et durables qui n'auront pas besoin d'être remplacés aussi souvent, réduisant ainsi la quantité de déchets générés au fil du temps.

Acquisition de terres et réinstallation

Aucune construction ne devrait être entreprise tant que les Personnes Affectées par le Projet (PAP) ne sont pas indemnisés pour leurs pertes et n'ont pas reçu leurs droits de réinstallation. Autrement dit, avant toute activité de projet, les PAP devront être indemnisées conformément au cadre de la politique de réinstallation du projet. Dans les cas où un litige ou une absence rend impossible l'indemnisation rapide de la ou des parties concernées, le tribunal ou une autre partie responsable peut maintenir les paiements sous condition.

Pour les activités impliquant l'acquisition ou la perte des terres, refus ou restriction d'accès, il faut en outre que ces mesures prévoient l'octroi d'une indemnisation et de toute autre assistance requise pour la réinstallation avant le déplacement et la préparation de sites de réinstallation dotés d'installations adéquates, le cas échéant.

L'exploitation des terres et des biens connexes ne peut avoir lieu qu'après l'indemnisation et, le cas échéant, les sites de réinstallation et les indemnités de déménagement ont été accordés aux personnes déplacées. Pour les activités de projet nécessitant une réinstallation ou une perte de logement, la politique exige en outre que des mesures visant à aider les personnes déplacées soient mises en œuvre conformément aux différents PAAR.

Risques pour la sécurité et la santé des travailleurs

- Le projet doit veiller à ce que les entreprises privées / opérateurs mini-réseaux et leurs sous-traitants fournir une formation en matière de SST (Sauveteur Secouriste du Travail) pouvant inclure la sensibilisation aux dangers, des pratiques de travail sûres et une préparation aux urgences de leurs employés / travailleurs pour s'assurer qu'ils sont bien informés sur les règles de travail des sites, la protection personnelle et la prévention des blessures chez les collègues de travail.
- Le projet exigera que tous les mini-réseaux entreprises / opérateurs privés et leurs sous-traitants pour mettre en œuvre un plan de l'environnement, la santé et la sécurité (EHS) qui décrira les procédures pour éviter les incidents de santé et de sécurité et pour un traitement médical d'urgence. Cet objectif sera atteint en faisant de cet aspect une composante d'un accord contractuel ;
- Le projet nécessitera que toutes les entreprises / opérateurs privés de mini-réseaux et leurs sous-traitants fournissent des équipements de protection individuelle (EPI) appropriés sur les chantiers pour prévenir et minimiser l'exposition aux blessures ;
- Les sociétés de mini-réseaux / opérateurs privés et leurs sous-traitants devront effectuer des inspections de sécurité régulières afin de garantir des mesures pour gérer les risques potentiels de SST.

Risques pour la Santé Publique

- La sensibilisation par l'équipe EIES à la population locale avant la construction ;
- L'entrepreneur est tenu de ne pas installer un camp de construction sur le site.

Demande accrue de consommation de matériaux

- L'entrepreneur doit se procurer tous les matériaux de construction tels que les pierres, le sable, le ballast et le noyau dur provenant de sites agréés et approuvés ;
- Assurer une budgétisation et une estimation précises des matériaux de construction réels pour éviter le gaspillage ;
- Réutilisation des matériaux de construction dans la mesure du possible.

Risques de déversements d'hydrocarbures

- En cas de fuite accidentelle, le sol contaminé doit être évacué et éliminé de manière appropriée ;
- Il est proposé que le ravitaillement et l'entretien des gros véhicules ne se déroulent pas sur le chantier ;

- Les sociétés privées ou opérateurs de mini-réseaux et leurs sous-traitants sont appelées pour sensibiliser les employés sur les procédures de l'entreprise en cas de déversements et de fuites des réservoirs de stockage d'huile des machines de construction grâce à une formation d'initiation et de sécurité ;
- Les véhicules et les équipements doivent être entretenus régulièrement et maintenus en bon état pour éviter les fuites ;
- En cas de déversement, l'entrepreneur doit isoler la source du déversement d'huile et contenir le déversement à l'aide de sacs de sable, de sciure de bois, de matériaux absorbants et / ou d'autres matériaux approuvés ;
- Les sociétés privées ou opérateurs de mini-réseaux et leurs sous-traitants doivent également assurer la sécurité contre le vandalisme lorsque le site est sans surveillance ;
- Formation appropriée pour la manipulation et l'utilisation de carburants et de matières dangereuses pour les travailleurs de la construction ;
- Tous les produits chimiques doivent être entreposés dans les zones bourgeonnées et clairement étiquetés, en précisant la nature et la quantité de produits chimiques dans les conteneurs individuels ;

Eaux pluviales et eaux usées

- Le système de drainage devrait être construit de manière à ce que les eaux de ruissellement ne touchent pas ou ne se déversent pas sur les terres avoisinantes ;
- Construisez le système de drainage de manière à suivre la route et à suivre les voies d'évacuation naturelles ;
- Ne bétonner que la surface requise pour l'installation et laisser le reste du terrain avec une végétation comme de l'herbe ;
- Construire un système de récupération de la pluie sur les bâtiments de contrôle et le harnais dans les réservoirs de stockage pour une utilisation dans les activités d'irrigation ou domestiques.

Nuisances sonores pendant la construction

Ces mesures d'atténuation proposées visent à garantir que le bruit généré par les activités de construction et d'exploitation est réduit au minimum et respecte les normes de bruit pertinentes. Ces mesures comprennent:

- Clôture du chantier avec des tôles de fer pendant la construction ;
- Installer des barrières portables pour protéger les compacteurs, réduisant ainsi les niveaux de bruit ;
- Utilisation de techniques de suppression du bruit pour minimiser l'impact du bruit de construction sur le site du projet ;

Utiliser un équipement conçu pour contrôler le bruit ;

- Coordonner avec les organismes compétents pour toutes les opérations de constructions.
- Contrôler la zone du projet pour éviter les accès inutiles par les utilisateurs ;
- Limiter les véhicules au temps de ralenti minimal et observer une approche sensée de l'utilisation du véhicule et encourager les conducteurs à éteindre les moteurs du véhicule chaque fois que cela est possible ;

Fixer et observer les limites de vitesse et éviter de casser les moteurs

- L'entrepreneur doit s'assurer que les activités de construction sont limitées aux heures de travail (c'est-à-dire entre 8 h et 17 h tous les jours) du lundi au vendredi ou selon les exigences de la législation.

Impacts visuels et esthétiques du paysage

Les impacts visuels négatifs peuvent être atténués en installant un mur autour de l'installation pour empêcher / filtrer les piles, les poteaux, les câbles et les transformateurs du projet par le promoteur du projet.

Erosion du sol

- Les entreprises / opérateurs privés de mini-réseaux et leurs sous-traitants doivent éviter les ruptures de terrain pendant les saisons de fortes précipitations pour éviter l'érosion ;
- Surveillance des zones de sol exposé pendant la saison des pluies pendant la phase de construction du projet pour s'assurer que tout incident d'érosion est rapidement maîtrisé ;
- Les entreprises / opérateurs privés de mini-réseaux et leurs sous-traitants doivent assurer la récupération des sols exposés avec de l'herbe et d'autres surfaces végétales dès que possible ;
- Les zones compactées par les véhicules lors de la préparation du site et de la construction doivent être scarifiées (déchirées) par l'entrepreneur afin de permettre la pénétration des racines des plantes et la repousse de la végétation naturelle ;
- Diriger le drainage pour suivre le parcours naturel, par ex. le long de la route pour éviter de drainer l'eau dans les terres, surtout une fois la construction terminée ;
- Des canaux de drainage appropriés et le nivellement, en particulier de la route d'accès, pour réduire la vitesse de ruissellement et augmenter l'infiltration des eaux pluviales dans le sol ;
- Un compactage correct sera également effectué le long de la route d'accès.

Risques sociaux liés à l'afflux de la main d'œuvre et la Violence Basée sur le Genre (VBG)

- Fourniture d'une formation de sensibilisation culturelle pour les travailleurs en ce qui concerne l'engagement avec la communauté locale ;
- Approvisionnement de la main-d'œuvre locale;
- Introduction de sanctions (par exemple, licenciement) pour les travailleurs impliqués dans des activités criminelles;
- Mise à disposition des programmes de prévention et de gestion de la toxicomanie;
- Code de conduite des travailleurs reconnaissant la tolérance zéro pour la VBG;
- Mise en œuvre du programme d'éducation sur le VIH/SIDA;
- Campagnes d'information sur les MST parmi les travailleurs et les communautés locales;
- Education sur la transmission des maladies;
- Formation obligatoire et régulière pour les travailleurs sur un comportement légal requis dans la communauté d'accueil et les conséquences juridiques pour non-respect des lois;
- Faire en sorte que les enfants et les mineurs ne sont pas employés directement ou indirectement sur le projet;
- Mise à disposition d'un emploi occasionnel à la fois des hommes et des femmes tout au long du cycle de mise en œuvre;
- Fournir des emplois occasionnels aux hommes et aux femmes tout au long du cycle de mise en œuvre;
- Toute violence basée sur le genre doit être rapportée et traitée conformément à la loi;
- Tout décrochage d'enfant doit être signalé à l'organisme gouvernemental concerné.

Mesure d'atténuation des déchets dangereux et plan de gestion / d'élimination

- Achat de matériel électronique auprès de fabricants crédibles ;
- Élimination et recyclage appropriés chaque fois que possible.
- Mesures d'atténuation correspondantes pour gérer avec succès les impacts négatifs sur l'E & S en fonction de l'étape du projet.

ANNEXE 7: Exemple de Plan d'Engagement des parties prenantes

Un bon plan de mobilisation des parties prenantes devrait:

- Décrire les exigences en matière de réglementation, de prêteur, d'entreprise pour consultation et de divulgation ;
- Identifier et hiérarchiser les groupes de parties prenantes clés, en se concentrant sur les communautés affectées ;
- Fournir une stratégie et un calendrier pour partager des informations et consulter chacun de ces groupes ;
- Décrire les ressources et les responsabilités pour la mise en œuvre des activités d'engagement des parties prenantes ;
- Décrivez comment les activités d'engagement des parties prenantes seront intégrées au système de gestion d'une entreprise.

L'étendue et le niveau de détails du plan doivent être adaptés aux besoins du projet.

1. Introduction

Décrivez brièvement le projet, y compris les éléments de conception et les questions sociales et environnementales potentielles. Lorsque cela est possible, inclure des cartes du site du projet et ses environs.

2. Les règlements et exigences

Résumez les exigences légales, réglementaires, de prêteur ou de société relatives à l'engagement des parties prenantes applicables aux opérations du projet. Cela peut impliquer une consultation publique et des obligations de divulgation liées au processus d'évaluation sociale et environnementale.

3. Résumé de toutes les activités précédentes de mobilisation des parties prenantes

Si l'entreprise a entrepris des activités à ce jour, y compris la divulgation d'informations et / ou la consultation, les informations suivantes doivent être fournies:

- Type d'information divulguée, sous quelles formes et comment elle a été diffusée ;
- Lieux et dates de toutes les réunions entreprises à ce jour ;
- Personnes, groupes et / ou organisations consultés ;
- Problèmes clés abordés et principales préoccupations soulevées ;
- Réponse de l'entreprise aux questions soulevées, y compris tout engagement ou action de suivi ;
- Processus entrepris pour documenter ces activités et faire un rapport aux parties prenantes.

4. Les parties prenantes du projet

Énumérez les principaux groupes de parties prenantes qui seront informés et consultés sur le projet. Celles-ci doivent inclure des personnes ou des groupes qui:

- Sont directement et / ou indirectement affectés par le projet
- Ont des «intérêts» dans le projet qui les déterminent en tant que parties prenantes
- Ont le potentiel d'influencer les résultats du projet ou les opérations de l'entreprise

5. Programme d'engagement des parties prenantes

- Résumer les buts et objectifs du programme ;
- Décrivez brièvement quelles informations seront divulguées, dans quels formats et les types de méthodes qui seront utilisés pour communiquer ces informations à chacun des groupes ;
- Décrivez brièvement les méthodes qui seront utilisées pour consulter chacun des groupes ;
- Décrivez comment les points de vue des femmes et d'autres sous-groupes pertinents seront pris en compte au cours du processus ;
- Décrivez toute autre activité d'engagement qui sera entreprise.

6. Calendrier

Fournir un calendrier indiquant les dates et les lieux où diverses activités d'engagement des parties prenantes, y compris la consultation, la communication et les partenariats auront lieu et la date à laquelle ces activités seront intégrées dans le système de gestion de l'entreprise.

7. Ressources et responsabilités

Qui, au sein de l'entreprise sera responsable de la réalisation de ces activités? Quel budget a été alloué vers ces activités? Indiquez ce que le personnel et les ressources seront consacrées à la gestion et la mise en œuvre du Programme d'engagement des parties prenantes. L'intégration de la fonction de liaison avec la communauté avec d'autres fonctions de base est également importante, tout comme l'implication et la supervision de la direction.

8. Mécanisme de règlement des griefs

Décrivez le processus par lequel les personnes touchées par le projet peuvent présenter leurs griefs à l'entreprise pour examen et réparation. Qui recevra les griefs publics, comment et par qui seront-ils résolus et comment la réponse sera-t-elle communiquée au plaignant?

9. Surveillance et rapports

Décrivez tout projet visant à impliquer les parties prenantes du projet (y compris les communautés affectées) ou les observateurs tiers dans le suivi des impacts du projet et des programmes d'atténuation. Décrivez comment et quand les résultats des activités d'engagement des parties prenantes seront rapportés aux parties prenantes concernées ainsi qu'aux groupes de parties prenantes plus larges.

10. Fonctions de gestion

Comment les activités d'engagement des parties prenantes seront-elles intégrées au système de gestion environnementale et sociale de la société et à d'autres fonctions essentielles de l'entreprise?

- Qui aura la supervision de la gestion du programme?
- Quels sont les plans d'embauche, de formation et de déploiement du personnel pour entreprendre un travail d'engagement des parties prenantes?
- Quels seront les liens hiérarchiques entre le personnel de liaison communautaire et la haute direction?
- Comment la stratégie d'engagement des parties prenantes de la société sera-t-elle communiquée en interne?
- Quels outils de gestion seront utilisés pour documenter, suivre et gérer le processus?
- Pour les projets ou les opérations de la société impliquant des entrepreneurs, comment l'interaction entre les contractants et les parties prenantes locales sera-t-elle gérée pour assurer de bonnes relations?

ANNEXE 8: Exemple de Formulaire de Réclamation

Nom (Déposant de la plainte): _____

Numéro d'identification: _____ (Numéro d'Identification des PAP)

Coordonnées: _____ (Village; téléphone mobile)

Nature des griefs ou d'une plainte:

Date - Personnes contactées - Résumé de la discussion

Signature : _____ Date de la signature: _____

Signé (Déposant de la plainte): _____

Nom de la personne qui dépose la plainte: _____ (si différente du déposant)

Position ou relation avec le Déposant

Examen / Résolution

Date de la séance de conciliation: _____

Le déposant était-il présent? Oui / Non

Une vérification sur le terrain de la plainte a-t-elle été effectuée? Oui / Non

Conclusions de l'enquête sur le terrain: _____

Résumé des discussions de la séance de conciliation: _____

_____ Problèmes _____

Un accord a-t-il été conclu sur les questions? Oui / Non

Si un accord a été conclu, détailler l'accord ci-dessous:

Si un accord n'a pas été atteint, préciser les points de désaccord ci-dessous:

Signé (Conciliateur): _____ signé (Déposant): _____

Signé: _____

Observateur indépendant

Date: _____

Annexe 9: Approche de gestion de l'élimination des déchets et des piles

En Afrique, de nombreux pays et communautés sont déjà aux prises avec des sites contaminés et la pollution des sols due à la récupération et au recyclage de batteries de voitures non-réglementées. Une gestion et un recyclage en fin de vie peu fiables peuvent provoquer un empoisonnement grave, voire mortel, entravant ainsi la santé des personnes travaillant dans le secteur du recyclage des batteries. La santé des habitants vivant autour des petites et grandes fonderies industrielles, en particulier des enfants, peut être gravement compromise. Un récent rapport de Recycling Africa Project a révélé que chaque année, plus de 1,2 million de tonnes de batteries au plomb utilisées et 800.000 tonnes de plomb nécessitent une gestion rationnelle en Afrique.

Sur le plan environnemental, lorsque les ordures ménagères sont éliminées, les piles se retrouvent dans les décharges / dépotoirs. Au fur et à mesure que le boîtier de la pile se corrode, les produits chimiques pénètrent dans la nappe phréatique d'où ils contaminent les plans d'eau. Les particules d'acide et de plomb contaminent également le sol et deviennent des aérosols qu'elles sont sèches. Sur le plan sanitaire, le cadmium et le nickel sont des produits carcinogènes connus. Le plomb a été associé à des malformations congénitales et à des dommages neurologiques et développementaux, et le mercure est également très toxique, en particulier sous forme de vapeur. Des niveaux excessifs de plomb peuvent affecter la croissance de l'enfant, provoquer des lésions cérébrales, nuire aux reins, altérer l'ouïe et induire des troubles du comportement. Chez l'adulte, le plomb peut entraîner une perte de mémoire et réduire la capacité de concentration.

La RDC ne dispose d'aucune installation d'élimination / recyclage des batteries au plomb-acide usagées. Par conséquent, dans le cadre d'une solution à long terme à ce défi, le développement d'une approche stratégique incluant le gouvernement, les développeurs de mini-réseaux, ET d'autres entreprises du secteur privé de la RDC) et leurs partenaires financiers mettront en place une approche cohérente de stockage, de recyclage et d'élimination des batteries dans le pays.

Le secteur privé peut jouer un rôle important dans la gestion du recyclage des batteries au plomb. Une implication du secteur privé efficace et rentable dans le recyclage des batteries peut constituer une approche très efficace dans le traitement de l'ULAB au Burkina Faso. La fabrication de batteries locales devrait également être encouragée, car la pratique évitera les boucles globales de matières toxiques.

La mesure d'atténuation recommandée pour le programme Mini-Réseaux Verts de la RDC consiste à disposer d'un système bien établi et bien coordonné de collecte et de stockage des piles usagées des sites de mini-réseaux et des utilisateurs autonomes du système solaire une fois les piles obsolètes. Des sites centraux de collecte et de stockage doivent être établis dans différentes régions du pays pour répondre aux besoins de toutes les batteries collectées à partir des mini-réseaux existants et des mini-réseaux proposés, ainsi que des systèmes solaires autonomes dans le pays. Ces zones de collecte et de stockage serviront de sites contenant des piles usagées, tandis qu'une option meilleure et réalisable d'élimination et de recyclage est développée grâce à un dialogue national établi impliquant le gouvernement et les autres parties prenantes concernées.

À cet égard, toutes les entreprises de mini-réseaux et les entreprises autonomes doivent inclure une politique de collecte et de recyclage des batteries dans leur SGES établi et stipuler une approche pertinente pour la collecte et le stockage dans leurs études d'évaluation environnementale (EIES ou études environnementales).

Pour réglementer la gestion des déchets de ces substances toxiques, la Convention de Bâle est très importante au niveau international pour les deux batteries au plomb-acide utilisées. En outre, le Secrétariat de la Convention de Bâle a établi des directives pour un traitement sûr des piles au plomb-acide usagées. En mars 1989, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination a été adoptée. Le traité est entré en vigueur en 1992. S'appuyant sur les principes de la gestion écologiquement rationnelle, la convention vise à protéger la santé humaine et l'environnement des risques posés par les déchets dangereux. Cela nécessitera de modifier l'équation économique pour les déchets afin de motiver les producteurs de déchets dangereux et les personnes qui bénéficient des biens associés à prendre des mesures.

Pour ce faire, la convention définit une stratégie en trois étapes:

- Minimiser la génération de déchets ;
- Traiter les déchets aussi près que possible de l'endroit où ils ont été générés ;
- Minimiser les mouvements internationaux de déchets dangereux.

Les directives techniques pour la gestion écologiquement rationnelle des batteries au plomb-acide usées (source: www.basel.int) offrent aux responsables un ensemble de bonnes pratiques et de principes pour la mise en place de systèmes efficaces de recyclage des batteries. Elles décrivent comment collecter, transporter et stocker les batteries usagées; donner des spécifications pour les chambres de stockage et les installations de transport; décrire comment les batteries livrées à l'usine de recyclage doivent être vidées de leurs électrolytes, identifiées, séparées et stockées. Elles expliquent comment le plomb récupéré doit être raffiné afin d'éliminer les contaminants indésirables et abordent les problèmes médicaux et la sensibilisation du public. Les lignes directrices concluent que la méthode la plus efficace de collecte consiste à faire appel aux fabricants, aux détaillants, aux grossistes et aux stations-service pour conserver les piles usagées au moment où de nouvelles piles sont fournies au client.

De manière générale, les bonnes pratiques en matière de recyclage des batteries au plomb-acide comprennent:

- Séparer les zones de travail afin que les zones de traitement ne contaminent pas les zones non traitées ou les zones de restauration ;
- Etablir des politiques de santé et de sécurité complètes ;
- Surveillance médicale pour tout le personnel d'exploitation exposé aux opérations de plomb ;
- Installations de traitement des eaux usées ;
- Procédures de contrôle des émissions ;
- Gestion des déchets solides de tous les sous-produits et résidus de fusion ;
- Programme de sensibilisation communautaire qui sensibilise la population environnante aux opérations secondaires au moyen de communications bidirectionnelles efficaces.

La Banque mondiale fournit des orientations générales sur le recyclage et la réutilisation des déchets dans ses directives sur l'environnement, la santé et la sécurité. Les éléments suivants doivent être pris en compte lors du recyclage de la batterie: L'évaluation des processus de production des déchets et l'identification des matériaux recyclables potentiellement

- Identification et recyclage des produits qui peuvent être réintroduite dans le processus de fabrication ou de l'activité industrie sur le site
- Enquête sur les marchés extérieurs pour le recyclage par d'autres opérations industrielles de transformation situées dans le quartier ou la région de l'installation (par exemple, l'échange de déchets)
- L'établissement des objectifs de recyclage et de suivi formel de la production de déchets et taux de recyclage
- Fournir une formation et des incitations aux employés afin d'atteindre les objectifs

Certains pays et régions développés ont adopté des règlements de recyclage de la batterie complète qui peut être sous forme apprises, telles que:

- Îles anglo-normandes: Au début de 2009 Guernesey a pris l'initiative en mettant en place l'installation de recyclage de Longue Hougue qui, parmi plusieurs fonctions offre un point de chute pour les piles usagées afin qu'elles puissent être recyclées hors île.
- Royaume-Uni: Une directive européenne sur les batteries entrée en vigueur en 2009 exige les producteurs à payer pour la collecte, le traitement et le recyclage des batteries.
- Amérique du Nord: L'industrie de la batterie rechargeable a formé la Rechargeable Battery Corporation (RBRC) qui exploite un recyclage de la batterie libre.
- Union Européenne: En 2006, l'UE a adopté la directive sur les batteries - l'un des objectifs est un taux plus élevé de recyclage des batteries. La directive européenne a donné des objectifs de 25% pour la 1ère année, 45% après 4 ans.

Annexe 10: Cadre de politique de réinstallation

1.0 INTRODUCTION

1.1. Contexte

La description du projet et les composantes des projets prévus ont été présentés dans le document CGES pour le projet. Depuis, les sites spécifiques où des sous-projets seront exécutés n'ont pas encore été sélectionnés. L'instrument de sauvegarde approprié à préparer pour le respect des exigences de FVC et les politiques de sauvegarde opérationnelle de la BAD est un Cadre de Politique de Relocalisation (CPR). Tandis que toutes les activités de réinstallation doivent être minimales, ce CPR définit le processus par lequel les impacts potentiels de la réinstallation des sous-projets conduisant à la nécessité d'un PARA seront examinés et des mesures d'évaluation et de compensation de l'impact développées et mises en œuvre. Une fois que les sous-projets, les sites spécifiques et les communautés bénéficiaires ont été clairement définis, tous les sous-projets et activités seront examinés et les outils d'atténuation appropriés tels que les EIES ou les dispositions de la réglementation locale et des garanties de la BAD.

Ce Cadre de politique de réinstallation (CPR) fournit le cadre nécessaire pour garantir que tous les sous-projets pouvant impliquer l'acquisition de terres et / ou la réinstallation et la perte de moyens de subsistance de personnes respectent à la fois la législation congolaise et les sauvegardes opérationnelles de la Banque.

Le processus de préparation, d'examen et d'approbation jusqu'à la mise en œuvre des sous-projets permettra au CPR de répondre de manière adéquate aux préoccupations de fond de toutes les garanties opérationnelles de la Banque africaine de développement et des cadres politiques et juridiques congolais pertinents.

Depuis, seuls les projets relevant de la catégorie 2 du système de catégorisation SSI de la BAD, les plans d'action abrégés de réinstallation (PAAR), le cas échéant, conformes aux orientations prescrites dans le présent CPR, seront soumis à l'approbation de la BAD une fois que des informations spécifiques sur disponibles. Le CPR décrit les critères de conception pour la réinstallation des personnes touchées au cours de la mise en œuvre du projet, le contexte juridique, le processus de préparation d'un PARA, le contenu d'un plan, le processus d'exécution et organisation.

1.2 Objectifs du Cadre de politique de réinstallation

La réinstallation involontaire implique le déplacement de personnes du fait de projets de développement qui empiètent sur leurs moyens de production, leurs sites culturels et leurs sources de revenus, notamment les terres, les pâturages, les autres biens, etc. déplacés contre leurs souhaits, car ils ne sont souvent pas les initiateurs de leur mouvement.

La mise en œuvre du programme de mini-réseaux peut déclencher la politique de réinstallation involontaire, car un déplacement minimal est prévu car des terres peuvent être acquises à des fins d'activités de sous-projets et les personnes affectées devront être indemnisées pour perte de terres, cultures, habitations et autres structures et moyens de subsistance.

Ce Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) a donc été préparé pour traiter de manière appropriée des questions telles que la nécessité de l'acquisition de terres, la compensation et la réinstallation des personnes affectées par la mise en œuvre des sous-projets.

1.3 Objectifs du Cadre de politique de réinstallation

L'objectif général du CPR est de fournir des orientations sur la manière de traiter les questions liées à l'acquisition de terres, à la compensation et à la réinstallation pendant la mise en œuvre du projet. Cela garantira que les personnes déplacées et réinstallées sont indemnisées pour leur perte au coût de remplacement, compte tenu des possibilités de partager les avantages générés par le projet et ont aidé au déménagement et pendant la période de transition sur le site de réinstallation.

Les objectifs spécifiques du CPR sont les suivants:

- Minimiser, autant que possible, l'acquisition de terrains pour la mise en œuvre des sous-composantes du projet, lorsque ces activités d'acquisition ou liées au projet entraîneront des impacts sociaux négatifs,
- Veiller à ce que, lorsque l'acquisition de terrains est nécessaire, celle-ci soit exécutée en tant que programmes durables permettant aux personnes de partager les avantages du projet,
- Assurer une consultation sérieuse avec les personnes à être touchées ou déplacées; et
- Fournir une assistance qui atténuera ou restaurera les impacts négatifs de la mise en œuvre du projet sur les moyens de subsistance des personnes affectées afin d'améliorer leurs moyens de subsistance ou, au moins, de restaurer les niveaux d'avant-projet.
- Définir les rôles et les responsabilités des différentes parties prenantes dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des activités de réinstallation.

Il cherche en outre à:

- Permettre des recours parmi les communautés affectées par les activités du projet; et
- Réduire le stress sur les communautés / ménages affectés par le projet.

L'objectif opérationnel du cadre est de fournir des orientations aux parties prenantes participant à l'atténuation des impacts sociaux négatifs du projet, y compris les opérations de réhabilitation / réinstallation, afin de garantir que les personnes affectées par le projet du projet.

Les groupes cibles du CPR sont le ministère de l'Énergie, d'autres ministères concernés par la mise en œuvre du programme, les promoteurs de sous-projets mettant en œuvre des sous-projets hors réseau et les communautés où les sous-projets seront mis en œuvre. Parmi les autres institutions figurent les autorités locales et les organisations non gouvernementales compétentes (ONGs).

1.4 Méthodologie du CPR

La préparation de ce RPF a été largement entreprise grâce à des données secondaires émanant du gouvernement congolais et de la BAD pour mieux comprendre le cadre juridique de la BAD et du Congo sur les questions liées à la réinstallation. Il a également été fait référence à des cadres similaires préparés pour des propositions de projets pour le gouvernement congolais.

Les parties prenantes concernées ont été consultées lors de la préparation du programme de mini-réseaux verts BAD-GCF (voir annexe 4). Le CPR sera diffusé auprès des principales parties prenantes susceptibles de jouer un rôle dans les activités de réinstallation, notamment les autorités locales et les autorités traditionnelles si de tels cas devaient survenir pendant la mise en œuvre du projet. Tout PAAR requis lorsque projets spécifiques de sous-composants sont connus sera consulté avec les communautés affectées et divulgué aux niveaux national et local par le biais des sites Web du Ministère de l'énergie et d'autres canaux de communication. Les PAAR seront également affichés dans le centre d'information de la Banque et sur le site Web de la Banque aux fins d'examen et de commentaires publics conformément à la politique de divulgation de la Banque et aux procédures d'évaluation des incidences environnementales et sociales de la Banque (PEES 2013).

2.0 IMPACTS DU POTENTIEL DE RÉINSTALLATION ET APPROCHE DES MESURES DE SAUVEGARDE

Le projet comprend un certain nombre d'activités pour lesquelles un filtrage peut être requis, menant à la préparation des EIES, des avis d'impacts sur l'environnement, des PGES et des PAAR, le cas échéant. Bien que l'on s'attende à ce que les impacts soient minimes, les activités liées à l'infrastructure et à la construction pour les deux phases du projet peuvent nécessiter une acquisition de terrain ou le déplacement temporaire ou permanent de cultures, de structures ou de personnes.

Comme indiqué ci-dessus, le projet comprendra des installations de mini-réseaux et des connexions avec les utilisateurs finaux (réseaux de distribution et installations associées) et il faudra peut-être acquérir de petites portions de terrain. Une réinstallation temporaire et une compensation pour les biens perdus et les revenus des PAP situés là où des travaux de construction auront lieu peuvent être nécessaires.

Comme le soulignent les informations de base de ce CGES, les projets de mini-réseaux seront très probablement situés sur des terres appartenant au gouvernement et fournies par les autorités villageoises sur des terres coutumières allouées par les chefs traditionnels des communautés. Dans la plupart des cas, les installations ne sont pas censées provoquer une réinstallation (exception faite de quelques zones avec des maisons en terre et autres propriétés) et peuvent au mieux nécessiter une perte minimale de biens (arbres, cultures, etc.) à installer tableaux et ouvrir la voie à des connexions d'utilisateur final.

Des consultations avec les communautés affectées auront lieu pour s'assurer que les empreintes relativement petites de toutes les installations de la phase seront situées de manière à réduire au minimum ou à éliminer la nécessité d'une réinstallation temporaire ou permanente importante ou la perte de biens ou de revenus. Le gouvernement sera responsable de toute compensation (si nécessaire) pour tout terrain acquis pour des sous-projets, ou de toute autre compensation pour les biens ou revenus perdus, de ses propres ressources, indépendamment des fonds du projet.

Le CPR fournit les procédures pour traiter les impacts potentiels de la réinstallation. Cependant, les détails spécifiques du sous-projet, tels que l'emplacement et la conception du site, ne doivent pas être disponibles au cours de la mise en œuvre du projet.

2.1 Une surveillance et d'évaluation

Le suivi est un élément crucial pour le succès de tout projet de réinstallation car il est important de vérifier avec précision les informations relatives à la mise en œuvre du plan de réinstallation et devrait être planifié et chiffré le plus tôt possible dans le projet. La surveillance fournira des informations en retour à la direction du projet, ce qui aidera à maintenir les programmes dans les délais et à les faire aboutir.

Processus de surveillance

Afin de se conformer aux exigences de la BAD, les procédures de suivi internes globales comprendront un suivi des performances internes, un suivi des impacts et une évaluation externe finale

3.0 CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF RÉGLEMENTANT LA RELOCALISATION DES PERSONNES AFFECTÉES

Cette section du CPR examine le cadre politique pertinent pour les activités du cadre d'investissement AFDB-GCF et évalue l'adéquation de la législation nationale en termes de principes politiques de ce CPR. Le cadre juridique relatif aux questions de réinstallation comprend les différentes dispositions de la législation congolaise et les sauvegardes opérationnelles de la BAD.

3.1 Cadre juridique de la RDC affectant la réinstallation

3.1.1 La Constitution de la RDC

La Constitution de la RDC a été approuvée par référendum le 19 décembre 2005 et promulguée par décret du chef de l'Etat le 18 février 2006. En ce qui concerne la protection de la propriété privée, son article 34 énonce les principes généraux suivants:

- La propriété privée est sacrée.
- L'État garantit le droit à la propriété individuelle ou collective, acquise dans le cadre de la loi ou de la coutume.
- Nul ne peut être privé de ses biens, sauf dans l'intérêt public et sous réserve d'une juste et préalable indemnisation dans des conditions déterminées par la loi.

3.1.2 Cadre juridique et mécanismes de règlement des litiges et d'appel

a) Régime foncier et législation congolaise en matière d'expropriation.

Les modalités d'expropriation à usage public sont régies par la loi n° 77/01 du 22 février 1977 relative à l'expropriation à des fins d'usage public. Les modalités d'occupation du sol sont régies par la loi n° 073-021 du 20 juillet 1973 sur le régime général des biens, le régime foncier et le régime foncier, modifiés par la loi n° 80-008 du 18 juillet 1980 portant code foncier en RDC. Ils sont considérés à ce jour comme des instruments de référence en la matière.

b) Mécanisme juridique des dispositions de la Loi No 80-008 date du 18 Juillet de 1980.

La loi foncière n° 80-008 portant modification de la loi n° 73-021 du 20 juillet 1973 définit le régime foncier et étatique en RDC. Depuis la réforme agraire de 1973, toutes les terres sont devenues publiques. Cela a abouti à l'abolition des «terres indigènes» pour assurer l'uniformité de la loi foncière.

La procédure comporte deux phases:

- Le premier est d'ordre administratif**, où les caractéristiques spécifiques de l'expropriation, l'étendue de l'intérêt public, les détenteurs du pouvoir d'exproprier, les droits expropriés sont précisément mentionnés. La procédure administrative est comme suit :
 - Phase de préparation à l'expropriation: La procédure d'expropriation découle de la décision faisant valoir l'intérêt public (DUP) des travaux et ordonnant l'expropriation. Les travaux de préparation tels que l'enquête sur la propriété et l'identification des PAP sont à la discrétion du pouvoir exécutif.
 - Décision d'intérêt public des travaux et expropriation: forme et publicité: Elle est prise par décret ministériel (ou décret présidentiel, selon les cas), publié au Journal officiel et notifié aux personnes exposées à l'expropriation. La décision relative à l'intérêt public (DUP) énonce l'identité complète des parties concernées et repose sur un plan mentionnant les biens à exproprier et les travaux à exécuter. Il fixe également le délai d'expulsion à partir de la date du déménagement.
 - Cas de plaintes et d'observations de la part de l'exproprié: Les plaintes et observations sont portées à l'attention du Ministre des affaires foncières dans un délai d'un mois à compter de

la date de réception du DUP (ou de la date de notification). Ce délai peut être prolongé par l'autorité ayant statué sur l'expropriation. À l'expiration du délai, le ministre des Affaires foncières soumet des offres d'indemnisation à l'exproprié. Ces offres sont basées sur un rapport préparé et signé par deux experts immobiliers / géomètres, auxquels peut être associé, si nécessaire, un spécialiste en fonction de la nature du bien à exproprier. S'il s'agit d'exproprier des droits collectifs ou individuels dont jouissent les populations locales sur les terres publiques, la partie expropriante utilise une enquête requise pour formuler ses offres d'indemnisation et, à défaut de parvenir à un accord, les réclamations sont portées devant les tribunaux.

ii. **Elle est suivie par la phase judiciaire** et comprend enfin l'indemnisation et les autres droits de l'exproprié: En droit congolais, l'expropriation est une procédure relevant de la compétence du pouvoir exécutif. Les tribunaux ne sont compétents que pour régler à posteriori les différends et les réclamations résultant d'opérations infructueuses entre les expropriants et les expropriés. En cas de litige devant les tribunaux civils, la procédure est la suivante:

- Dans les 15 jours suivant la convocation, le tribunal entend les parties;
- Dans un délai de huit jours à compter de cette date, le tribunal statue sur la légalité de la procédure, nomme officiellement des experts et fixe le délai dans lequel ils auraient dû présenter leur rapport. Ce délai ne doit pas dépasser soixante jours. Les experts peuvent obtenir toutes les informations pertinentes à l'exercice de leurs fonctions au bureau du registraire des titres immobiliers;
- Dans les huit jours suivant le dépôt du rapport d'expert.

Au mois de l'audience, le tribunal se prononce sur le montant de l'indemnité et les frais et la date limite d'expulsion si l'exproprié les saisit. Le jugement est exécutoire.

c) Mécanisme Extrajudiciaire

Toutes les compensations sont entièrement et exclusivement définies dans le cadre juridique et réglementaire congolais. Les dispositions des directives de la Banque minimiseront le nombre de plaintes et d'appels. Les dispositions applicables dans ce cas sont une approche conciliante afin de préserver les droits des personnes affectées par le projet, tout en favorisant une gestion saine du budget de compensation.

3.1.3 Régime foncier et système de livraison en RDC

e régime foncier désigne la manière dont les droits fonciers sont détenus. Étant donné que la mise en œuvre du projet peut dans de rares cas aboutir à l'acquisition de petites portions de terres qui ne sont pas encore contrôlées par l'État ou les autorités traditionnelles, il est utile de définir le régime foncier de la RDC la terre peut être accédée aux fins du projet.

Le Ministère des affaires foncières a la responsabilité générale de l'administration des terres et des terres urbaines et rurales du pays. Au sein du ministère, divers départements sont chargés de gérer l'enregistrement, les enquêtes, la gestion des concessions foncières de l'État (y compris l'attribution de concessions) et de fournir un service de règlement des litiges fonciers.

Types de baux

En vertu de la loi officielle, l'État possède toutes les terres en RDC; les personnes et les entités souhaitant obtenir des droits d'utilisation sur des terres peuvent demander des concessions à perpétuité ou des concessions standard. Les concessions à perpétuité (concessions perpétuelles) ne sont disponibles que pour les ressortissants congolais et sont transférables et héréditaires par les ressortissants congolais. L'État peut mettre fin aux concessions à perpétuité par le biais de l'expropriation. L'Etat peut accorder des concessions standard (concessions ordinaires) à toute personne physique ou morale, de nationalité congolaise ou étrangère. Les concessions standard sont accordées pour des périodes spécifiques, généralement jusqu'à 25 ans avec possibilité

de renouvellement. Le renouvellement est généralement garanti tant que le terrain est développé et utilisé conformément aux conditions de la concession (Musafiri 2008).

Bien que la loi formelle s'applique à toutes les terres de la RDC, en pratique, l'application de la loi formelle de la RDC relative aux concessions tend à se limiter aux zones urbaines et aux grandes exploitations de terres productives dans les zones rurales. Dans la plupart des zones rurales, le droit coutumier régit. En vertu du droit coutumier, les groupes et les clans détiennent collectivement des terres et les chefs traditionnels attribuent des droits d'utilisation aux parcelles. Les terres rurales utilisées à des fins agricoles et résidentielles sont devenues très individualisées dans certaines régions au fil des ans. Les membres de la communauté ont le pouvoir de prêter, de louer en espèces ou de partager leurs parcelles individuelles de terres communales, mais dans la plupart des régions, ils ne peuvent pas vendre ou aliéner les terres communales à des personnes extérieures à la communauté. Au fur et à mesure de la commercialisation des zones, l'interdiction de vendre des terres à des étrangers a été assouplie.

Acquisition obligatoire des droits de propriété privée par le gouvernement

En vertu de la Constitution et la loi sur l'expropriation de la RDC 1977 (loi n ° 77-001), l'Etat est propriétaire de toutes les terres en RDC et peut exproprier des terres en concession et détenues par les communautés locales qu'il juge nécessaires à un usage public ou dans l'intérêt public, sous réserve du paiement d'une indemnité. Le processus d'expropriation commence par une enquête et de l'évaluation, suivie par l'émission d'une ordonnance signée par le ministre des Affaires foncières ou d'un décret présidentiel (pour l'expropriation des zones entières) d'identifier les terres d'expropriation et la notification du concessionnaire. Les titulaires de concessions ont un mois pour présenter des objections et faire une demande spécifique pour le paiement d'une indemnité, si les parties ne la loi prévoit pas d'accord sur le montant de l'indemnité, que le tribunal prendra la décision.

Autorité traditionnelle et régime foncier coutumier

Le droit congolais établit que toutes les terres appartiennent à l'État et considère les occupants comme des «concessionnaires». En vertu du droit coutumier et traditionnel (par opposition au droit de l'État), les structures de gouvernance traditionnelles locales, à savoir les chefs de terre Les chefs de terre sont responsables au sein de chaque communauté de la distribution des terres et de la tenue de diverses cérémonies qui aident à maintenir de bonnes relations entre la population et ses ancêtres. Toutefois, en vertu de l'article 53 de la loi 73-021 du 20 juillet 1973, l'État a proclamé que toutes les terres en RDC lui appartenaient et que seul l'État pouvait régir la vente des terres, privant ainsi les chefs de terre de leur droit coutumier.

L'État n'applique pas cette disposition très fréquemment, car l'application de la loi officielle de la RDC relative aux concessions tend à se limiter aux zones urbaines et aux grandes exploitations de terres productives dans les zones rurales. Dans la plupart des zones rurales, le droit coutumier régit. En conséquence, les chefs traditionnels, qui ne sont pas salariés, perçoivent des honoraires pour les services rendus dans l'exercice de leurs responsabilités, notamment en matière de règlement des différends ou d'organisation des fonctions communautaires. Parfois, ils facturent également des frais pour l'attribution des terres, bien que cela soit contraire à la loi.

Sur la base de ce système, la terre peut être détenue de manière coutumière par des générations d'une famille. La population locale d'un village donné a un droit d'usage sur la terre donnée par le village ou le chef de terre. Cette terre peut être cultivée ou utilisée comme réserve et les terres réservées peuvent être laissées en jachère ou entièrement inutilisées. La terre n'est généralement pas vendue, mais le nouvel utilisateur de la terre attend un cadeau de cérémonie au chef et / ou à l'ancien concessionnaire. Le système d'allocation basé sur les lignées s'applique aux zones résidentielles, aux champs de brousse et aux terres aménagées.

Cependant, les champs en friche depuis plus de quelques années, les forêts et les plans d'eau sont considérés comme des biens communs sous l'autorité du chef de terre du village.

Dans la pratique, la majorité des agriculteurs affectés dans les empreintes de l'infrastructure ont indiqué qu'ils ne payaient pas un loyer annuel, mais seulement un cadeau lorsqu'ils ont reçu la terre. Les impacts sur les terres par acquisition peuvent avoir une incidence sur la capacité d'un chef de terre à attribuer des terres. En outre, le droit

congolais reconnaît le rôle juridique joué par le chef de groupement et administrateur territorial en ce qui concerne les différends avec et entre les chefs de terre.

3.2 Politique de réinstallation involontaire de la BAD

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a pour mission de contribuer à la réduction de la pauvreté en Afrique en stimulant le développement économique durable et le progrès social dans ses pays membres régionaux (PMR). Le Groupe de la Banque s'engage à éviter ou à minimiser les impacts environnementaux et sociaux négatifs dans ses projets. Dans le cadre de cet effort, en 2003, elle a adopté sa politique de réinstallation involontaire (RI) pour couvrir tout déplacement involontaire et réinstallation de personnes causé par un projet financé par la Banque.

La politique s'applique lorsque, en raison d'un projet de la Banque, les personnes résidant dans la zone du projet sont obligées de déménager ou qu'elles perdent leur abri, leurs biens sont perdus ou leurs moyens de subsistance affectés ou leur accès aux ressources naturelles est limité. Le principal objectif de la politique des relations internationales est de veiller à ce que les personnes déplacées soient traitées équitablement et bénéficient des avantages du projet qui implique leur réinstallation.

La politique vise à garantir que les perturbations des moyens de subsistance des populations dans la zone du projet soient évitées ou au moins minimisées et que les personnes déplacées reçoivent une aide à la réinstallation pour améliorer leur niveau de vie. Il fournit des orientations au personnel de la Banque et aux emprunteurs et met en place un mécanisme de suivi de la performance des programmes de réinstallation.

3.2.1 Sauvegarde opérationnelle 2 - Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacements de populations et indemnisation

Cette SO vise à faciliter l'opérationnalisation de la Politique de la Banque sur la réinstallation involontaire de 2003, dans le cadre des conditions de mise en œuvre des SO 1 et ce faisant, d'intégrer les facteurs de la réinstallation dans les opérations de la Banque.

Les objectifs sont les suivants:

- Éviter la réinstallation involontaire autant que possible, ou minimiser ses impacts lorsque la réinstallation involontaire est inévitable, après que toutes les conceptions alternatives du projet aient été envisagées ;
- Assurer que les personnes déplacées sont véritablement consultées et ont la possibilité de participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes de réinstallation ;
- Assurer que les personnes déplacées bénéficient d'une assistance substantielle de réinstallation sous le projet, de sorte que leur niveau de vie, leur capacité à générer des revenus, leurs capacités de production, et l'ensemble de leurs moyens de subsistance soient améliorés au-delà de ce qu'ils étaient avant le projet ;
- Fournir aux emprunteurs des directives claires, sur les conditions qui doivent être satisfaites concernant les questions de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque, afin d'atténuer les impacts négatifs du déplacement et de la réinstallation, de faciliter activement le développement social et de mettre en place une économie et une société viables ; et,
- Mettre en place un mécanisme de surveillance de la performance des programmes de réinstallation involontaire dans les opérations de la Banque et trouver des solutions aux problèmes au fur et à mesure qu'ils surviennent, afin de se prémunir contre les plans de réinstallation mal préparés et mal mis en œuvre.

i. Champ d'application de la SO 2

Cette SO couvre toutes les composantes d'un projet, y compris les activités résultant de la réinstallation involontaire qui sont directement et significativement liées à un projet appuyé par la Banque et nécessaires pour la réalisation de ses objectifs – qu'il s'agisse d'une réinstallation menée par le gouvernement ou par un promoteur privé ou par les deux, et réalisées ou prévues pour être réalisées simultanément avec le projet. Elle vise à clarifier toutes les questions liées aux acquisitions foncières ; les questions liées au déplacement physique et économique mais qui ne sont pas spécifiquement liées à l'acquisition de terres sont traitées dans la SO1.

Ces objectifs sont de minimiser les perturbations pour les personnes touchées, éviter les impacts négatifs irréversibles, fournir des services temporaires satisfaisants et- où une surcompensation appropriée pour des difficultés transitoires.

Le CPR établira des lignes directrices de réinstallation et d'indemnisation et les critères de conception à appliquer aux sous-projets qui seront préparés pendant l'exécution du projet conformément à la loi congolaise et la politique de la BAD sur les réinstallations involontaires.

ii. Exigences des SO 2

La sauvegarde opérationnelle implique plusieurs exigences en matière de réinstallation involontaire. Ceux-ci comprennent les éléments suivants:

- **La conception du projet**

L'emprunteur ou le client prendra en considération les alternatives possibles de conception des projets, y compris la relocalisation afin d'éviter ou d'atténuer le déplacement physique ou économique, tout en conciliant les coûts environnementaux, sociaux et financiers, et les avantages.

- **Consultation, participation et un large soutien communautaire**

Le système SSI exige que les personnes concernées soient consultées au sujet de leurs préférences relatives à la réinstallation et leur donne de véritables choix parmi les plans technique, économique, et les options de réinstallation socialement réalisables. En particulier, celles-ci ont la possibilité de participer à la négociation des régimes de rémunération, et dans les décisions relatives à l'assistance réinstallation et la façon dont le niveau de vie, la capacité de gain, les niveaux de production et des moyens généraux de subsistance pourraient être améliorés par le biais du Plan d'action de réinstallation.

Elles peuvent être consultées sur les décisions concernant les critères d'admissibilité, la pertinence des sites de réinstallation proposés et les horaires de réinstallation proposés. La consultation des personnes concernées doit suivre toutes les exigences de consultation parties prenantes, la participation et un large soutien communautaire, conformément aux directives fournies dans les notes d'orientation EIES de la BAD.

- **Planification de la réinstallation**

L'emprunteur ou le client (dans ce cas, le gouvernement congolais à travers le ministère de l'Energie) effectue une enquête socio-économique globale conforme aux normes internationales pour les études de base économiques et sociales, comme convenu dans l'évaluation environnementale et sociale processus, y compris un recensement de la population et un inventaire des actifs (y compris les actifs naturels dont les personnes affectées peuvent dépendre d'une partie de leurs moyens de subsistance). Cette enquête identifie les personnes qui seront déplacées par le projet; toutes les caractéristiques pertinentes de ces personnes, y compris les conditions de vulnérabilité; et l'ampleur du déplacement physique et économique prévu.

L'enquête de base comprend des informations ventilées par sexe et l'âge se rapportant aux conditions économiques, sociales et culturelles de la population touchée. Il contient divers documents officiels (cartes, des documents numériques, des rapports spéciaux, des pièces de recherche et de connaissances, etc.), les dossiers des entrevues avec des intervenants au sujet de leurs préférences, la chaîne d'approvisionnement matériel de diligence raisonnable, et un protocole pour combler les lacunes dans les données et informations auxiliaires, et il identifie les possibilités d'améliorer le bien-être communautaire. Le processus d'enquête assure également que les

personnes non admissibles, comme les colons opportunistes, ne peuvent pas prétendre à des prestations. Ces informations de l'enquête déterminera l'étendue et l'ampleur des déplacements et donc aider à planifier la réinstallation efficace.

Au minimum, l'emprunteur ou le client est conforme à toutes les procédures gouvernementales hôte pertinentes. De plus, ou en l'absence de procédures du gouvernement hôte, l'emprunteur ou le client établit une date limite d'admissibilité qui est acceptable pour la Banque. L'emprunteur ou le client documente la date butoir (s) et diffuse des informations à ce sujet (les) dans toute la zone d'influence du projet d'une manière culturellement appropriée et accessible, avant de prendre toute action sur le défrichage ou de restreindre l'accès des communautés locales à la terre.

- **Plan d'action pour la réinstallation**

Le système d'exploitation 2 exige que l'emprunteur ou le client prépare un plan d'action de réinstallation complète (PARC) pour la nature suivante du déplacement:

- (i) tout projet qui implique 200 personnes ou plus (tel que défini par la politique de réinstallation involontaire), ou
- (ii) tout projet susceptible d'avoir des effets néfastes sur les groupes vulnérables.

Les grandes lignes d'un PAR typique se trouve à l'annexe A de la politique de réinstallation involontaire.

Pour tout projet dans lequel le nombre de personnes déplacées est à moins de 200 personnes et l'acquisition de terres et le déplacement potentiel et la perturbation des moyens d'existence sont moins importants, l'emprunteur ou le client prépare un plan d'action de réinstallation (PAAR). Annexe B de la politique de réinstallation Involontaire décrit un PAAR, et les directives connexes peuvent également être trouvés dans la note EIIES directives pertinentes.

Dans le programme mini-réseau en RDC, dans la mesure du déplacement est prévu pour être très minime et donc un PAAR sera un outil pour aborder toutes les questions liées au déplacement involontaire. Un aperçu d'un PAAR est présenté à l'article 8 de ce CPR.

L'UCG doit soumettre le PAAR en tant que document officiel aux organismes nationaux, locaux et / ou municipaux concernés et à la Banque. Le PARC est finalisé en tant que document de supplément au rapport d'évaluation d'impact environnemental et social, et le PAAR est achevé en tant que document de complément au plan de gestion environnementale et sociale (PGES).

La Banque publie le PAAR dans son Centre d'information publique et sur son site Web pour examen et commentaires du public, conformément aux PEES de la Banque. Ce document est présenté au public au moins 30 jours avant la présentation au Conseil.

3.3Admissibilité

3.3.1 Les critères d'éligibilité pour les personnes touchées par le projet

La loi congolaise reconnaît le droit moderne et du droit coutumier. Toutes les personnes concernées par le projet, qu'ils possèdent des biens (légalement ou habituellement) et ont été identifiés dans la zone d'empreinte du projet, sont considérés comme éligibles à la compensation envisagée. Cette disposition ne pas en conflit avec les directives de la Banque en la matière.

En outre, la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire de la population décrit les critères d'admissibilité: ceux qui ont des droits légaux formels sur la terre ou d'autres biens, ont affirmé les lois du pays, et les personnes qui ne disposent pas de droits légaux formels sur les terres ou d'autres biens au moment du recensement, mais qui peuvent prouver leurs droits en vertu des lois coutumières.

Dans ce projet, les propriétaires coutumiers comprennent les deux types de propriétés suivantes:

- i. propriétés acquises sur la base des droits ancestraux sur la propriété foncière,
- ii. les biens acquis par des actes de vente reconnus par la communauté.

Les personnes ayant aucun droit, juridique ou autre, qui peuvent être reconnus sur les terres qu'ils occupent, mais ne sont pas inclus dans les deux catégories décrites ont droit à une aide au relogement pour leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie (compensation pour la perte d'activités génératrices de revenus, des moyens de subsistance, la propriété des ressources communes, fermes, etc.), à condition qu'ils aient occupé le site du projet avant la date limite d'admissibilité. La politique de la Banque s'applique à toutes les personnes concernées, quel que soit leur statut, qu'ils ont des titres formels, les droits légaux ou coutumiers, à condition qu'ils occupent les lieux avant la date de fin d'admissibilité.

3.3.2 Date d'admissibilité

La date limite d'éligibilité est la date de fin de recensement des personnes affectées, leurs biens de construction, les actifs agricoles ou commerciaux dans la zone du projet. Au-delà de cette date, l'occupation et / ou l'exploitation de la ressource ciblée par le projet ne peut pas plus être concerné par compensation. La date limite d'éligibilité fixée par le gouvernement de la RDC pour le projet est la date de clôture des travaux préparatoires en phase administrative.

3.4 Évaluation de la rémunération et l'indemnisation des pertes

L'estimation des niveaux de rémunération se réfère aux pratiques congolaises, comme la liste des prix des produits de base, aux principes adoptés lors des consultations publiques tout en respectant les exigences des procédures de la Banque.

3.4.1 Procédure d'indemnisation

Le processus de compensation comprend les étapes suivantes pour le succès de l'expropriation pour cause d'intérêt public. Les préparatifs de l'avis de la décision d'intérêt public déclenchent la procédure:

- Divulcation et information sur les critères d'admissibilité et les principes de rémunération;
- Estimation des pertes individuelles et collectives;
- Discussions sur la compensation à payer aux personnes touchées;
- Conclusion d'accords et / ou tentative de médiation;
- Paiement de l'indemnité;
- Surveillance du déplacement et de la réinstallation;
- Le soutien aux personnes vulnérables;
- Règlement des différends.

3.5 Responsabilité organisationnelle

3.5.1 Dispositions institutionnelles

Selon les dispositions institutionnelles congolaises, la responsabilité de la mise en œuvre et le suivi du CPR sera organisé et présidé par le Ministère de l'Energie en sa qualité de principale entité d'exécution du projet / programme et par ses structures dédiées telles que l'UCG. Il utilisera les services des autorités provinciales et locales sur les questions foncières.

Les personnes affectées par le projet recevront une compensation financière conformément à la loi n° 77/01 du 22 février 1977 sur l'expropriation pour services publics en République démocratique du Congo et à la politique de réinstallation involontaire de la Banque. Cette indemnité correspond à la valeur de tous les actifs dont chaque personne affectée par le projet a été dépossédée. Cela sera conduit par le Comité responsable de son exécution pour: (i) reconnaître la situation juridique et financière des biens expropriés et (ii) travailler à la conclusion d'un

accord entre les parties concernées par l'expropriation de la valeur du bien être expropriés et, dans un délai de deux mois à compter de la date de son entrée, renouvelable une fois, pour une durée d'un mois. À cette fin, il dispose de tous les pouvoirs nécessaires pour reconnaître les propriétaires légitimes au moment de la saisine.

3.5.2 Entité d'exécution de réinstallation

Le processus de réinstallation comprendra la création d'un comité de mise en œuvre de la réinstallation rattaché au Ministère de l'Energie et sa structure dédiée à savoir l'UCG. En collaboration avec les autres institutions des services déconcentrés de l'État, il assurera le bon fonctionnement du régime.

Ce comité sera composé des représentants de l'UCG, GEEC, Ministère des terres, et le ministère de l'Agriculture. Il est placé sous la présidence et la supervision du ministère de l'Énergie assisté par un notaire qui agit comme secrétaire. Les représentants des collectivités locales (services de planification, cadastre, administration décentralisée ...) et de la société civile (ONG, associations, etc ...) sont impliqués en tant que membres dans les activités du comité.

4.0 ÉTUDES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

4.1 Propriétés concernées et identification des personnes affectées par le projet.

Le recensement sera effectué afin d'identifier les projets PAP et leurs propriétés associées. Les personnes affectées par le projet (PAP) sont généralement classées en fonction du droit d'occupation, de la nature et de la gravité de l'expropriation. Dans ce programme, les catégories de PAP seront définies dans les cas suivants:

- i. **perte totale ou partielle de la parcelle de terre:**
 - a) pour la perte totale, le terrain est remplacé par un terrain similaire. Le paiement en espèces est autorisé lorsque le propriétaire accepte volontairement la perte de terrain. Le marché foncier peut offrir des terrains présentant des caractéristiques similaires sur une distance raisonnable avec le consentement du propriétaire,
 - b) perte partielle, deux cas sont envisagés, soit les structures peuvent être réorganisées sur la partie restante du colis et le paiement est effectué pour le terrain perdu (en m²) et pour les structures à reconstruire (en haut) qui est normal ou les structures ne peuvent pas être réorganisées, alors le cas est traité comme une perte complète qui nécessite le remplacement du terrain
- ii. **La perte d'un patrimoine bâti, pertes partielles ou totales d'actifs agricoles et des infrastructures:**
 - a) **Pour la perte totale, chaque actif et / ou infrastructure (arbres fruitiers, cultures, puits, clôtures, etc.) est évalué à son coût de remplacement complet,**
 - b) **pour la perte partielle (infrastructure), la partie perdue est évaluée à son coût de remplacement intégral.**
 - c) **la perte partielle (infrastructure), la partie perdue est évaluée à son coût de remplacement.**
 - d) Pour la perte partielle, deux cas sont envisagés, soit les structures peuvent être réorganisées sur le reste de la parcelle et le paiement est fait pour le terrain perdu (m²) et pour les structures à reconstruire (sur le dessus), ce qui est normal ou les structures ne peuvent pas être réorganisées, alors le cas est traité comme une perte complète qui nécessite le remplacement du terrain

Lorsque l'expropriation concerne une partie aussi grande que la structure ou l'infrastructure restante qui n'est plus une partie utilisable, l'acquisition est considérée comme une perte totale

iii. Perte de revenu

Par exemple : perte des droits de location. Assistance pour identifier et réinstaller un nouveau foyer pour la famille. La gravité de l'impact détermine la compensation et l'assistance aux personnes affectées.

En cas de perte d'une partie d'un terrain ou même de la parcelle sans aucun développement, l'indemnisation est limitée à la valeur du terrain acquis;

- Si tout le terrain occupé est perdu mais que les occupants peuvent revenir une fois réaménagé, la compensation couvre la valeur du terrain perdu, la valeur des structures perdues et le coût total du réaménagement du terrain;
- Si tout le terrain est perdu et qu'il n'y a pas d'ajustement des structures, la compensation comprend la valeur du terrain et des bâtiments, en plus des coûts d'acquisition légale d'un nouveau terrain et des frais de déménagement.

4.2 Assistance aux personnes vulnérables

L'assistance aux personnes vulnérables prendra les formes suivantes, en fonction des besoins et des demandes des personnes concernées:

- Assistance dans la procédure d'indemnisation (explications supplémentaires du processus, s'assurer que les documents sont compris, assister la personne à la banque pour qu'elle puisse compter correctement);
- Assistance dans la période suivant le paiement afin que la compensation soit sécurisée et que les risques de mauvaise utilisation ou de vol soient limités;
- Assistance au déplacement: fournir le moyen de transport (véhicule) et un soutien rapproché, aider la personne à trouver son site de réinstallation (parcelle) pour s'assurer que les autres ne viennent pas s'y installer, etc.
- Assistance à la reconstruction: fournir un maçon ou des matériaux, ou soutenir pleinement la reconstruction;
- Assistance dans la période suivant la relocalisation, surtout si les réseaux de solidarité (aide alimentaire, suivi sanitaire, etc.) dont bénéficie la personne vulnérable ne peuvent être immédiatement rétablis;
- Assistance médicale si nécessaire pendant les périodes critiques, en particulier lors de la réinstallation et de la transition par la suite;

5.0 MÉCANISMES D'AIDE ET DE SUIVI DES PERSONNES AFFECTÉES

5.1 Consultation et dialogue.

Lors de la mise en œuvre de la réinstallation, des réunions d'information seront organisées avec le soutien des chefs traditionnels et un expert en communication sociale. Ils se concentrent sur le mécanisme de mise en œuvre de la réinstallation et les principes et méthodes de compensation. Au cours de cette phase, le RIC préparera les certificats d'accord de compensation et les fera signer par les personnes concernées.

5.2 Assistance spécifique aux personnes vulnérables

Dans le cadre de la réinstallation, les personnes considérées comme vulnérables sont celles qui ont un faible revenu. Ces personnes peuvent être rendues encore plus vulnérables lors d'une opération de déplacement. Elles sont susceptibles d'être exclues des avantages de l'opération de compensation et ne souffrent que des inconvénients du système, dus par exemple à la négligence, à l'impossibilité de participer à des briefings d'information ou à une indemnisation par omission, etc.

5.3 Suivi et évaluation

L'UCG demandera à un consultant indépendant d'évaluer le programme. L'audit externe doit vérifier l'adéquation de la mise en œuvre de la réinstallation par rapport aux objectifs définis, aux dispositions de la réglementation congolaise et aux directives de la Banque. Il évaluera également le niveau de satisfaction des différentes catégories de personnes affectées par le projet en relation avec les conditions d'indemnisation. Les termes de référence pour l'évaluation externe de la mise en œuvre de la réinstallation doivent inclure:

- i. la conduite d'un sondage d'opinion avec divers groupes représentatifs de la population touchée par le projet, indiquant le nombre de différends, le nombre d'activités de reconstruction du PAP, puis mettant en évidence le degré de satisfaction et les plaintes éventuelles;
- ii. l'évaluation des éléments suivants, en tenant compte du contexte institutionnel et technique général de l'opération:

- les dispositions organisationnelles mises en place pour la réinstallation;
- alignement des ressources humaines et matérielles sur les objectifs du plan;
- adéquation du mécanisme de communication-consultation et de suivi-évaluation interne, avec les conditions sociales et économiques des personnes affectées;
- évaluation de la performance en termes d'engagements (respect des délais);
- adéquation des budgets prévus pour atteindre les objectifs prévus et analyser les éventuels dépassements ou sous-évaluer si l'équité de la rémunération, l'équité des litiges en cours et le risque encouru par le projet en raison de ces litiges;
- évaluer le niveau des trottoirs du projet libérés;
- évaluer le niveau de récupération du PAP et la continuité des activités.

6.0 PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

6.1 Consultation publique

L'engagement des parties prenantes (mis en évidence dans ce CGES) doit être réalisé sur la base d'une approche participative et s'appuyer, d'une part, sur des visites de sites, l'utilisation de documents de base et, d'autre part, sur des entretiens centralisés et services techniques décentralisés, commerçants, groupes socioprofessionnels, résidents locaux, autorités administratives, maires et chefs traditionnels. Cette approche a déjà abouti à (i) améliorer le projet, développer et affiner les alternatives en tenant compte des préoccupations de toutes les parties prenantes, (ii) promouvoir l'implication de la population locale dans le projet, (iii) créer un climat de confiance et coopération soutenue par une approche objective.

L'UCG et le comité de réinstallation organisent des réunions avec le PAP en présence du gouverneur, des maires des municipalités concernées, des chefs traditionnels et des autres institutions décentralisées concernées.

À chacune des réunions tenues, le contenu du projet et ses enjeux économiques, sociaux et environnementaux seront décrits. Les informations seront collectées, y compris les perceptions et les attentes vis-à-vis du projet, ainsi que les points de vue et les commentaires des parties prenantes. Il ressort de ces consultations la volonté des personnes interrogées et des autorités administratives et des représentants du peuple d'appuyer le projet et de le défendre en particulier de manière à ce que le projet:

- évite ou réduise au maximum les maisons de destruction et les déplacements involontaires de personnes. Si nécessaire, ils recommandent la compensation des biens, y compris la compensation des personnes directement affectées par le projet en raison de la perte d'arbres / cultures;
- puisse utiliser la main-d'œuvre locale et la former pour effectuer des tâches subalternes lors de travaux de construction futurs.

6.2 Informer la population à relocaliser

Dans le cadre du plan d'action abrégé de réinstallation pour les personnes affectées par le projet, des sessions d'information, axées sur l'ensemble du projet, ont pour but d'informer les personnes sur le niveau de préparation du projet et les principes d'indemnisation des personnes touchées.

Les principes convenus comme base pour la fixation de la rémunération sont les suivants:

- La circulation des personnes affectées par le projet s'inscrit dans la logique de l'expropriation et, en tant que telle, devrait être conforme à la réglementation congolaise;
- Dans le cas où la législation congolaise porte toutefois préjudice à ces personnes, certaines dispositions de la Banque seront appliquées si ces dispositions sont plus favorables ;
- Toutes les personnes concernées doivent être indemnisées sans discrimination culturelle, sociale ou de genre, dans la mesure où ces facteurs n'augmentent pas la vulnérabilité de ces personnes touchées;
- Les personnes concernées doivent être indemnisées au coût de remplacement sans dépréciation, avant de commencer les travaux sur le projet;

- Le processus de compensation doit être juste et respectueux des droits de l'homme des personnes affectées par le projet;
- La compensation en espèces est privilégiée en ce qui concerne les pertes individuelles, y compris les revenus pour une utilisation commerciale. Mais dans le cas des équipements ou des services, les options de rémunération - en espèces ou en nature - feront l'objet d'une estimation plus détaillée afin d'offrir aux personnes concernées l'option de leur choix;
- La compensation en nature comprend la reconstruction ou la mise à niveau des structures affectées (propriétés, clôtures, etc.) ;
- D'autres mesures accompagneront le programme dans l'intérêt de l'équité et de l'impartialité de ceux qui seront touchés par le projet.

Une aide d'urgence est prévue pour aider les personnes vulnérables qui sont généralement très touchées par tout changement et qui n'ont pas les ressources financières pour s'adapter et éviter de se retrouver dans une situation plus précaire. Les mesures d'accompagnement et le soutien économique incluront les indemnités de réinstallation, les indemnités de transport, etc. Cette assistance sera financée par la ligne budgétaire réservée aux «dépenses imprévues». Afin de garantir que l'aide d'urgence ne soit fournie qu'aux personnes réellement vulnérables, le Comité de mise en œuvre de la réinstallation sera invité à valider chaque demande d'assistance.

7.0 DESCRIPTIONS DES MÉCANISMES DE REGLEMENT DES GRIEFS (MRG)

Les procédures de réclamation pour des programmes de ce type dans le contexte congolais diffèrent selon la nature du programme mis en œuvre. Cependant, en termes généraux, il est recommandé que toute question prise par une autorité doit être portée devant l'autorité supérieure immédiate en tant qu'autorité appelante. Les parties lésées ont également accès au système d'arbitrage et, si tout le reste échoue, elles peuvent recourir au système judiciaire pour le règlement des griefs.

Dans ce projet et avec une référence particulière à la réinstallation, une fois le plan de réinstallation approuvé et les contrats d'indemnisation individuels signés, les personnes affectées auraient été informées du processus pour exprimer leur mécontentement et demander réparation. Il est toutefois prévu que l'acquisition de terres serait évitée ou du moins minimisée, ce qui réduirait les plaintes résultant de la perte de terres ou de ressources résultant de la mise en œuvre d'activités de sous-projets.

À cet effet, la procédure de règlement des griefs sera simple, administrée dans la mesure du possible au niveau local pour faciliter l'accès, la souplesse et la possibilité de diverses preuves, compte tenu du fait que la plupart des analphabètes exigent une résolution rapide, juste et équitable de leurs griefs. . Le cadre du MRG dans ce projet sera tel que décrit dans les sections précédentes de ce CGES.

8.0 APERÇU D'UN PAAR

- Une enquête de recensement de la taille attendue des personnes déplacées, de leur statut socioéconomique, notamment de la valeur de leurs avoirs et d'autres sources de revenus, devrait être effectuée ;
- Les personnes déplacées et la population hôte doivent être consultées sur les alternatives acceptables au projet et doivent être informées des impacts potentiels du projet sur elles ;
- La description des options de compensation à proposer et des autres aides à la réinstallation à fournir devrait être documentée et discutée avec les réinstallés, y compris leur choix préféré. Il serait préférable d'utiliser les ONG locales dans ce processus ;
- Les responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre du plan de réinstallation, y compris la participation des ONG au suivi du plan, doivent être établies; et
- Les calendriers, le budget et les sources de financement doivent être convenus avec l'agence d'exécution.

